

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DU BUDGET

CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME 2026 - 2028

Kinshasa, septembre 2025

SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES	3
RESUME ANALYTIQUE.....	4
O. INTRODUCTION	6
I. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET BUDGETAIRE RECENT	8
I.1 Développement économique récent 2022-2024.....	8
I.1.1 Secteur réel	8
I.1.2 Secteur extérieur.....	13
I.1.3 Secteur monétaire	16
I.2 Développement budgétaire récent 2022-2024	17
I.2.1 Politique fiscale.....	18
I.2.2 Evolution des recettes propres et des dons	20
I.2.3 Evolution des dépenses	22
I.2.4 Evolution du solde budgétaire et du financement	26
I.3 Situation de la dette publique	26
II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES 2026-2028.....	28
II.1 Perspectives internationales	28
II.2 Perspectives nationales	30
II.2.1 Secteur réel	30
II.2.2 Secteur extérieur	33
II.2.3 Secteur monétaire.....	33
III. ORIENTATION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE ET ACTIONS DES POLITIQUES SECTORIELLES 2026-2028	35
III.1 En matière des recettes.....	35
III.2 Politique en matière des dépenses.....	36
III.3 Politique d'endettement.....	38
III.4 Partenariat Public-Privé.....	39
III.5 Principales actions sectorielles.....	39
III.5.1 Secteurs productifs et des infrastructures	39
III.5.2 Secteurs sociaux.....	51
III.5.3 Secteur de souveraineté	58
IV. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2026-2028.....	61
IV.1 Evolution des dépenses	61
IV.1.1 Evolution des dépenses du Pouvoir Central	61

IV.1.2	Evolution des dépenses des Provinces	63
IV.1.3	Evolution des dépenses des Entités Territoriales Décentralisées (ETD)	64
IV.2	Evolution des recettes (recettes propres et dons)	64
IV.2.1	Evolution des recettes du Pouvoir Central	65
IV.2.2	Evolution des recettes des Provinces (recettes propres et dons)	67
IV.2.3	Evolution des recettes des Entités Territoriales Décentralisées (recettes courantes) ..	68
IV.3	Evolution du solde budgétaire et de son financement	68
IV.4	Allocations sectorielles 2026-2028	73
IV.5	Allocations par grande fonction	73
V.	COMPARAISON CBMT 2026-2028 ET CBMT 2025-2027	74
V.1	Rappel du Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2025-2027	74
V.2	Analyse des écarts CBMT 2025-2027/2026-2028	75
VI.	LES RISQUES BUDGETAIRES.....	77
VII.	CONCLUSION.....	84

LISTE DES ACRONYMES

CBMT	: Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDMT	: Cadres des Dépenses à Moyen Terme
CISM	: Centres Intégrés des Services Multisectoriels
CPCM	: Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique
CPRK	: Centre Pénitentiaire et de Rééducation de Kinshasa
CTCPM	: Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière
DGPPB	: Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire
DOB	: Débat d’Orientation Budgétaire
DRB	: Déclaration des Risques Budgétaires
EPST	: Enseignement Primaire, Secondaire et Technique
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FEC	: Facilité Elargie de Crédit
FMI	: Fonds Monétaire International
IBP	: Impôts sur les Bénéfices et Profits
INERA	: Institut National pour l’Etude et la Recherche Agronomique
LOFIP	: Loi relative aux finances publiques
NTIC	: Nouvelle Technologie de l’Information et de Communication
OVG	: Observatoire Volcanologique de Goma
PIP	: Programme d’Investissement Public
PIMA	: Public Investment Management Assessment
PNSD	: Plan National Stratégique de Développement
SENASEM	: Service National des Semences

RESUME ANALYTIQUE

Après un niveau de l'activité économique de **1,7%** en 2020 et de **6,2%** en 2021 dû aux chocs liés à la COVID-19 et à la guerre en Ukraine, l'économie du pays a connu une reprise entre 2022 et 2024 situant la croissance dans un sentier de progression. En effet, la croissance s'est située à **8,9%** en 2022 et à **8,6%** en 2023, dans un contexte de mise en œuvre d'un programme formel avec le Fonds Monétaire International au titre de Facilité Elargie de Crédit. En 2024, elle a fléchi à **6,7%**, de suite du comportement de certains produits miniers et de leurs cours.

Corolairement à l'activité économique, les finances publiques ont montré une embellie des recettes domestiques. De **7,8%** en 2020 puis **10,5%** en 2021, la pression fiscale a progressé pour atteindre **12,3%** entre 2022 et 2024, grâce à la mise en œuvre des réformes fiscales et douanières ainsi qu'à l'intensification des contrôles.

Par ailleurs, la politique budgétaire a été expansionniste au cours de la période 2022-2024. Les dépenses ont progressé de **10,8%** du PIB entre 2019 et 2021 à **16,8%** du PIB entre 2022 et 2024, notamment pour des raisons sécuritaires.

Les opérations financières du pouvoir central se sont soldées avec des déficits globaux autour de **1,6%** du PIB entre 2022 et 2024, financés notamment par les emprunts projets et programmes dans le cadre notamment du programme avec le FMI et par la levée de fonds sur le marché des titres publics local. Les déficits hors ressources extractives se sont situés à autour de **7,3%** du PIB sur la période.

Les perspectives de croissance économique mondiale sont projetées à **3,1 %** en 2026. À moyen terme, la dynamique devrait se maintenir, avec une progression moyenne estimée à **3,2 %** sur la période 2026-2028.

Au niveau national, la période 2026-2028 connaîtrait un ralentissement de l'activité économique comparativement à la période 2022-2024. En effet, le taux de croissance économique se situerait à **5,4%**, contre **8,1%** observé les trois dernières années.

La politique budgétaire envisagée concourra à l'atteinte d'une pression fiscale de **13,3%** entre 2026 et 2028, contre **12,5%** estimée en 2025. Ce qui permettrait d'accroître les investissements dans les secteurs productifs et sociaux à travers notamment la poursuite de la mise en œuvre de grands projets amorcés.

En valeur nominale, les recettes globales du CBMT 2026-2028 (recettes propres et dons) se situeraient à **185.775,6 milliards de FC**, dont **152.091,8 milliards de FC** du Pouvoir central. Les dépenses globales quant à elles, se situeraient à **221.690,2 milliards de FC** dont **188.006,2 milliards de FC** pour le Pouvoir central.

En moyenne, les recettes se situeraient à **61.925,2 milliards de FC** l'an (dont **50.697,3 milliards de FC** pour le Pouvoir central), contre les dépenses totales de **73.896,7 milliards de FC** l'an (dont **62.668,3 milliards de FC** pour le Pouvoir central).

Ce qui dégagerait un déficit global moyen de **11.971,5 milliards de FC** et un déficit hors mines et pétrole moyen de **28.236,3 milliards de FC**, imputable au Pouvoir central. Ce niveau de déficit devrait être financé par des emprunts des partenaires au développement notamment du FMI dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD) ainsi que par la levée de fonds sur le marché financier local.

Comparé au CBMT 2025-2027, il ressort que les recettes courantes projetées pour les années 2026 et 2027 dans le CBMT 2026-2028 accusent une régression de **0,5%** en 2026 et un accroissement de **4,1%** en 2027. Les dépenses projetées (hors dettes), quant à elles, accusent des accroissements de **9,1%** en 2026 et **13,0%** en 2027.

O. INTRODUCTION

Ce document contient la programmation budgétaire de la période 2026-2028. Il accompagne le projet de Loi de finances de l'exercice 2026 au Parlement, conformément aux dispositions des articles 78 et 79 de la LOFIP et 7 du décret portant gouvernance budgétaire.

La programmation budgétaire contenue dans ce document présente le profil de recettes, de dépenses, du solde et de financement pour la période 2026-2028 compatibles avec les objectifs macro-économiques de la période, le Programme d'Actions du Gouvernement 2024-2028 ainsi que la lettre d'orientation budgétaire 2026.

Elle tient compte de différentes mesures fiscales et non fiscales envisagées sur la période et s'aligne sur les priorités sectorielles conformément au Programme d'Investissement Public (PIP), tout en accordant une attention particulière aux provinces affectées par la guerre dans l'Est du pays, ainsi qu'à certaines entreprises publiques confrontées à des difficultés de trésorerie, notamment la REGIDESO. Par ailleurs, elle intègre les projets de Contributions Déterminées au niveau National (CDN) dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat.

Dans un contexte de conclusion d'un programme avec le FMI au titre de Facilité Elargie de Crédit et de Facilité pour la Résilience et la Durabilité, la programmation budgétaire 2026-2028 intègre les ressources correspondantes au titre de don budgétaire et d'emprunt programme et s'aligne sur les différents objectifs indicatifs du programme, notamment les niveaux du solde intérieur et de rémunération.

Enfin, la programmation budgétaire 2026-2028 met un accent particulier sur le solde budgétaire hors ressources naturelles y compris la dimension ressource pétrolière en perspective de la formulation des règles budgétaires sur la rationalisation de la dépense publique.

Hormis l'introduction et la conclusion, ce document s'organise autour de cinq chapitres assortis de quatre annexes. Le premier chapitre décrit le développement économique et budgétaire récent, le deuxième décline les perspectives économiques et budgétaires à moyen terme. Le troisième présente la politique budgétaire et les principales actions des politiques sectorielles envisagées sur la période 2026-2028. La programmation budgétaire 2026-2028 est présentée au chapitre 4, tandis que sa comparaison avec celle de la période précédente constitue le chapitre 5.

Les annexes sont constituées : (i) des indicateurs macroéconomiques 2026-2028, (ii) de la programmation budgétaire 2026-2028, (iii) des allocations sectorielles 2026-2028 et (iv) des plafonds indicatifs des provinces.

I. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET BUDGETAIRE RECENT

En dépit d'un contexte international et national complexe caractérisé par les effets persistants de la pandémie de COVID-19, les tensions géopolitiques (guerre en Ukraine, moyen orient,...), causant ainsi les perturbations, notamment dans les chaînes d'approvisionnement, la fluctuation des cours des matières premières et la détérioration de la situation sécuritaire dans l'Est du pays, l'économie et les finances publiques congolaises ont fait preuve d'une résilience remarquable entre 2022 et 2024. En effet, de **4,1%** entre 2019 et 2021, le taux de croissance économique a atteint **8,1%** entre 2022 et 2024. De même, la pression fiscale est passée de **8,8%** sur la période 2019-2021 à **13,2%** entre 2022 et 2024.

Cette embellie s'explique par les mesures de relance gouvernementales ainsi que par une bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire. Aussi, l'entrée en programme avec le FMI en 2021 dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) a-t-elle permis à la fois de stimuler la croissance économique et de garantir la soutenabilité des finances publiques.

I.1 Développement économique récent 2022-2024

I.1.1 Secteur réel

- **Evolution de l'activité économique**

L'activité économique a globalement affiché un dynamisme remarquable entre 2022 et 2024, avec un taux de croissance moyen annuel de **8,1%**, soit à peu près le double de celui de la période 2019-2021 qui s'est chiffré à **4,1%**. Cette dynamique a été principalement soutenue par la robustesse du secteur minier, elle-même favorisée par la résilience des cours mondiaux des principales matières premières exportées.

Toutefois, la période 2022-2024 révèle également une tendance à la décélération progressive de l'activité économique. Après un rebond à **8,9%** en 2022 (contre **6,2%** en 2021), la croissance économique a connu un léger repli à **8,6 %** en 2023, puis une baisse plus marquée à **6,7 %** en 2024. Ce ralentissement progressif de la croissance économique a résulté du fléchissement de la demande mondiale des produits miniers, accompagné d'une tendance baissière de leurs cours mondiaux.

Du point de vue de l'offre, l'analyse sectorielle de l'activité économique indique que la croissance a été principalement portée par le secteur primaire, qui a contribué à hauteur de **7,18 points** de pourcentage en 2022, **6,64 points** en 2023 et **5,03 points** en 2024, sous l'impulsion de l'industrie extractive. Le secteur tertiaire a également soutenu la croissance, notamment grâce à la branche « Transports et Communications », avec des contributions respectives de **0,59 point** en 2022, **0,54 point** en 2023 et **0,76 point** en 2024.

Par contre, le secteur secondaire a joué un rôle marginal, avec des contributions modestes de l'ordre de **0,42 point** en 2022, **0,85 point** en 2023 et **0,46 point** en 2024. La contribution de ce secteur a été portée par la branche « Bâtiments et travaux publics » suite notamment aux grands projets initiés par le Gouvernement principalement le PDL-145 territoires qui a permis au pays d'acquérir des centres de santé, des écoles et des bâtiments administratifs.

Tableau 1 : Contributions sectorielles en points de croissance de 2022 à 2024

Secteurs	2022	2023	2024
Secteur primaire	7,18	6,64	5,03
Agriculture, Chasse, Sylviculture et Pêche	0,34	0,45	0,29
Industrie extractive	6,82	6,32	4,75
Secteur secondaire	0,42	0,85	0,46
Industries manufacturières	0,25	0,25	0,24
Electricité, gaz et eau	0,02	0,03	0,00
Bâtiments et Travaux publics	0,15	0,57	0,21
Secteur tertiaire	1,24	1,09	1,23
Transports et communications	0,59	0,54	0,76
Commerce de gros et de détail	0,37	0,25	0,34
Services marchands	0,25	0,30	0,14
Services non marchands	0,06	0,03	0,03
Education	0,00	0,00	0,00
Santé	0,00	0,00	0,00
Autres services non marchands	0,06	0,03	0,03
SIFIM	0,04	0,04	0,04

Source : Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM)

Pour ce qui est de la demande, entre 2022 et 2024, les investissements ont connu des accroissements plus significatifs que les autres composantes, à des rythmes variés sur la période. Après une hausse de 50,2% en 2021, ils ont accru de 27,1% en 2022, de 119,5% en 2023 et de 19,1% en 2024. Les investissements publics ont surpassé ceux du secteur privé en 2022 et 2024, alors que l'inverse s'est produit au cours de l'année 2023.

La consommation, quant à elle, a enregistré un accroissement de **4,8%** en 2022, **1,8%** en 2023 et de **3,4%** en 2024, soit une hausse de **3,3%** l'an sur la période.

En ce qui concerne la demande extérieure, les exportations ont accru de **18,9%** en 2022, **15,8%** en 2023 et de **11,9%** en 2024, soit une augmentation de **15,5%** l'an sur la période. Les importations ont connu un accroissement de **24,9%** en 2022, **105,1%** en 2023 et de **18,4%** en 2024, soit une hausse de **49,5%** l'an de 2022 à 2024. La demande extérieure nette a été négative sur toute la période en raison de la prédominance des importations sur les exportations.

Tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'optique de la demande sur la période 2022-2024 en milliards de FC

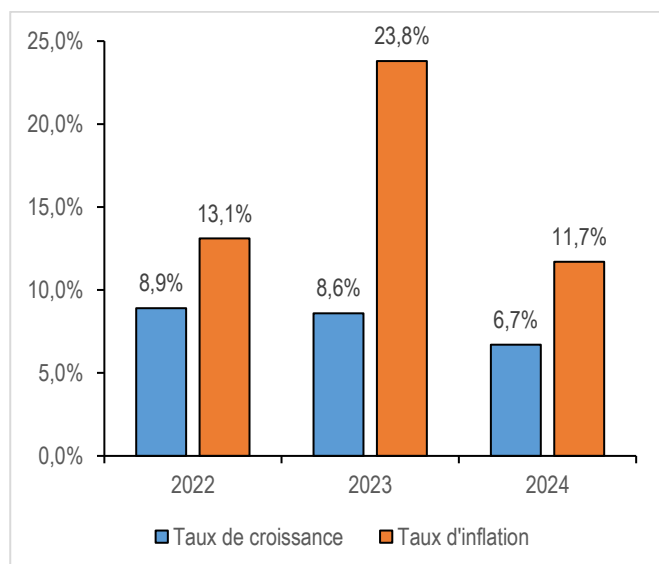
Composantes	2022	2023	2024
Produit Intérieur Brut	14 899,7	16 182,5	17 262,7
Demande intérieure brute	23 053,2	37 543,9	42 937,3
Consommation	11 089,5	11 288,9	11 676,7
Secteur public	1 157,3	1 008,5	1 077,5
Secteur privé	9 932,2	10 280,4	10 599,2
Investissements bruts	11 963,7	26 255,0	31 260,7
Formation Brute de Capital Fixe	11 939,1	26 237,6	31 165,3
Secteur public	1 187,0	1 859,9	2 419,8
Secteur privé	10 752,1	24 377,7	28 745,5
Variation de stocks	24,6	17,4	95,4
Demande extérieure nette	-8 153,5	-21 361,5	-25 674,6
Exportations des biens et services	5 190,5	6 010,2	6 723,0
Exportations des biens	5 169,2	5 990,4	6 642,1
Produits miniers	4 816,1	5 691,1	6 404,7
Autres produits	353,0	299,2	237,4
Exportations des services	21,3	19,8	80,9
Importations de biens et services	13 344,0	27 371,6	32 397,6
Importations de biens	11 507,5	23 282,3	28 224,0
Consommations	1 327,0	2 077,6	2 072,4
Equipements	2 560,8	4 496,6	5 149,6
Intermédiaires	7 619,7	16 708,1	21 001,9
Importations de services	1 836,5	4 089,4	4 173,7
Total ressources	28 243,7	43 554,1	49 660,4
Total emplois	28 243,7	43 554,1	49 660,4

Source : Comité Permanent du Cadre Macroéconomique (CPCM)

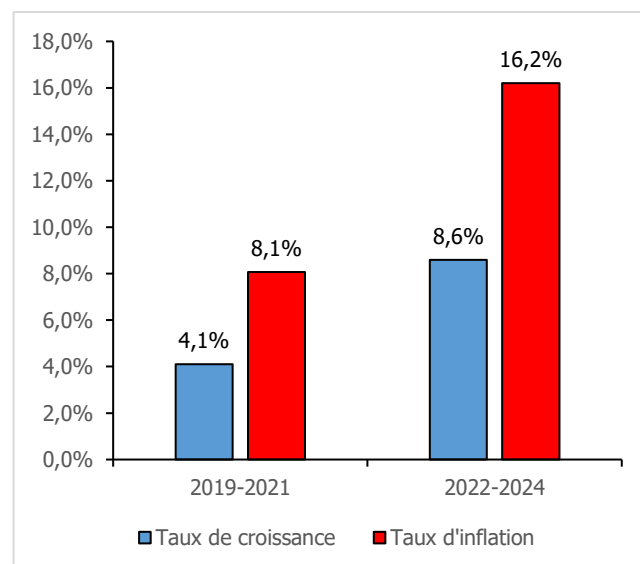
Concernant la dynamique des prix intérieurs, le taux d'inflation a connu une forte accélération durant la période 2022-2024 se situant à **16,2%** à fins de période (contre **8,6%** entre 2019 et 2021). En 2023, l'inflation a affiché une progression rapide, atteignant un pic de **23,8%** contre **13,1%** en 2022.

Cette accélération s'explique principalement par le renchérissement des importations (consécutif aux perturbations des chaînes d'approvisionnement engendrées par le conflit russo-ukrainien), et plus particulièrement celui des produits alimentaires et énergétiques. Cependant, une bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire a permis de contenir la volatilité des prix en 2024, ramenant ainsi le taux d'inflation à **11,7%**.

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance et du taux d'inflation (en %) de 2022 à 2024



Graphique 2 : Evolution du taux de croissance et du taux d'inflation (en %) entre 2019-2021 et 2022-2024



Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base des données du CPCM

- **Evolution récente de la production minière et pétrolière de 2022 à 2024**

Le paysage minier et énergétique congolais a été caractérisé par une évolution contrastée au cours de la période 2022-2024, marquée à la fois par une production en nette progression pour certains produits et un recul significatif pour d'autres, le tout dans un contexte de forte volatilité des cours mondiaux des principales matières premières exportées.

La production de cuivre a progressé de **29,5%** de 2022 à 2024, à la faveur de l'entrée en phase de production de certaines entreprises minières. Passant d'un niveau de **2,4 millions de tonnes** en 2022, elle s'est chiffrée à **2,8 millions de tonnes en 2023**, avant d'atteindre **3,1 millions de tonnes** en 2024.

Le cours du cuivre sur le marché international a affiché une tendance globalement haussière sur la période, en dépit des fluctuations interannuelles. Après un niveau de **8.465,1 dollars** américains la tonne en 2022, il s'est situé à **7.787,7 dollars** américains en 2023, soit une baisse de **17,8%** avant de rebondir à **8.938,5 dollars** américains en 2024. En moyenne, le cours du cuivre a connu une baisse de **0,73%** entre 2022 et 2024.

S'agissant du cobalt, sa production a bondi de **72,3%**, avec une évolution en constante augmentation au cours de la période. Partant d'un niveau de **115.371 tonnes** en 2022, elle s'est située à **152.799 tonnes** en 2023 et à **198.777 tonnes** en 2024.

Le cours du cobalt a enregistré une chute significative d'une année à une autre sur la période 2022-2024, perdant ainsi **12,9%** de sa valeur. Après s'être négocié à **51.571,2 dollars** la tonne en 2022, le cours de cobalt a atteint **26.614,8 dollars** la tonne en 2023, puis **19.205,9 dollars** la tonne en 2024.

Concernant la production de Zinc, celle-ci est passée de **13.578 tonnes** en 2022 à **43.590 tonnes** en 2024, accusant ainsi un accroissement de **84,3%** l'an sur la période. Son cours a connu une chute de **8,4%** l'an sur la période, passant de **3.537,9 dollars** américains en 2022 à **1969,1 dollars** américains en 2024.

Quant à la production de l'or, elle a pris une trajectoire présentant des fluctuations très marquées entre 2022 et 2024. Après un niveau de **29.306 kg** en 2022, elle a enregistré une forte progression à **34.526 kg** en 2023, avant de chuter à **27.940 kg** en 2024, enregistrant ainsi un recul de **3,2%** sur la période.

Paradoxalement, cette instabilité de la production aurifère sur la période s'est accompagnée d'une hausse soutenue de son cours sur le marché international. Ce dernier est successivement passé de **1.803,1 dollars** l'once d'or en 2022 à **1.943,8 dollars** en 2023, puis à **2.300 dollars** en 2024, soit une appréciation de **8,8%** sur la période.

En ce qui concerne le diamant, sa production a enregistré globalement un recul sur la période. Partant d'un niveau de **15.863 carats** en 2022, elle a subi une chute drastique pour se situer à **8.306 carats** en 2023, soit de **47,6%** avant de remonter à **9.241 carats** en 2024. Sur la période 2022-2024, la production de diamant a enregistré une régression de **4%**. Cette évolution de la production diamantifère s'est accompagnée d'un comportement parallèle de son cours. Ce dernier est passé de **13,64 dollars** américains le carat en 2022, à **8,20 dollars** en 2023 et à **8,40 dollars** en 2024.

S'agissant de la production du pétrole brut, celle-ci a enregistré des baisses en 2022 et 2023, avant d'accroître de **13,2%** en 2024 pour s'établir à **8,6 millions de barils**. Quant à son cours, après son niveau de **100,2 dollars** américains le baril en 2022, il a baissé continuellement en 2023 et 2024, soit respectivement de **23%** et de **13%**. En 2024, le cours du baril s'est établi à **66,9 dollars**.

Tableau 3 : Evolution de la production minière et pétrolière de 2022 à 2024 (En tonne métrique, sauf indication contraire)

Produits	2022	2023	2024
Cuivre	2 394 630	2 752 518	3 100 234
Cobalt	115 371	152 799	198 777
ZINC	13 578	13 404	43 590
Or artisanal et industriel (en kilogramme)	28 306	34 526	27 935
Diamant (en carat)	17 830	8 306	9 241
Pétrole (en baril)	7 492 436	7 407 118	7 019 654

Source : Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière (CTCPM)

I.1.2 Secteur extérieur

Entre 2022 et 2024, les opérations extérieures ont globalement affiché des soldes excédentaires comme sur la période 2019-2021. En effet, le solde global de la balance des paiements s'est situé à **2.760 milliards de FC** de 2022 à 2024, contre **1.965 milliards de FC** au cours de la période 2019-2021.

Le solde global de la balance des paiements a représenté respectivement **2,5%** du PIB en 2022, **1,0%** du PIB en 2023 et **1,7%** du PIB en 2024. Ces excédents constatés au niveau des opérations extérieures s'expliquent principalement par des soldes positifs au niveau du compte en capital et financier sur cette période.

La balance des transactions courantes a enregistré des déficits. Partant d'un solde négatif de **4,9%** du PIB en 2022, il s'est creusé à **5,5%** du PIB en 2023 avant de se situer à **4,5%** du PIB en 2024. Ces déficits constatés sur la période considérée trouvent leur origine dans la détérioration continue des soldes des balances de services et de revenus

La balance commerciale a, quant à elle, affiché des soldes positifs sur la période 2022-2024. L'excédent commercial est passé de **2,8%** du PIB en 2022 à **2,3%** du PIB en 2023, dû à l'accroissement plus rapide des importations par rapport aux exportations. En 2024, il a enregistré une légère hausse à **2,7%** du PIB, en raison de la croissance des exportations des produits miniers.

La balance des services a enregistré des déficits croissants au cours de la période 2022 à 2024. Ce déficit est successivement passé de **7,5%** du PIB en 2022 à **8,0%** du PIB en 2023, puis à **8,2%** en 2024, en relation avec la croissance des exportations et la reprise des voyages dans un contexte de post-Covid.

La balance des revenus a également affiché des soldes déficitaires sur la période 2022-2024. Ainsi, son solde s'est situé à **-3,8%** du PIB en 2022, puis à **-3,0%** du PIB en 2023 et à **-3,1%** du PIB en 2024, atteignant ainsi une moyenne de **-3,3%** sur la période. Ces déficits sont imputables notamment au paiement des intérêts dus à une augmentation de la dette publique.

En ce qui concerne **le compte des transferts courants**, son solde a été excédentaire sur toute la période. Il s'est situé à **3,5%** du PIB en 2022 et à **4,1%** du PIB en 2024, avant d'enregistrer un léger recul à **3,2%** du PIB en 2023.

Le comportement de **la balance du compte capital et financier** a accusé des soldes positifs sur la période 2022-2024. En effet, en 2022, il s'est situé à **4,7%** du PIB et a atteint **6,0%** et **4,8%** du PIB, respectivement en 2023 et en 2024, dus notamment à la croissance des dons et emprunts projets et au soutien aux investissements privés.

Tableau 4 : Evolution de la balance des paiements de 2022 à 2024 (en milliards de FC)

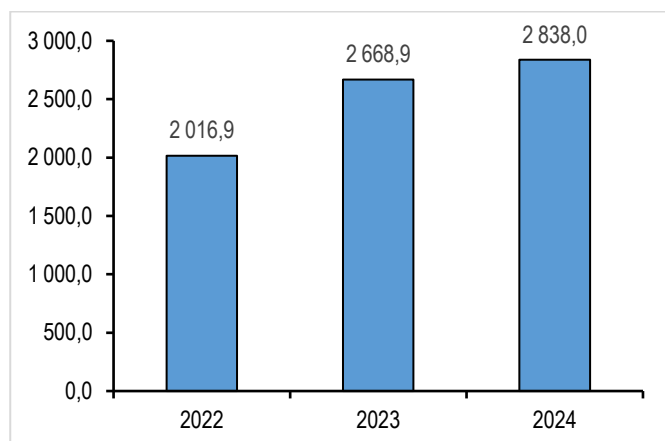
Composantes	2022	2023	2024
Compte courant	-6 498,00	-9 050,00	-8 934,00
Balance commerciale	3 740,00	3 730,00	5 338,00
Exportation des biens, fob	57 312,00	68 992,00	93 636,00
Produits d'exploitation minière	56 892,00	68 694,00	93 200,00
Autres produits	420	297	436
Importations des biens, fob	-53 572,00	-65 261,00	-88 298,00
Consommation	-12 852,00	-12 134,00	-16 444,00
Equipement	-25 262,00	-28 176,00	-38 467,00
Intermédiaires	-15 457,00	-24 951,00	-33 386,00
Balance des services	-9 849,00	-13 124,00	-16 284,00
Recettes	140	115	560
Dépenses	-9 989,00	-13 239,00	-16 844,00
Balance des revenus	-5 047,00	-4 882,00	-6 212,00
Recettes	157	1 070,00	906
Dépenses	5 204,00	5 952,00	7 118,00
Balance des transferts courants	4 658,00	5 226,00	8 225,00
Public (Aides officielles)	2 079,00	1 651,00	4 332,00
Privé (Transferts travailleurs immigrés)	2 579,00	3 575,00	3 893,00
Compte de capital et financier	6 156,00	9 837,00	9 631,00
Compte capital	1 080,00	1 772,00	1 983,00
Public	1 505,00	1 637,00	1 608,00
Privé	-425	135	375
Compte financier	5 076,00	8 066,00	7 648,00
Investissement direct étranger	3 704,00	5 536,00	6 543,00
Solde avant erreurs et omissions	2 933,00	2 453,00	4 038,00
Erreurs et omissions	341	-788	-698
Solde global	3 274,00	1 666,00	3 340,00

Source : Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM)

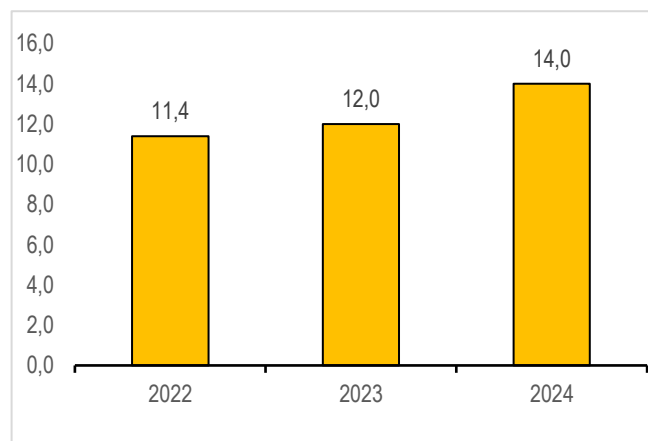
Quant au marché de change, de 2022 à 2024, le franc congolais s'est déprécié de **10,4%** l'an contre **6,3%** au cours de la période 2019-2021. En 2022, le taux de change s'est situé à **2.016,9 FC** pour un dollar américain, accusant ainsi une faible dépréciation de **0,8%** par rapport à son niveau de 2021, en raison notamment du renforcement du rapatriement des devises ayant permis la consolidation des réserves de change et de la suppression des paiements aux guichets de la Banque Centrale. Cependant, il a atteint un niveau de **2.668,9 FC** pour un dollar américain en 2023, soit une dépréciation de **24,4%** avant de se situer à **2.838 FC** pour un dollar américain, soit une dépréciation de **6,4%** à la suite d'une bonne coordination des politiques monétaire et budgétaire.

Concernant les réserves de change, elles sont passées de **6,2 semaines d'importation** de 2019 à 2021 à **12,5 semaines d'importation sur la période 2022-2024** grâce notamment au renforcement du rapatriement des devises. En effet, de **11,4 semaines d'importation** en 2022, les réserves de change ont atteint **14 semaines d'importation** en 2024, soit un accroissement de **7,6%** l'an sur la période.

Graphique 3 : Evolution du taux de change fin période de 2022 à 2024



Graphique 4 : Evolution des réserves de change 2022-2024 (en semaines d'importation)



Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base des données du CPCPM

I.1.3 Secteur monétaire

Entre 2022 et 2024, la masse monétaire a connu une croissance soutenue, avec un taux d'accroissement annuel moyen de **21%**. Après une hausse modérée de **1,1%** en 2022 portant ainsi le total à **25.827,3 milliards de FC**, elle a accéléré en 2023 de **33,8%** pour atteindre **36.230,8 milliards de FC**, avant de connaître une progression de **28,1%** en 2024 pour se situer à **46.403 milliards de FC**. Cette dynamique de l'offre de monnaie s'explique principalement par l'accroissement de la circulation fiduciaire et des dépôts bancaires sur la période.

L'analyse de la contrepartie de la masse monétaire indique que les avoirs extérieurs nets ont connu une évolution constante au cours de la période 2022-2024 tributaire du comportement de la balance commerciale sur la même période. Ils sont passés de **15.737,3 milliards de FC** en 2022 à **20.888,4 milliards de FC** en 2023, puis à **26.216,49 milliards de FC** en 2024, soit une moyenne de **21.947,4 milliards de FC** sur la période.

S'agissant des avoirs intérieurs nets, il convient de relever que ceux-ci sont passés de **10.090, milliards de FC** en 2022 à **17.186,5 milliards de FC** en 2024, imputables à la tendance haussière du crédit intérieur et particulièrement au crédit au secteur privé qui est passé de **11.276,1 milliards de FC** en 2022 à **18.469,5 milliards de FC** en 2023, puis à **24.263,2 milliards de FC** en 2024.

Tableau 5 : Principaux indicateurs du secteur monétaire 2022-2024 (en milliards de FC)

Indicateurs	2022	2023	2024
Avoirs extérieurs nets	15 737,3	20 888,4	29 216,49
Avoirs intérieurs nets	10 090,0	15 342,3	17 186,5
<i>Crédit intérieur</i>	<i>13 720,8</i>	<i>22 530,3</i>	<i>28 001,2</i>
Crédits nets à l'Etat	1 447,6	2 439,6	1 844,3
Créances sur le secteur privé	11 276,1	18 469,5	24 263,2
Créances sur les entreprises publiques	997,1	1 621,2	1 893,7
Créances sur le reste du monde	0,0	0,1	0,0
<i>Autres postes nets</i>	<i>-3 630,8</i>	<i>-7 187,9</i>	<i>-10 814,7</i>
Masse monétaire (M2)	25 827,3	36 230,8	46 403,0
<i>Monnaie (M1)</i>	<i>6 561,8</i>	<i>7 328,6</i>	<i>8 143,1</i>
Circulation fiduciaire	3 797,1	4 832,0	5 494,0
Dépôts à vue	2 764,7	2 496,6	2 649,1
<i>Quasi-monnaie</i>	<i>19 265,5</i>	<i>28 902,1</i>	<i>38 259,9</i>
Dépôts à terme en monnaie nationale	251,7	139,4	144,8
Dépôts en devises	18 910,5	28 617,7	37 929,5
Provisions pour importations	103,3	144,9	185,6
TOTAL AVOIRS	25 827,3	36 230,8	46 403,0
TOTAL ENGAGEMENTS	25 827,3	36 230,8	46 403,0

Source : Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM)

I.2 Développement budgétaire récent 2022-2024

Après l'impact négatif de la Covid-19 sur les finances publiques en 2020, situant la pression fiscale à **8,8%** entre 2019-2021, celle-ci a atteint **12,9%** sur la période 2022-2024, soit un bond de **4,1 points** de pourcentage, grâce aux différentes réformes fiscales et douanières mises en œuvre par le Gouvernement.

Prenant en compte les dons, le ratio Recettes/PIB s'est établi à **15,1%** sur la période 2022-2024, contre **10,3%** sur la période précédente.

Les dépenses publiques se sont établies en moyenne à **16,8%** du PIB entre 2022 et 2024, contre **10,9%** du PIB enregistré sur la période 2019-2021. Les opérations financières au cours de la période 2022-2024 se sont soldées par un déficit global de **1,6%** du PIB, financé principalement par les emprunts programmes à hauteur de **0,3%** du PIB et par les emprunts projets de **1,3%** du PIB dans le cadre notamment du programme avec le FMI, d'une part, et par la levée de fonds sur le marché intérieur au titre des obligations du Trésor de **0,4%** du PIB, d'autre part.

I.2.1 Politique fiscale

Les principales mesures fiscales et douanières mises en œuvre par le Gouvernement au cours de la période 2022-2024 sont les suivantes :

En ce qui concerne la fiscalité intérieure, il s'agit de :

1) La modification de certains textes juridiques des recettes fiscales, notamment :

- L'article 35 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée introduisant, en sus du taux normal de TVA de 16%, le taux réduit de TVA à 8% applicable à certains produits et services de première nécessité ;
- L'article 1^{er} de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales sur la formulation, par tout assujetti, d'une demande de numéro impôt conforme au modèle fixé par l'Administration des impôts ;
- L'article 14 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales sur la certification des états financiers des entreprises soumises au régime de droit commun par un expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre national des experts-comptables ;
- L'article 26 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales sur le renforcement du contrôle de la cohérence des déclarations souscrites par le contribuable ;
- L'ajout de l'alinéa 2 à l'article 49 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales exigeant aux banques de communiquer les comptes ouverts en leurs livres par les personnes physiques commerçantes ou les personnes morales dans les 10 jours du mois qui suivent leur ouverture ;
- Les points 2 et 6 de l'article 13 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus précisant les assujettis à l'impôt mobilier ;

- L'ajout de l'article 13 bis à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales précisant les documents comptables servant d'appui à la déclaration de l'impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises ;
 - L'ajout à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, sous le Chapitre II Actions en recouvrement du Titre III Recouvrement, d'un point C intitulé « Quitus fiscal » ;
 - L'ajout de l'article 93 ter à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales sur le paiement d'une amende due au défaut de certification des états financiers annuels de synthèse des entreprises par les soins d'un Expert-Comptable inscrit au tableau de l'ordre National des Experts-comptables ;
 - L'article 84 bis de l'Ordonnance-Loi n°69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus sur l'imposition des primes permanentes et non permanentes, collations et autres avantages payés aux agents et fonctionnaires de l'Etat ainsi qu'aux membres des institutions politiques.
 - L'alinéa 2 de l'article 25 de l'Ordonnance-Loi n°69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus sur le délai de déduction des sociétés étrangères.
- 2) La modification de certains textes juridiques des recettes non fiscales, notamment :
- L'alinéa 2 de l'article 79 bis de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales autorisant l'administration des recettes non fiscales d'exercer son droit de contrôle ou de rappel sur un exercice déjà prescrit, lorsqu'il a été révélé l'existence de la fraude ;
 - L'article 54 de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales précisant que les pénalités de recouvrement ont pour base de calcul, hormis le montant dû et des pénalités d'assiette, toutes les autres majorations pour lesquelles le paiement n'est pas intervenu dans le délai ;
 - L'article 98 bis de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales introduisant une amende à l'encontre des personnes physiques ou morales pour communication des faux renseignements ou documents ;

- L'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, introduisant un article (112 bis) qui oblige désormais le versement intégral au compte du Trésor public des excédents réalisés par les établissements publics. Par ailleurs, la même ordonnance introduit un autre article (112 ter) qui oblige les entreprises minières ayant cédé leurs actions à l'Etat de verser à ce dernier les dividendes qui lui sont dues.

Pour ce qui est de la fiscalité de porte, ces réformes ont consisté en :

1. La modification de certains textes juridiques des recettes de douanes et accises, notamment :
 - L'article 31 point 1 de l'Ordonnance-Loi n°10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes et l'article 63 de l'Ordonnance-Loi n° 18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises uniformisant le serment de l'agent des douanes et des accises afin de permettre aux cadres et agents de la DGDA de constater des infractions tant en matières douanières que des accises ;
 - L'ajout des points 5 et 6 à l'Ordonnance-Loi n°10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes instituant une astreinte de 500.000 FC par jour de retard à dater de l'établissement du procès-verbal de constat du refus de communication de pièces lors de la déclaration de la valeur en douane.
2. La mise en œuvre effective du contrat SICPA ;
3. L'imposition des articles et ouvrages en matières plastiques ;
4. Le renforcement du dispositif de lutte contre la fraude par (i) la mise en œuvre de la réforme de suivi et traçabilité de produits soumis aux droits d'accises et (ii) La numérisation des procédures douanières dans l'effort de mobilisation des recettes (informatisation des bureaux de douane) ;
5. La mise en œuvre du système de traçabilité des produits soumis au droit d'accises ;
6. L'implémentation de la solution d'évaluation des véhicules de « cars value africa » en interaction avec Sydonia World ;
7. Le relèvement des montants de pénalités consécutif à l'évolution du taux de change.

I.2.2 Evolution des recettes propres et des dons

Les recettes propres ont enregistré une progression annuelle moyenne de **32,1%** entre 2022 et 2024. Elles sont successivement passées de **18.576 milliards de FC** en 2022 à **20.253 milliards de FC** en 2023, puis à **26.786 milliards de FC** en 2024.

La pression fiscale est passée de **14,1%** en 2022 à **12,4%** en 2023, puis à **12,3%** en 2024. Les niveaux de mobilisation des recettes se sont situés à **125,9%** en 2022, **88,9%** en 2023 et **105%** en 2024 au regard des assignations budgétaires.

Cet accroissement de la mobilisation des recettes propres résulte de la mise en œuvre des mesures fiscales et non fiscales envisagées par le Gouvernement visant notamment l'élargissement de l'assiette fiscale et de différents contrôles.

L'examen de la composition des recettes propres révèle une croissance soutenue des recettes fiscales, avec un taux de progression annuel moyen de **32,1%**. De **15.473 milliards de FC** en 2022, elles ont atteint **17.048 milliards de FC** en 2023 et **20.9750 milliards de FC** en 2024. Les recettes des impôts ont accru de **36%** sur la période 2022-2024, alors que celles des douanes et accises ont accusé une augmentation de **24%**.

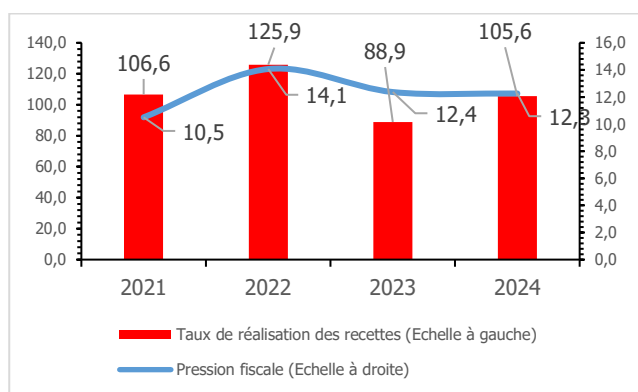
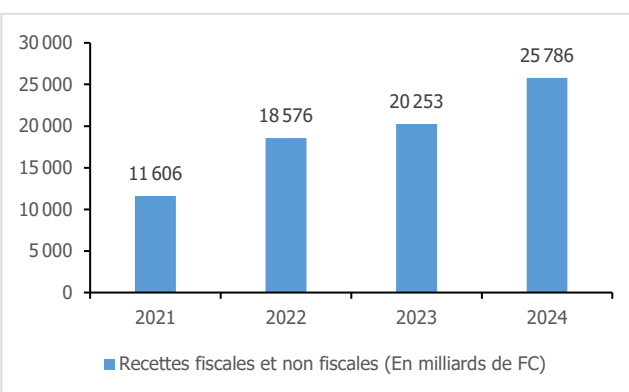
Les recettes non fiscales, quant à elles, ont accru de **34%** l'an. Elles sont passées de **3.103 milliards de FC** en 2022 à **5.036 milliards de FC** en 2024.

Par ailleurs, les appuis extérieurs en termes de dons budgétaires et projets ont connu une évolution contrastée sur la période 2022-2024. Ils passent de **4.510 milliards de FC** en 2022 à **3.744 milliards de FC** en 2024, soit un accroissement de **83%** l'an. Ces dons proviennent notamment du FMI au titre d'appui budgétaire dans le cadre de Facilité Elargie de Crédit.

Tableau 6 : Evolution des recettes propres et des dons 2022-2024 (En milliards de CDF)

	2022	2023	2024
RECETTES ET DON	23 086	22 992	29 529
1. RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	18 576	20 253	25 786
<i>Dont Recettes minières</i>	<i>8 913</i>	<i>6 742</i>	<i>7 921</i>
<i>Dont Recettes pétrolières</i>	<i>591</i>	<i>397</i>	<i>564</i>
RECETTES FISCALES	15 473	17 048	20 750
Douanes et accises (DGDA)	4 002	5 020	5 777
Impôts directs et indirects (DGI)	11 471	12 028	14 972
RECETTES NON FISCALES (DGRAD)	3 103	3 205	5 036
Recettes administratives	2 701	2 987	4 760
2. DON (courants)	4 510	2 739	3 744
Dons budgétaires	903	39	434
Dons projets	3 607	2 700	3 309

Source : TOFE 2022, 2023 et 2024

Graphique 5 : Pression fiscale et réalisation des recettes (en %)**Graphique 6 : Réalisations des Recettes fiscales et non fiscales (En milliards de FC)**

Source : DGPPB, à partir des TOFE 2021, 2022, 2023 et 2024

I.2.3 Evolution des dépenses

Les dépenses ont connu un accroissement de **41%** entre 2022 et 2024. De **25.188 milliards de FC** en 2022, elles se sont situées à **26.091 milliards de FC** en 2023 et à **32.381 milliards de FC** en 2024. En pourcentage du PIB, elles représentent respectivement **19,1%** en 2022, **15,9%** en 2023 et **15,4%** en 2024, soit une moyenne de **16,8%**, contre **10,9%** au cours de la période précédente. Cette augmentation des dépenses s'explique principalement par le contexte sécuritaire, aussi par le souci d'accroître les investissements publics.

Les dépenses courantes ont atteint **9,2%** du PIB au cours de la période 2022-2024, soit une augmentation de **25%** l'an. Elles sont passées de **13.456 milliards de CDF** en 2022 à **18.562 milliards de CDF** en 2024.

Ces dépenses comprennent en grande partie les rémunérations qui sont contenues autour de **4,6%** du PIB dans le respect des cibles du programme avec le FMI. Dans un contexte de grogne socio-professionnelle qui a prévalu au cours de la période, elles ont concerné notamment la poursuite de la mécanisation des enseignants non payés et des enseignants nouvelles unités, la mécanisation des autres catégories d'employés ainsi que la poursuite de la prise en charge des médecins à la prime de risque.

Parallèlement, les dépenses en capital ont connu une croissance de **64%** l'an sur la période 2022-2024 en vue de soutenir la croissance et booster le développement. Elles ont atteint **6,4%** du PIB en 2022, **4,2%** du PIB en 2023 et **4,1%** du PIB en 2024, soit une moyenne de **6,9%** du PIB sur la période considérée. Les dépenses en capital financées sur ressources propres ont enregistré un accroissement de **61%** l'an sur la période.

Tableau 7 : Evolution des dépenses 2022-2024 (en milliards de FC)

	2022	2023	2024
TOTAL DEPENSES	25 188	26 091	32 381
1. DEPENSES COURANTES	13 456	14 112	18 562
Salaires	6 578	7 132	9 167
Biens et services	4 483	4 526	5 635
Subventions et Transferts	2 276	2 133	3 211
Intérêts sur la dette dus	119	322	549
intérêts sur la dette extérieure	47	81	165
intérêts sur la dette intérieure	72	242	384
2. DEPENSES EN CAPITAL	8 544	6 993	8 703
Financement intérieur	3 107	2 290	3 103
Financement extérieur	5 437	4 704	5 600
3. DEPENSES EXCEPTIONNELLES	3 188	4 986	4 886
Financement intérieur	3 188	4 986	4 886
Financement extérieur	-	-	-
4. RESERVES POUR CALAMITES ET SINISTRES	-	-	231

Source : TOFE 2022, 2023 et 2024

Les principaux investissements dans quelques secteurs concernent :

- Mise en œuvre du PDL 145 territoires : Acquisition des équipements de Génie Civil pour 145 Brigades de Territoires, constructions des écoles (dont **518** en 2024) et centres de santé (dont **276** en 2024), réhabilitation des centres de Santé de référence dans les territoires, construction et équipements des bâtiments administratifs (dont **59** en 2024), réhabilitation et réfection des routes et ponts, constructions des forages et des bornes fontaines, etc.) ;
- Construction et réhabilitation d'ouvrages d'eau potable (adduction d'eau potable dans 15 quartiers périphériques de la Ville de Kinshasa, construction d'ouvrage d'eau potable à MAKANA/WALIKALE, etc.) ;

- Construction et réhabilitation d'installations électriques (dragage et canaux d'amenée Inga I et Inga II, installation des lignes électriques dans le territoire de Tshilenge, électrification de Bandundu - Mushie, électrification de Kamba et Gombe Matadi, construction des lignes électriques dans la Ville de Kalemie/Projet CDI, etc.) ;
- Construction et réhabilitation des routes (réhabilitation Boulevard LD KABILA dans la ville de Mbuji-Mayi, asphaltage des avenues Mundji et Muadji à Mbandaka, réhabilitation de l'avenue de la Paix Kinseso-Matete à Kinshasa, réhabilitation de la route BOMA-TSHELA, réhabilitation de la route Pompage-Kinsuka à Kinshasa et la route Lutendele à Kinshasa, réhabilitation de l'Avenue Elengesa à Kinshasa, réhabilitation de l'avenue Lualaba à Lubumbashi, construction de la route de Mokali-Kimbanseke, etc.) ;
- Réhabilitation des routes de desserte agricole dans la Province du Kasai ;
- Construction et réhabilitation des infrastructures sanitaires (construction et réhabilitation des hôpitaux généraux de référence dans plusieurs zones de santé, construction d'une maternité à Kindu, construction des centres de santé (Bassa, Nsongo-Ilinga, Mpaha Lokumu, Budjala, Bongbia, Bogba, Ndjafa, Bekoli, Bomandja), réhabilitation et équipement de la pédiatrie de H.P.G.R.K., etc.) ;
- Construction et réhabilitation des écoles (construction des écoles : Provinces de Kasai, Nord-Ubangi, Idiofa ; réhabilitation des écoles : Province éducationnelle de la Tshuapa, à Kindu, complexe Scolaire Kingole, etc.) ;
- Construction et réhabilitation de ponts (sur la rivière Kwilu, pont Lubunduy, pont Kingasani I, etc.) ;
- Acquisition des équipements de transports (200 bus pour appuyer le Programme Esprit de Vie, 50 bus de Transport en commun pour la Ville de Lisala ; etc.) ;
- Mise en œuvre du programme village moderne par la fourniture des services énergétiques en milieux ruraux en vue de la lutte contre la pauvreté ;
- Acquisition d'équipements divers pour les opérateurs du secteur de la pêche et de l'élevage.

S'agissant des investissements financés sur ressources extérieures, elles ont accru de **193%** en 2022, de **13,5%** en 2023 et de **143,4%** en 2024.

Les principaux projets dans quelques secteurs sont :

- Projet Lac Edouard & Albert Fisheries III BAD/LEAF II ;

- Projet d'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business (PEJAB-PPF) /BAD ;
- Projet d'appui à la relance et réhabilitation du secteur agricole (PARRSA) / Banque mondiale ;
- Programme de développement des pôles des croissances (PDCP) / Banque mondiale ;
- Projet d'appui à la réhabilitation et à la relance du secteur agricole (PARRSA) / Banque mondiale ;
- Projet intégré de croissance agricole dans les Grands Lacs (PICAGL) / Banque mondiale;
- Projet d'Appui au Développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (PADMPME) / Banque mondiale ;
- Projet de réhabilitation des infrastructures socio-économiques dans la région du centre (PRISE) / BAD ;
- Projet d'appui au développement des infrastructures rurales (PADIR) / BAD ;
- Projet Marché d'Electricité à la consommation domestique et à l'Exportation (PMEDE) / BAD ;
- Aménagement de la route Tshikapa-Mbuyi (section Tshikapa-Kamuesha) ;
- Réhabilitation de route Batshamba-Tshikapa, Section Pont Lovua-Tshikapa / BAD ;
- Programme de désenclavement dans les Provinces de Kwilu et Kwango / Belgique ;
- Projet d'entretien et réhabilitation des infrastructures routières et d'amélioration d'assainissement urbain (PARUA) / Union Européenne ;
- Projet de développement du système de santé pour améliorer les résultats relatifs à la santé maternelle et infantile (PDSS) / Banque mondiale ;
- Projet de réhabilitation de l'aéroport de Goma (PASAG) / Banque mondiale ;
- Programme d'appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres de la RDC / Union Européenne.

I.2.4 Evolution du solde budgétaire et du financement

Les opérations budgétaires au cours de la période 2022-2024, se sont soldées globalement par des déficits, du fait de l'accroissement des dépenses, notamment sécuritaires. En effet, en 2022, le déficit se situait à **1,6%** du PIB (**-2.101,6 milliards de FC**) et a atteint **1,4%** du PIB en 2024 (**-2.851,6 milliards de FC**), dégagant ainsi une moyenne de **1,6% du PIB** sur la période. Ces déficits ont été financés principalement par les emprunts projets de **0,3%** du PIB et programmes de **1,3%** du PIB et par les produits des emprunts intérieurs de **0,4%** du PIB.

Le solde intérieur a accusé un déficit de **0,8%** du PIB en 2022, **0,6%** du PIB en 2023 et **0,4%** en 2024. Ces niveaux de déficits sont restés dans les limites des engagements pris par le Gouvernement dans le cadre des critères de réalisation convenus avec le FMI dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit.

Le solde global hors ressources extractives s'est situé à **-7,3%** du PIB l'an sur la période, ce qui appelle à la définition des règles budgétaires adéquates orientées principalement vers une politique budgétaire contracyclique.

Tableau 8 : Solde budgétaire et financement de 2022-2024 (en milliards de FC)

Agrégats budgétaires	2022	2023	2024
Recettes et dons	23 086	22 992	29 529
Recettes fiscales et non fiscales	18 576	20 253	25 786
Dons	4 510	2 739	3 744
Dépenses	25 188	26 091	32 381
Solde intérieur (base ordonnancement)	-1128	-1054	-831
Solde global (base ordonnancement)	-2102	-3099	-2852
Solde global hors ressources extractives (base ordonnancement)	-13 102	-11 125	-10 773
Financement extérieur	1 556	3 018	5 547
Amortissement de la dette	-530	-405	-417
Emprunts projets	1 830	2 003	2 699
Emprunts programmes	256	1 420	0
Financement intérieur	2 041	845	1 106

Source : TOFE 2022, 2023 et 2024

I.3 Situation de la dette publique

Le stock de la dette de l'Administration centrale a évolué de façon croissante entre 2022 et 2024. En effet, il est passé de **16,02%** du PIB en 2022 à **18,49%** du PIB en 2024, soit une moyenne de **17,4%** du PIB sur la période.

En 2022, le stock de la dette a accru de **28,6%** en valeur nominale passant de **7,4 milliards de dollars** en 2021 à **9,5 milliards de USD**, se répartissant entre la dette extérieure de **5,7 milliards de USD** et la dette intérieure de **3,8 milliards de USD**. En 2023, il a atteint **10,6 milliards de USD**, soit **17,81%** du PIB, accusant un accroissement de **11,1%**.

En 2024, il a atteint **13,2 milliards de USD** (soit **18,49%** du PIB), dont **7,6 milliards de USD** de la dette extérieure et **5,6 milliards de USD** de dette intérieure.

Quant au service de la dette, il s'est établi à **811 millions de USD** en 2022, soit **757,16 millions de USD** en principal et **53,45 millions de USD** en intérêts. Le service de la dette extérieure en principal et en intérêts s'est situé à **333,81 millions de USD**, alors que celui de la dette intérieure a atteint **476,8 millions de USD**.

En 2023, le service de la dette a été de **766,97 millions de USD**, **290,56 millions de USD** pour la dette extérieure et **476,41 millions de USD** pour la dette intérieure), composé de **722,54 millions de USD** en principal et **44,43 millions de USD** en intérêts. En 2024, le service de la dette publique a été chiffré à **274,98 millions de USD** (dont **206,56 millions de USD** en principal et **68,42 millions de USD** en intérêts), constitué du service de la dette extérieure (**254,98 millions de USD**) et de la dette intérieure (**20 millions de USD**).

Tableau 9 : Evolution de la dette publique de 2022 à 2024 en milliards de dollars USD (Sauf indication contraire)

Libellé	2022	2023	2024
Dette publique	9,5	10,6	13,2
Dette publique en % du PIB	16,02	17,81	18,49
Dette Extérieure	5,7	6,8	7,6
<i>Dont arriérés techniques</i>	<i>0,158</i>	<i>0,157</i>	<i>0,157</i>
Dette extérieure en % du PIB	9,54	11,54	10,68
Dette extérieure en % du total	59,57	64,83	57,77
Dette intérieure	3,8	3,7	5,6
Dette intérieure en % du PIB	6,48	6,26	7,81
Dette intérieure en % du total	40,43	35,17	42,23
Service de la dette	0,811	0,767	0,275
<i>Principal</i>	<i>0,757</i>	<i>0,723</i>	<i>0,207</i>
<i>Intérêts</i>	<i>0,053</i>	<i>0,044</i>	<i>0,068</i>

Source : DGDP, Bulletins trimestriels de la dette publique de la RDC, troisième et quatrième trimestres 2024.

II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES 2026-2028

L'économie internationale sur la période 2026-2028 serait marquée par les incertitudes, où toutes les économies projettent un recul de l'activité économique face aux nombreux aléas en lien avec la situation géopolitique. Ces incertitudes concernent notamment la politique commerciale américaine et les éventuelles réponses européennes.

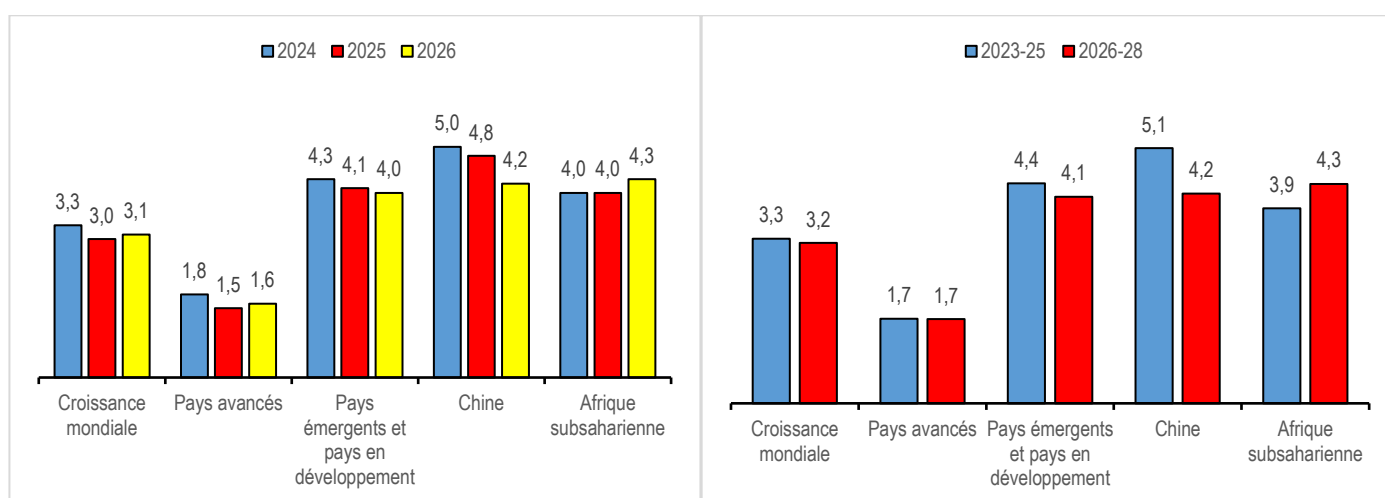
Au niveau national, les perspectives de la croissance restent globalement orientées à la baisse en 2026 du fait de la baisse des cours des principaux produits d'exportation (cuivre et pétrole brut) notamment dans un contexte où la Chine utilise désormais l'antimoine, un produit substitut de l'hydroxyde de Cobalt dans la fabrication des batteries à voiture électrique.

II.1 Perspectives internationales

Dans un contexte de la persistance de chocs géopolitiques, climatiques et commerciaux, l'économie mondiale maintient une trajectoire de croissance modérée mais résiliente, selon les Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) du Fonds Monétaire International de juillet 2025. En effet, la croissance mondiale devrait se situer à **3,0 %** en 2025 et à **3,1 %** en 2026 contre **3,3 %** en 2024, grâce à la bonne tenue de la demande intérieure dans certaines grandes économies et à l'assouplissement progressif des conditions financières.

La même tendance devrait s'observer à moyen terme avec une croissance mondiale attendue à **3,2 %** en moyenne entre 2026 et 2028 contre **3,3 %** entre 2023 et 2025.

Graphique 7 : Evolution de la croissance économique mondiale (en %)



Source : Perspectives de l'Economie Mondiale du FMI, juillet 2025

Dans les pays avancés, après une croissance de **1,8 %** en 2024, celle-ci devrait ralentir à **1,5 %** en 2025 puis connaître une légère hausse à **1,6 %** en 2026. A moyen terme, elle devrait se situer à **1,7 %** entre 2026-2028.

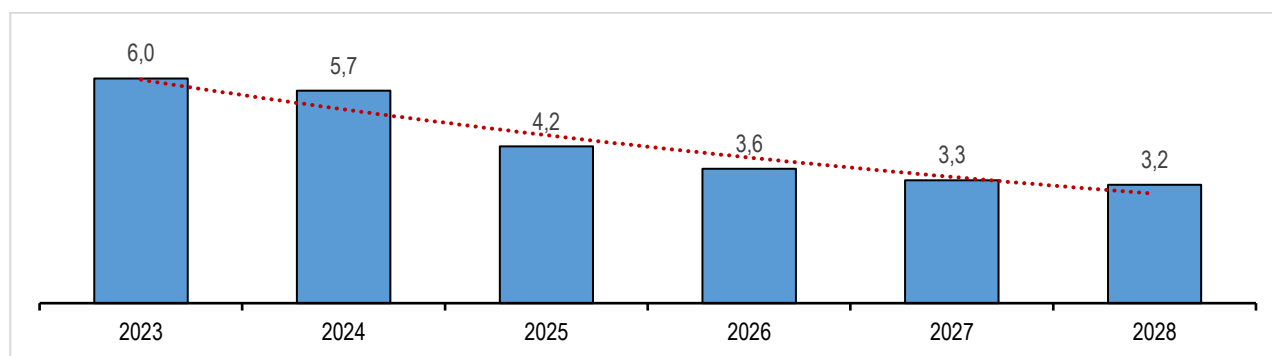
Dans les pays émergents et ceux en développement, l'activité économique en 2025 devrait baisser de **4,1 %** contre **4,3 %** en 2024, avant de baisser encore de **4,0 %** en 2026. Entre 2026 et 2028, la croissance devrait atteindre **4,1 %** en moyenne contre **4,4 %** entre 2023 et 2025.

Particulièrement, en Chine, la prévision de la croissance est révisée à la baisse à **4,8 %** en 2025 et à **4,2 %** en 2026 contre **5,0 %** en 2024, du fait de l'incidence négative sur l'investissement suite notamment à l'accentuation de l'incertitude entourant les politiques commerciales et des faiblesses persistantes dans le secteur de l'immobilier. A moyen terme, la croissance chinoise devrait rester à **4,2 %** en moyenne entre 2026-2028 contre **5,1 %** entre 2023-2025.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait rester stable à **4,0 %** en 2024 et 2025, puis atteindre **4,3 %** en 2026, suite au relâchement des contraintes qui pèsent sur l'offre et à la réduction des effets de chocs météorologiques antérieurs. En perspective, elle devrait rester à **4,3 %** en moyenne entre 2026-2028.

Par ailleurs, les mêmes perspectives renseignent que la désinflation mondiale devrait globalement se poursuivre. Ainsi, après une moyenne annuelle de **5,7 %** en 2024, l'inflation mondiale pourrait ralentir à **4,2 %** en 2025, puis à **3,6 %** en 2026 avant d'atteindre **3,2 %** en 2028. Ce recul s'expliquerait respectivement par le refroidissement progressif des marchés de l'emploi (qui devrait atténuer les tensions sur la demande), la baisse attendue des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, la consolidation des chaînes d'approvisionnement ainsi que les effets décalés des politiques monétaires restrictives.

Graphique 8 : Evolution de l'inflation mondiale (en %)



Source : Perspectives de l'Economie Mondiale du FMI, juillet 2025

II.2 Perspectives nationales

Les perspectives de l'économie congolaise sur la période 2026-2028 présagent un ralentissement de l'activité passant de **6,7%** en 2024 à **5,3%** à partir de 2025 et une maîtrise des tensions inflationnistes situant le taux d'inflation à autour de **7%** grâce à une bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire.

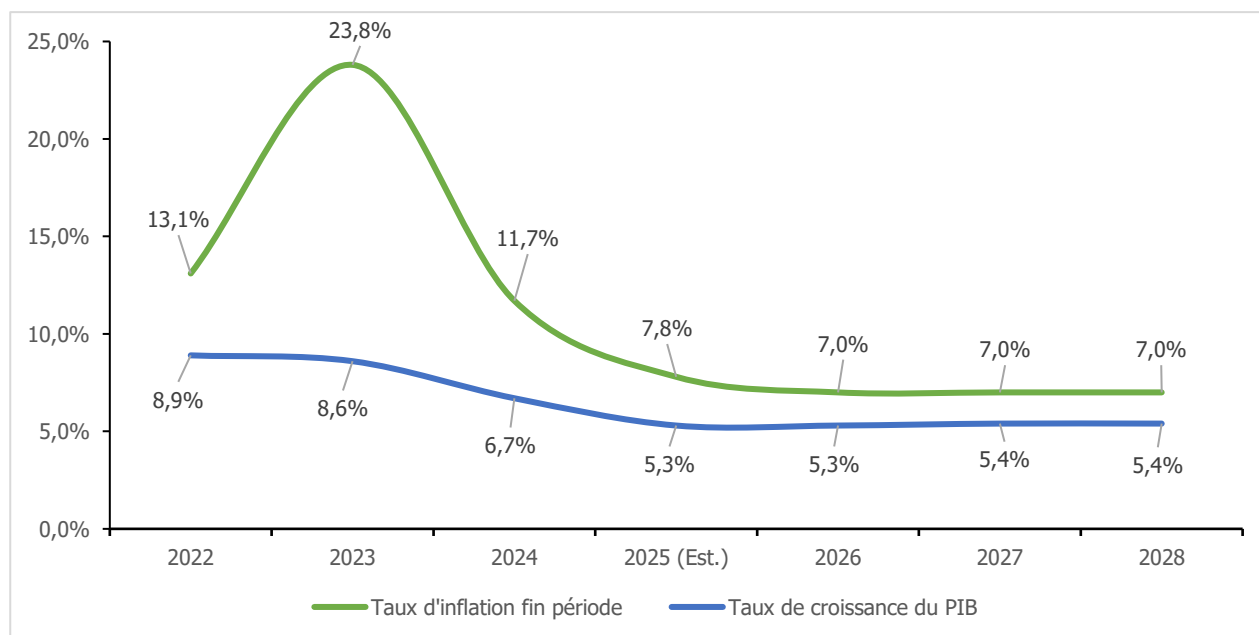
II.2.1 Secteur réel

- **Perspectives de l'activité économique**

Au cours de la période 2026-2028, le taux de croissance se situerait à **5,4%** contre **8,1%** observé sur la période 2022-2024, soit une baisse de **2,7 points** de pourcentage. Elle devrait s'établir respectivement à **5,3%** en 2026, **5,4%** en 2027 et **5,4%** en 2028. Le PIB hors mines afficherait une croissance moyenne de **5,7%** sur la période sous-analyse contre **3,6%** estimé en 2025 et **3,2%** réalisé entre 2022 et 2024.

En ce qui concerne le rythme de formation des prix intérieurs, la politique économique à mener dans le court terme devrait situer l'inflation à **7,8%** en 2025, puis à **7%** au cours des trois prochaines années.

Graphique 8 : Evolution du taux de croissance et du taux d'inflation sur la période 2026-2028



Source : Discussions dans le cadre de la première revue FEC, Gouvernement-FMI, mai 2025.

• Perspectives de la production minière et pétrolière de 2026 à 2028

Selon le CTCPM, la production minière et pétrolière afficherait globalement une tendance haussière au cours de la période 2026-2028.

La production de cuivre connaîtrait un accroissement de **4,2%** l'an de 2026 à 2028. Elle passerait de **3,5 millions de tonnes** en 2026 à **3,7 millions de tonnes** en 2028. Quant à son cours au niveau international, il enregistrerait une baisse de **0,5%** l'an sur la période 2026-2028 (avec une forte dépréciation de **10,4%** en 2026), passant ainsi d'un niveau de **9.306,4 dollars** américains la tonne en 2025 à moins de **9.000 dollars** en 2026 et 2027, avant de remonter à autour de **9.100,6 dollars** en 2028. Sur la période, le cours moyen du cuivre se situerait à **8.647,4 dollars** américains la tonne.

S'agissant du cobalt, sa production passerait de **219.630,7 tonnes** en 2026 à **225.753,4 tonnes** en 2028, soit un accroissement projeté de **2,6%** l'an sur la période 2026-2028. Son cours s'apprécierait de **4,9%** l'an sur la période. Il passerait de **27.254,6 dollars** américains en 2026 à **30.000,6 dollars** américains en 2028.

La production de l'or enregistrerait une hausse de **5%** l'an de 2026 à 2028. Elle partirait d'un niveau de **31.500 Kg** en 2026 à celui de **34.728,75 Kg** en 2028. Son cours enregistrerait une hausse de **2%** l'an sur la période, pour se situer à **2.550,2 dollars** américains en 2026 et **2.650,2 dollars** américains en 2028.

S'agissant de la production de Zinc, elle passerait de **166.000 tonnes** en 2026 à **193.000 tonnes** en 2028, soit un accroissement projeté de **7,1%** l'an sur la période. Son cours enregistrerait une appréciation de **12,9%** l'an sur la période et se situerait à **2.400,8 dollars** américains et **3.306,9 dollars** américains respectivement en 2026 et 2028.

Quant au diamant, sa production se stabiliserait à **9.200 carats** sur la période 2026-2028. Son cours enregistrerait une légère hausse de **1,4%** l'an sur la période. Il partirait d'un niveau de **12 dollars** américains en 2026 pour atteindre **12,5 dollars** américains en 2028.

Concernant la production du pétrole brut, celle-ci se situerait à autour de **9,4 millions de barils** de 2026 à 2028, contre **9,2 millions de barils** en 2025. Quant à son cours, partant de son niveau de **73,7 dollars** américains le baril en 2025, il connaîtrait une baisse en 2026 avant de progresser à partir de 2027 pour grimper à **88,7 dollars** américains le baril en 2028. Sur la période, le cours du pétrole devrait accroître de **6,7%** l'an.

Tableau 9 : Perspectives de la production minière et pétrolière 2026-2028 (En tonne métrique, sauf indication contraire)

Produits	2025	2026	2027	2028
Cuivre	3 303 425,00	3 499 975,00	3 639 580,00	3 741 672,90
Cobalt	209 096,91	219 630,69	222 221,56	225 753,39
ZINC	157 000,00	166 000,00	181 000,00	193 000,00
Or artisanal et industriel (en kilogramme)	30 000,00	31 500,00	33 075,00	34 728,75
Diamant (en carat)	9 200	9 200	9 200	9 200
Pétrole (en baril)	9 172 092	9 263 813	9 363 813	9 463 813

Source : Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière (CTCPM)

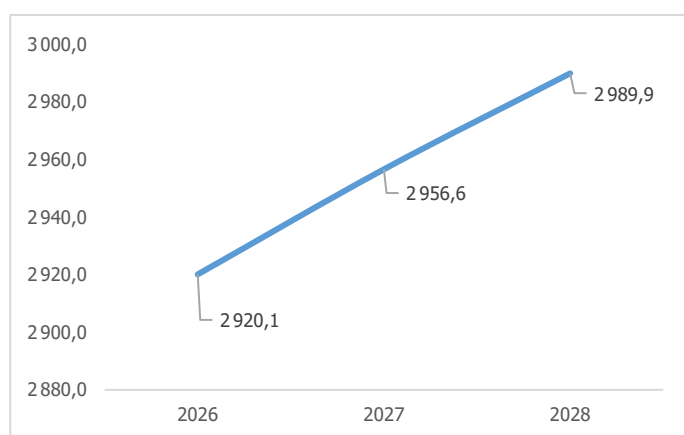
II.2.2 Secteur extérieur

Sur la période 2026-2028, le solde global de la balance des paiements devrait afficher un déficit moyen de **764,7 milliards de FC**, représentant **0,3%** du PIB.

S'agissant du marché des changes, le franc congolais connaîtrait une stabilité par rapport à la période précédente grâce au renforcement de la politique monétaire et budgétaire. En effet, il se déprécierait de **1,2%** l'an sur la période 2026-2028, contre **10,4%** entre 2022 et 2024. Le taux de change fin période se situerait à **2.955,5 FC** pour un dollar américain sur la période.

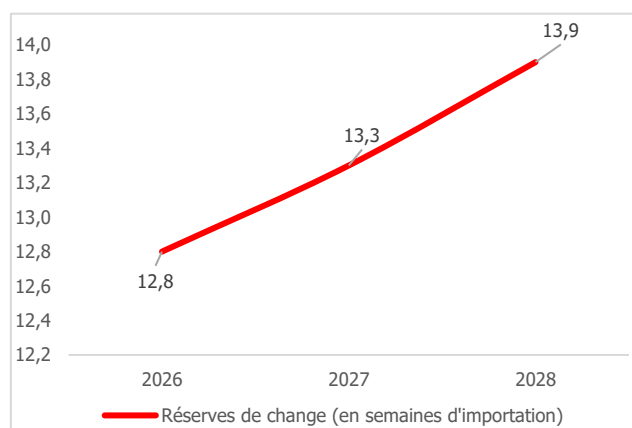
Les réserves de change devraient se consolider sur la période. De **12,5** semaines d'importation entre 2022 et 2024, elles atteindraient **13,3** semaines entre 2026 et 2028.

Graphique 7 : Evolution du taux de change de 2026 à 2028



Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base des données du CPCM

Graphique 8 : Evolution des réserves de change 2026-2028 (en semaines d'importation)



Source : Discussions dans le cadre de la première revue, Gouvernement-FMI, mai 2025.

II.2.3 Secteur monétaire

Au cours de la période 2026-2028, la masse monétaire s'accroîtrait de **12,2%** l'an. Elle partirait d'un niveau de **59.333,2 milliards de CDF** en 2026 pour se situer à **74.674,5 milliards de FC** en 2028, soit une moyenne projetée de **66.857,3 milliards de FC** sur la période.

S'agissant de la contrepartie de la masse monétaire, les avoirs extérieurs nets connaîtraient une hausse de **26,1%** l'an sur la période 2026-2028. Ils se situeraient à **47.959 milliards de FC** en 2026 et atteindraient **60.910,9 milliards de FC** et **71.749,2 milliards de FC** respectivement en 2027 et 2028.

Quant aux avoirs intérieurs nets, ils enregistreraient une baisse de **43,8%** l'an de 2026 à 2028. En 2026, ils se situeraient à **11.358,6 milliards de FC** et chuteraient à **2.909,8 milliards de FC** en 2028. Les crédits intérieurs passeraient de **35.102,5 milliards de FC** à **44.825,1 milliards de FC** en 2026, soit un accroissement projeté de **10,8%** l'an sur la période.

Tableau 10 : Principaux indicateurs du secteur monétaire sur la période 2026-2028 (en milliards de FC)

Indicateurs	Estimation	Projections		
	2025	2026	2027	2028
Avoirs extérieurs nets	35 948,9	47 959,0	60 910,9	71 749,2
Avoirs intérieurs nets	16 884,6	11 358,6	5 637,6	2 909,8
<i>Crédit intérieur</i>	<i>33 027,1</i>	<i>35 102,5</i>	<i>37 864,7</i>	<i>44 825,1</i>
Crédits nets à l'Etat	2 911,7	1 273,3	-109,5	2 197,5
Créances sur le secteur privé	27 614,2	30 989,9	34 753,9	38 975,3
Créances sur les entreprises publiques	2 182,7	2 477,6	2 810,2	3 187,2
<i>Autres postes nets</i>	<i>-16 142,5</i>	<i>-23 743,8</i>	<i>-32 227,1</i>	<i>-41 915,3</i>
Masse monétaire (M2)	52 849,0	59 333,2	66 564,1	74 674,5
<i>Monnaie (M1)</i>	<i>9 530,6</i>	<i>10 700,8</i>	<i>12 005,8</i>	<i>13 469,5</i>
Circulation fiduciaire	5 856,2	6 575,6	7 377,9	8 277,8
Dépôts à vue	3 674,4	4 125,2	4 627,8	5 191,6
<i>Quasi-monnaie</i>	<i>43 318,4</i>	<i>48 632,4</i>	<i>54 558,3</i>	<i>61 205,0</i>
Dépôts à terme en monnaie nationale	1 024,9	1 150,6	1 290,8	1 448,0
Dépôts en devises	42 293,5	47 481,8	53 267,5	59 757,0
TOTAL AVOIRS	52 849,0	59 333,2	66 564,1	74 674,5
TOTAL ENGAGEMENTS	52 849,0	59 333,2	66 564,1	74 674,5

Source : Discussions dans le cadre de la première revue FEC, Gouvernement-FMI, mai 2025.

III. ORIENTATION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE ET ACTIONS DES POLITIQUES SECTORIELLES 2026-2028

Ce chapitre présente l'orientation de la politique budgétaire envisagée sur la période 2026-2028 et les principales actions des politiques sectorielles y afférentes. Cette orientation de la politique budgétaire découle des orientations du Programme d'Actions du Gouvernement non mise en œuvre dans le cadrage budgétaire 2025-2027 et des discussions tenues avec les sectorielles dans le cadre des travaux d'évaluation des politiques publiques.

Pour la période 2026-2028, le Gouvernement entend intensifier sa politique de l'élargissement de l'espace budgétaire pour l'amélioration de la couverture des politiques publiques par la mise en œuvre des réformes fiscales et la rationalisation des dépenses. Il entend capitaliser également le fonds issu du programme avec le FMI au titre de FEC et de FRD conclu en novembre 2024, procéder à des levées de fonds et recourir aux dons des partenaires au développement pour la couverture des politiques publiques.

Il poursuivra par ailleurs les efforts d'amélioration de l'efficacité et de la qualité des dépenses publiques, en focalisant son action sur les dépenses sociales, des infrastructures et sécuritaires.

Le Gouvernement veillera à la maîtrise des déficits budgétaires à des limites acceptables au regard des engagements pris notamment dans le cadre de la FEC et assurera leur financement par des ressources saines, excluant le recours aux avances de la Banque centrale.

III.1 En matière des recettes

Pour la période 2026-2028, le Gouvernement entend intensifier les efforts de mobilisation des recettes domestiques en vue de converger graduellement d'ici le moyen-long terme vers la moyenne de la pression fiscale des pays d'Afrique subsaharienne de **17%**. A cet effet, il prévoit intensifier le contrôle des finances publiques et poursuivre la mise en œuvre des réformes fiscales et douanières.

Il s'agit de façon spécifique des réformes suivantes :

- Le déploiement exhaustif du système de la facture normalisée de TVA ;
- L'amélioration progressive des taux des droits d'accises pour atteindre la moyenne africaine, notamment par la mise en œuvre effective de la Convention portant traçabilité et monitoring des produits et services soumis au paiement des droits d'accises ;

- L'intensification de sécurisation du registre des contribuables et des soldes débiteurs, à travers l'enregistrement biométrique des contribuables et une meilleure intégration de différentes sources d'informations ;
- La poursuite de la dématérialisation et de la digitalisation des procédures fiscales, non fiscales et douanières pour améliorer le recouvrement des recettes ;
- La généralisation de la politique de marquage moléculaire afin d'assainir le secteur des hydrocarbures pour accroître les recettes fiscales et parafiscales ;
- La poursuite de la maîtrise du répertoire des microentreprises par l'opérationnalisation des guichets uniques de déclarations et de paiements notamment de l'IBP ;
- La signature des arrêtés interministériels fixant les taux à percevoir sur certains actes générateurs des recettes ;
- La suppression des exonérations des droits de douane et de la TVA sur les importations des friperies par les ONG et les missions diplomatiques et renforcer le contrôle douanier pour garantir leur pleine taxation ;
- L'interfaçage du STDA et SYDONIA et la mise en place des contrôles automatiques de la production et de la déclaration de fabrique ;
- Le déploiement du système du GUICE dans tous les bureaux de douane ;
- L'élaboration du nouveau code général des impôts assorti d'un nouveau code des procédures fiscales ;
- L'élargissement de l'assiette fiscale notamment par la poursuite de l'identification, la catégorisation des activités informelles et la revisitation de certaines exonérations ;
- La poursuite de la sensibilisation des agents économiques à l'obtention de l'identifiant fiscal unique ;
- L'extension des sites de délivrance des permis de conduire à Kinshasa et en provinces.

III.2 Politique en matière des dépenses

En matière des dépenses, la politique budgétaire sur la période 2026-2028 restera cohérente avec les objectifs macro-économiques et visera l'efficacité et la qualité de la dépense publique.

A cet effet, le Gouvernement renforcera la discipline budgétaire. Il poursuivra une gestion des finances publiques sur base caisse suivant le strict respect de la chaîne de la dépense, dans l'objectif de limiter davantage le recours aux procédures d'urgence. Il poursuivra par ailleurs sa politique de réduction de train de vie de l'Etat, ce qui dégagera des marges pour le financement des investissements.

La réduction de train de vie devra avoir un impact sur les dépenses de fonctionnement des institutions, de certains Ministères et sur certaines autres natures des dépenses comme le transfert dans quelques secteurs.

La politique d'investissements devra favoriser le financement des Infrastructures en vue de soutenir la croissance économique et renforcer la couverture, le niveau et l'efficacité des dépenses sociales afin de garantir l'équité dans la répartition de revenu. Un accent sera mis également dans le secteur de sécurité en vue de renforcer l'Armée et la Police Nationale Congolaise en moyens nécessaires.

Dans les secteurs des Infrastructures et autres secteurs productifs, la politique d'investissements devra poursuivre la diversification de l'économie en vue porter le taux de croissance du PIB non minier à **6,4%** en 2028 contre **3,6%** estimé en 2025.

A cet effet, le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre du PDL-145 Territoires dans sa 2^{ème} phase, également la réunification du pays à travers la construction et réhabilitation des routes et des voies de dessertes agricoles, la construction des infrastructures énergétiques et hydrauliques, l'électrification rurale ainsi que l'opérationnalisation des Zones économiques spéciales et la relance de certaines industries.

Dans le secteur de l'Education, le Gouvernement envisage poursuivre son objectif d'accroître le taux de scolarisation au primaire et au secondaire par notamment la poursuite de la politique de la gratuité de l'enseignement primaire et son extension au niveau secondaire. Les investissements dans ce secteur devront concerner notamment la construction et l'équipement des écoles et l'acquisition d'équipements éducatifs.

Dans le secteur de la Santé et de la protection sociale, le Gouvernement entend poursuivre la politique de Couverture santé universelle, en vue de garantir l'accès de tout congolais à des services de santé de qualité et d'étendre le programme de gratuité de la maternité dans toutes les provinces, en vue de réduire davantage la mortalité maternelle et infantile.

Aussi, la politique dans ce secteur intègre pour la période 2026-2028 le financement du programme de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente, du programme de vaccination soutenu par le GAVI ainsi du programme de soins mère/enfant, dans un contexte du gel du financement du Fonds Mondial et de l'arrêt du financement de l'USAID à la suite de la suspension de l'aide américaine.

La politique salariale devra promouvoir plus d'efficacité, d'équité et de justice tout en veillant à préserver la viabilité budgétaire de la masse salariale. Conformément aux travaux en cours, la politique salariale devra notamment introduire des innovations qui feront l'objet d'une feuille de route à mettre en œuvre dans le but d'assainir l'état liquidatif. Pour la période 2026-2028, la politique budgétaire devra maîtriser l'enveloppe de rémunération et la situer en dessous de 5% du PIB.

A cet effet, le Gouvernement entend :

- Poursuivre la réforme de la fonction publique ;
- Veiller à ce que toute augmentation de la masse salariale s'accompagne des mesures concrètes et crédibles de réalisation des économies équivalentes ou d'augmentation des recettes budgétaires afin de maintenir l'équilibre du cadre budgétaire ;
- Poursuivre l'assainissement du fichier des Ressources humaines et de la paie des agents publics de l'Etat au moyen des opérations de contrôle et d'identification biométrique ;
- Poursuivre les opérations de mise à la retraite dans le but d'un rajeunissement progressif, qualitatif et compétitif.

III.3 Politique d'endettement

La politique de l'endettement restera prudente, en vue de maintenir le stock de la dette dans les limites acceptables et de préserver le risque modéré de surendettement du pays.

Les déficits budgétaires seront financés par des moyens sains, à travers l'émission des obligations du Trésor par le système bancaire, l'emprunt auprès des partenaires multi et/ou bilatéraux du pays et le recours aux appuis budgétaires. A cet effet, le Gouvernement attend de la Banque Mondiale le financement de son portefeuille des projets et des appuis budgétaires du FMI dans le cadre des Fonds liés au climat.

Aussi, pour éviter les risques liés à la dette publique, toute accumulation des arriérés de paiement des services de la dette sera-t-elle exclue. Seule la DGDP examinera tout dossier se rapportant à la dette publique interne et externe tant du pouvoir central que des provinces ou entreprises du portefeuille de l'État. Aucune garantie de la BCC ne sera sollicitée pour les emprunts internes.

III.4 Partenariat Public-Privé

Au cours de la période 2026-2028, le Gouvernement entend recourir au PPP, sous forme de concession ou de BOT, pour accélérer et améliorer la mise en place des infrastructures de base avec l'implication du secteur privé. Le Gouvernement veillera à la minimisation des risques liés aux passifs conditionnels inhérents à ce mode de financement, en vue de ne pas exercer des pressions sur les finances publiques.

III.5 Principales actions sectorielles

Pour la période 2026-2028, le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre des actions sectorielles définies dans le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) 2024-2028 non exécutées en 2024 et 2025, ainsi que les politiques publiques pertinentes arrêtées lors des travaux de revue des politiques publiques tenus en avril 2025.

III.5.1 Secteurs productifs et des infrastructures

III.5.1.1 Agriculture, Pêche et Elevage

La stratégie du Gouvernement dans le secteur de l'Agriculture, Pêche et Elevage est axée sur la modernisation et le développement de ce secteur (Pilier 1, Axe 1.2.1).

A cet effet, par le biais de l'Agenda de Transformation Agricole, il ambitionne d'augmenter la production des chaînes de valeur prioritaires du manioc, du maïs, du riz, des haricots, du soja, et du poisson en investissant dans les systèmes de production, la mécanisation, la transformation et l'accès aux marchés.

III.5.1.1.1 Sous-secteur de l'Agriculture

Les actions pour la période 2026-2028 vise à soutenir la croissance de la production agricole et renforcer la sécurité alimentaire.

Les principales actions à mener sont les suivantes :

- Renforcement de la sécurité alimentaire par le soutien de l'emploi dans le secteur agricole au profit des populations affectées par la guerre ;
- Extension des sites du programme volontariste agricole dans les 26 provinces ;
- Appui au Développement agro-Industriel de Ngandajika ;
- Mise en œuvre du programme national du développement agricole ;
- Appui au développement des chaînes des valeurs agricoles dans 6 provinces dans le cadre du programme de transformation de l'agriculture de la RDC ;
- Relance des parcs agro-industriels ;

- Acquisition des matériels et équipements agricoles (tracteurs, outils aratoires et autres engins) en vue d'intensifier la production agricole durable (vivrières, maraichères et fruitières) ;
- Relance des cultures pérennes (palmier, hévéa, café, cacao, théiers, etc.) dans toutes les provinces ;
- Acquisition des matériels et produits chimiques pour la production des engrais biologiques et des engrais minéraux ;
- Réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'une banque de crédit agricole à capitaux congolais ;
- Augmentation de la production des chaînes de valeur prioritaires du manioc, du maïs, du riz, des haricots, du soja et du poisson en investissant davantage dans les systèmes de production, la mécanisation, la transformation et l'accès aux marchés ;
- Construction des laboratoires d'analyse des semences à travers le SENASEM.

III.5.1.1.2 Sous-secteur de Pêche et Elevage

Les principales actions envisagées dans le sous-secteur de la Pêche et de l'Élevage sont les suivantes :

- Relance du secteur de pêche et d'élevage dans les zones affectées par la guerre en vue d'accroître les moyens de subsistance ;
- Acquisition de bateaux de pêche industriels neufs de 6, 9, 12 et 16 mètres ;
- Construction des centres d'alevinages dans les Provinces ;
- Acquisition des équipements de vaccination pour le renforcement de la couverture zoo-vaccinale des animaux d'élevage dans les Provinces ;
- Acquisition des canots rapides pour la surveillance de la pêche dans les Provinces ;
- Acquisition des camions frigorifiques ;
- Construction des centres d'alevinages dans les provinces ;
- Construction des écloseries pour le développement de l'aquaculture ;
- Construction d'un débarcadère intégrée au port de pêcheur de Muanda ;
- Construction de mini laiteries dans les provinces ;
- Réhabilitation des infrastructures zoo sanitaires (laboratoire vétérinaire, cliniques vétérinaires, abattoirs...) ;
- Construction/Réhabilitation des infrastructures de transformation et de stockage des produits halieutiques et animaux ;
- Construction / équipement des mini-laboratoires dans les zones à haute production animale ;

- Réhabilitation des cliniques/dispensaires vétérinaires.

III.5.1.2 Développement rural

Pour la période 2026-2028, la politique du Gouvernement dans le domaine du Développement Rural vise à assurer un équilibre territorial en poursuivant les initiatives du PDL-145T. Elle s'attache notamment à la création d'infrastructures durables, en veillant à la préservation des écosystèmes et à l'adaptation aux changements climatiques, afin de renforcer le développement local et soutenir la croissance des communautés rurales.

Les principales actions à mener au cours de la période concernée sont les suivantes :

- Poursuite de la mise en œuvre du PDL 145-T ;
- Construction, aménagement et entretien des routes de desserte agricole ;
- Construction, réhabilitation et entretiens d'adduction d'eau potable par forage et captage équipée d'une pompe immergée ;
- Construction, réhabilitation, aménagements et entretien de piste rurale ;
- Acquisition des matériels pour l'aménagement (dragage et balisages) des voies navigables ;
- Développement de la riziculture.

III.5.1.3 Industrie

Dans le secteur de l'industrie, le Gouvernement entend poursuivre la modernisation du tissu industriel et la transformation notamment des matières premières et des produits agricoles.

Ainsi, pour la période 2026-2028, la politique du secteur s'oriente sur les principales actions suivantes :

- Relance du parc agro-industriel de BUKANGA-LONZO ;
- Poursuite de l'implantation des Zones Economiques Spéciales (ZES) ;
- Implantation de l'usine de fabrication des panneaux préfabriqués dans la Ville de Kisangani ;
- Construction d'une usine pilote des emballages biodégradables dans la ZES de Maluku ;
- Implantation et réhabilitation des unités textiles ;
- Construction d'une usine de fabrication des meubles en bois dans la zone pilote de Maluku ;
- Implantation des centres agro-alimentaires pilotes de Kimpese/Kongo-central, Kalemie/Tanganyika, de Goma/Nord Kivu, de Gongo/Bandundu ;

- Implantation d'une sucrerie à Mushie Pentane ;
- Développement du « corridor INGA » ;
- Implantation d'une Usine de Production d'engrais phosphatés et Organiques à Lukula dans le Corridor Bas Congo ;
- Relance de la Société Commerciale la Minière de Kisenge Manganèse ;
- Marquage industriel avancé et identification électronique des minerais pour la traçabilité granulaire « Made in RDC » par la technologie code-barres.

III.5.1.4 Petites et Moyennes Entreprises (PME)

Dans le secteur des PME, le Gouvernement poursuivra son objectif de promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat pour la création d'emplois et de richesses ainsi que celui de promouvoir les PME agricoles en vue d'atteindre **2,6 millions** d'emplois créés.

A cet effet, pour la période 2026-2028, les principales actions du secteur à mettre en œuvre sont les suivantes :

- Appui aux PME, particulièrement dans les provinces touchées par la guerre ;
- Construction / réhabilitation des coopératives agricoles modernes avec des moniteurs dans les 471 secteurs et 264 chefferies ;
- Appui à la transformation économique, entrepreneuriat féminin et modernisation des PME par l'emploi et la croissance (TRANSFORME) ;
- Réhabilitation de la brigade agricole des jeunes ;
- Construction d'une galerie pilote d'exposition-vente des produits artisanaux à Kinshasa ;
- Création d'un centre pilote de développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises et des start-ups à Kinshasa.

III.5.1.5 Infrastructures et Travaux Publics

Au cours de la période 2026-2028, l'intervention du Gouvernement dans le secteur des infrastructures articulera autour des priorités ci-après : (i) Modernisation des routes d'intérêt national et (ii) Modernisation des voiries urbaines.

S'agissant de la modernisation des routes d'intérêt national, le Gouvernement compte pour la période 2026 – 2028, construire les routes revêtues reliant les chefs-lieux des provinces entre-deux et à la capitale Kinshasa ainsi que celles assurant la connexion de notre pays aux principaux corridors sous régionaux et africains en vue d'atteindre le ratio de 25% des linéaires du réseau des routes revêtues accru sur l'ensemble du réseau.

En ce qui concerne les voiries urbaines, le Gouvernement compte atteindre le ratio de 27% du réseau des voiries modernisées à l'horizon 2028 sur l'ensemble du réseau.

Ainsi, au cours de la période concernée, les principales actions suivantes seront menées :

- Poursuite de la construction des routes et voiries retenues dans le cadre de contrat chinois (SICOMINES) ;
- Construction de la partie RDC du corridor de Lobito ;
- Construction de la Rocade Nord-Est de Kinshasa ;
- Construction et Réhabilitation des routes nationales prioritaires (corridors Est-Ouest, Nord-Sud, accès aux pôles agricoles et miniers) ;
- Soutien aux infrastructures urbaines dans les grandes villes (voiries, drainage, ponts) ;
- Rétablissement des services sociaux de base endommagés dans les provinces touchées par la guerre, par la reconstruction et réhabilitation des routes, ponts et voiries ;
- Bitumage et modernisation du réseau routier d'intérêt général sur un linéaire de 12.730 Km à travers le territoire national ;
- Réhabilitation du réseau routier en terre à travers le territoire national sur un linéaire de 18.500 km ;
- Construction des périphériques de 2x2, 3 ou 4 voies pour les grandes Villes ;
- Aménagement des voiries primaires, secondaires en vue de permettre une circulation fluide avec une signalisation adéquate des aires de stationnement, des systèmes d'éclairage public, des séparateurs et passerelles ;
- Développement d'un système de drainage global compte tenu de la forte pression démographique et des constructions anarchiques au niveau des villes.

III.5.1.6. Gestion des terres et planification spatiale

La vision du Gouvernement dans le domaine de gestion des terres et planification spatiale telle que définie dans son programme consiste en la promotion du développement urbain durable, la bonne gouvernance des terres et la sécurisation des droits fonciers et immobiliers.

III.5.1.6.1. Sous-secteur des Affaires foncières

Dans le sous-secteur des Affaires foncières, les principales actions visées sont les suivantes:

- Numérisation du cadastre foncier ;
- Création des écoles nationales du cadastre en vue de renforcer les capacités des administrations foncières ;
- Création de la réserve foncière ;
- Elaboration et mise à jour des plans cadastraux ;
- Réhabilitation et acquisition des infrastructures de gestion foncière ;
- Rationalisation et création des lotissements viables à travers le territoire National ;
- Création d'un cadre de dialogue permanent avec les communautés locales et les peuples autochtones pygmée.

III.5.1.6.2. Sous-secteur de l'Urbanisme

Au cours de la période 2026-2028, les actions suivantes seront menées :

- Construction des logements sociaux et appui aux initiatives de construction de logements pour les groupes socioprofessionnels ;
- Production des outils de planification (schémas directeurs, Plans particuliers d'aménagement, plans locaux d'aménagement) ;
- Mise en place d'un Centre National de Documentation et d'Archivage Digital de l'Urbanisme et Habitat ;
- Numérisation des services et du GUPEC ;
- Inventaire des immeubles du patrimoine privé de l'Etat, réhabilitation des biens spoliés et actualisation des tarifs de location.

III.5.1.6.3. Sous-secteur de l'Aménagement du territoire (y compris Innovation de la Ville)

La politique du Gouvernement dans ce secteur s'oriente sur la modernisation des infrastructures, la création de nouvelles villes, et l'amélioration de la répartition des activités humaines à travers le pays. La réforme en cours vise à renforcer la gouvernance territoriale, à promouvoir une utilisation durable des terres et à garantir une meilleure connectivité entre les provinces.

Les principales actions à mener pour la période 2026-2028 sont les suivantes :

- Poursuite de la mise en œuvre des réformes amorcées (création des divisions provinciales de l'Aménagement du Territoire dans les 26 provinces, élaboration des outils de gestion de l'Aménagement du Territoire, etc) ;

- Elaboration du schéma national de l'aménagement du territoire ;
- Etudes de faisabilité pour la construction des carrefours commerciaux, des embarcadères et stations fluviales ;
- Etudes d'aménagements des terrains à affecter au domaine militaire ;
- Acquisition d'équipements géomatiques et cartographiques ;
- Construction des jardins des morts.

III.5.1.6 Transports

Pour la période 2026-2028, la politique du Gouvernement repose sur plusieurs axes stratégiques visant à améliorer la mobilité, réduire les embouteillages et stimuler le développement économique.

Ainsi, il entend mener les principales actions suivantes sur la période :

1) Dans le sous-secteur routier

- Acquisition des bus pour les sociétés TRANSCO et TRANSACADEMIA ainsi que leur déploiement en province ;
- Balisage des routes (Ville de Kinshasa et ses environs) ;
- Création et installation de la base des données sur les accidents de la circulation routière dans les 4 provinces pilotes (Kinshasa, Kongo-central, Kwilu et Kwango) ;
- Acquisition des dépanneuses de catégorie E pour Transco ;
- Acquisition des véhicules pour l'auto-école pilote de la CNPR.

2) Dans le sous-secteur fluvial, lacustre et maritime

- Réaménagement des ports (Matadi, Boma, Kalemie) et voies ferrées (ONATRA, SNCC) ;
- Construction du Port de MALUKU ;
- Construction du port d'allègement et transit du port en eau profonde de BANANA au pied du plateau de KINLAO (SOCIR) ;
- Acquisition de canots d'inspection et police de navigation maritime, fluviale et lacustre en RDC ;
- Finition de deux baliseurs d'affluent KINDU et KONGOLO ;
- Acquisition des navires en faveur de Ligne Maritime Congolaise ;
- Acquisition des équipements pour le chantier naval ;
- Réhabilitation des ports de Bumba et Aketi.

3) Dans le sous-secteur ferroviaire

- Modernisation du chemin de fer Kinshasa-Matadi ;
- Construction de chemin de fer, tronçon Kisenso-Kimbaseke ;
- Etude de faisabilité pour la construction du nouveau chemin de fer Uélé Fleuve.

4) Dans le sous-secteur aérien

- Acquisition des aéronefs pour les sociétés CONGO AIRWAYS et AIR CONGO ;
- Poursuite de la réhabilitation des aéroports de (Kenge, Kavumu deuxième phase, Ndjili, Luano, Kisangani, Gemena, Isiro, Lisala, Kananga et Goma) ;
- Réhabilitation des chaussées aéronautiques des 11 aéroports nationaux, balisage lumineux (tarmac y compris) ;
- Clôture de deux aéroports nationaux ainsi que l'aménagement des routes de service selon le modèle de l'OACI ;
- Acquisition et installation de centrale solaire hybride de 50 KVA des aéroports INONGO ET NIOKI ;
- Acquisition des radars primaires et secondaires ;
- Acquisition d'équipements radio navigation pour 14 aéroports ;
- Acquisition des 8 véhicules anti-incendie pour les aéroports de Boende, Mbandaka, Bandundu, Kikwit, Bukavu, Bunia, Isiro et de Beni ;
- Acquisition des équipements d'observation Hydrométéorologique et Climatique ;
- Construction et équipements de nouvelles tours de contrôle des 11 aéroports selon OACI ;
- Construction des aéroports de N'djili à Kinshasa et de Luano à Lubumbashi.

III.5.1.7 Energie

Dans le secteur de l'Energie, le Gouvernement ambitionne accroître la production et la distribution électrique ainsi que l'accès à l'eau potable pour améliorer la couverture des populations. Cette politique repose sur l'expansion des infrastructures énergétiques, la diversification des sources d'énergie, notamment avec le développement des énergies renouvelables.

1) Dans le sous-secteur de l'électricité

Dans le sous-secteur de l'électricité, les principales actions suivantes seront mises en œuvre au cours de la période 2026-2028 :

- Poursuite des projets hydroélectriques structurants (Inga III, Zongo II, Katende, Kakobola) ;
- Extension du réseau électrique aux centres secondaires et zones rurales ;
- Promotion des énergies renouvelables hors réseau (solaire, mini-hydro, biomasse) ;
- Poursuite de la mise en œuvre du projet ANSER ;
- Construction de la centrale électrique de Kakobola II pour une capacité de 10,5 MW ;
- Amélioration de la productivité d'Inga I et II (les portants à 1.300 MW), en modernisant notamment le groupe d'INGA 2 : G23, G24, G25, G26 ;
- Rénovation et extension du réseau de distribution (HT 72 KV de Tshikapa-Kamonya, Inga-Kolwezi, etc.) ;
- Construction de mini et micro centrales hydroélectriques ;
- Implantation des centrales solaires photovoltaïques de 15 MW à Karawa dans le Nord Ubangi et de 10 MW ;
- Electrification de la ville de Mbandaka par énergie électrique ;
- Construction de la centrale hydroélectrique de KASUKU/Maniema et réseaux associés.
- Construction de la centrale hydroélectrique de la Ruzizi 3 ;
- Réhabilitation de la Centrale Hydroélectrique de la Tshopo.

2) Dans le sous-secteur de l'eau

Dans le sous-secteur de l'eau, la politique du Gouvernement est : (i) d'établir un cadre institutionnel performant, capable d'assurer son rôle normatif et réglementaire et de protéger les droits de tout usager ; (ii) d'assurer un service public de qualité ; (iii) de créer les conditions favorables à l'engagement des opérateurs de qualité et (iv) de mettre en place un système de régulation efficace, indépendant et financièrement viable.

Pour la période 2026-2028, les principales actions afférentes à cette politique sont les suivantes :

- Construction de nouvelles infrastructures de la REGIDESO ;
- Réhabilitation et extension des ouvrages d'alimentation en eau potable dans la ville d'Inkisi dans le Kongo Central ;
- Poursuite de la construction, de la réhabilitation et de la modernisation des réseaux de distribution d'eau ;
- Poursuite des raccordements sociaux en faveur des ménages.

III.5.1.8 Mines et Hydrocarbures

Dans ce secteur, la politique du Gouvernement vise la gestion durable des ressources naturelles du pays et la maximisation des retombées socio-économiques du secteur extractif.

Dans cette optique, le Gouvernement entend : (i) promouvoir l'image de la RDC comme destination fiable des investissements étrangers dans le secteur minier et des hydrocarbures ; (ii) renforcer les capacités de l'administration minière ; (iii) intensifier les recherches géologiques et minières ; et (iv) développer une industrie minière compétitive.

Pour la période 2026-2028, le secteur prévoit mener les principales actions suivantes :

- Certification des réserves minières ;
- Acquisition des équipements et matériels d'exploration et de recherches géologiques pour la certification des réserves minières ;
- Acquisition des matériels des laboratoires dans les Provinces du Haut-Katanga, Lualaba, Tanganyika, Haut-Lomami, Ituri, Tshopo, Haut-Uélé, Maniema, Nord et Sud-Kivu et la ville province de Kinshasa ;
- Acquisition des matériels pour la cartographie géologique à l'échelle 1/200 000 par télé-détection de 6 provinces (Bas-Uélé, Nord et Sud-Ubangi, Mongala, Tshuapa et Equateur) ;
- Création d'une base des données géologiques et minières ;
- Valorisation des sous-produits de l'extraction métallurgique du cuivre, du cobalt, de l'or, et d'autres produits en vue de capter la demande des pays développés en minerais stratégiques, spécialement dans les filières de 3T ;
- Acquisition des équipements d'encadrement et de protection des artisanaux miniers ;
- Création d'une école de gemmologie et de taillerie des diamants ;
- Dégazage du Lac Kivu au niveau du Golf de Kabuno (stations 2 et 3 phase industrielle) ;
- Acquisition des matériels pour l'élaboration des cartes pétrolières et gazières ;
- Acquisition des matériels pour la production de l'hydrogène naturel ;
- Construction du pipeline national Moanda-Boma-Matadi ;
- Construction d'une raffinerie nationale moderne.

III.5.1.9 Télécommunications (PT-NTIC)

La politique du secteur des Télécommunications poursuit les objectifs suivants : (i) améliorer la gouvernance du secteur, (ii) moderniser et étendre les infrastructures postales, et (iii) moderniser les infrastructures des télécommunications de l'information et de la communication.

Pour la période 2026-2028, l'atteinte de ces objectifs passera par la mise en œuvre des principales actions suivantes :

- Le renforcement de la dorsale fibre optique et l'accès haut débit ;
- Implémentation des technopoles de développement dans les bureaux de postes et ce, sur toute l'étendue du Territoire national ;
- Construction des rings métropolitains ;
- Création de la chaîne nationale « PTN Médias » -Télévision et radio du Ministère des PTN ;
- Construction d'un centre de télécommunications de Kinshasa (R+50) ;
- Accès au câble sous-marin EQUANO ;
- Acquisition des équipements GATEWAY de contrôle de flux des appels et trafics des opérateurs concessionnaires et des infrastructures à fibre optique ;
- MONACO SAT-Renforcement de la capacité satellitaire en RDC.

III.5.1.10 Numérique

La politique du Gouvernement dans le secteur du Numérique vise la favorisation de l'inclusion numérique, l'accès équitable aux outils numériques et l'accélération de la transformation digitale à l'échelle nationale, afin de stimuler la croissance économique. Cet objectif s'appuie sur des axes stratégiques tels que la modernisation des réseaux, la digitalisation des services publics, et le développement de l'économie numérique.

Les principales actions à mener devront contribuer notamment à hausser progressivement le taux de pénétration à l'internet en vue de booster la croissance économique.

Pour la période 2026-2028, il s'agit de :

- Appui aux plateformes digitales pour les services publics (e-gouvernement, santé, éducation) ;
- Acquisition d'un Data Center National ;

- Etablissement d'une identité numérique et opérationnalisation du projet « Guichet Numérique » ;
- Poursuivre l'implémentation de l'intranet du Gouvernement et des institutions publiques ;
- Mise en place d'un portail numérique dans lequel sera répertorié un calendrier des événements annuels pour une bonne visibilité du contenu culturel congolais ;
- Appui à la création et à la promotion d'un centre spécialisé de formation aux métiers numériques ;
- Acquisition d'infrastructures numériques ;
- Appui à la mise en place d'une plateforme numérique de gestion intégrée des Visas électroniques (e-Visa) ;
- Numérisation du système de taxation en ligne des exploitants et prestataires de services redevables au Trésor Public.

III.5.1.11 Environnement et Développement durable

L'action du Gouvernement pour la période 2026-2028 en matière d'environnement et de développement durable s'inscrit dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2024-2028, le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2024-2028 et dans le Cadre de coopération RDC-ONU 2025-2029.

Il s'agira : (i) d'assurer un développement durable et croissance équilibrée des provinces, par le renforcement de la gestion durable des ressources naturelles et la promotion d'une croissance inclusive ; et (ii) de renforcer de la gouvernance environnementale.

Ainsi, les principales actions envisagées sur la période sont :

- Opérationnalisation de l'Autorité de Régulation du Marché Carbone en RDC ;
- Réalisation des travaux de réhabilitation des ouvrages d'art, d'assainissement et stabilisation des sites érosifs et autres, pour le renforcement de la lutte antiérosive sur l'ensemble du territoire national ;
- Mise en place d'un mécanisme national de gestion des déchets ;
- Réalisation des travaux de réhabilitation et stabilisation des sites érosifs ;
- Réduction des risques des catastrophes et des impacts des risques associés au climat ;
- Implémentation des antennes du cadastre forestier à travers les 26 provinces ;
- Acquisition d'équipements et matériels pour mesurer le niveau de pollution ;
- Mise en place d'un système d'information sur les ressources en Eau ;

- Poursuite du processus de la catégorisation UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) des Aires protégées de la RDC ;
- Evaluation et poursuite de la mise en œuvre de la contribution déterminée (CDN).

III.5.1.12 Tourisme

Dans le secteur du tourisme, le Gouvernement poursuit son objectif de valoriser le potentiel touristique du pays, en exploitant son potentiel naturel et culturel.

Pour la période 2026-2028, les principales actions envisagées sont les suivantes :

- Réhabilitation et modernisation de 80 studios ;
- Réhabilitation, sécurisation et développement des infrastructures touristiques, notamment : le Site touristique de la N'sele (Kinshasa), Site touristique Lac Mukamba (Kasaï Oriental), l'Hôtel du Lac Maï-Ndombe, Kitona (Leepens) de Masimanimba, le Site touristique de Lumumba (Haut-Katanga), la Cité royale de Bunkeya (Lualaba), la Maison du souvenir (Nsiamfumu/Kongo Central), le Lac vert (Goma/Nord Kivu), le Jardin zoologique de Kinshasa, la Route des esclaves (Kongo Central), etc. ;
- Transformation de 20 dortoirs en 140 appartements ;
- Réhabilitation et modernisation de la route des esclaves Muzelela ;
- Construction du bâtiment de l'Administration Nationale du Tourisme à N'SELE ;
- Implémentation des villages touristiques sur l'étendue du territoire national afin de créer la connectivité.

III.5.2 Secteurs sociaux

III.5.2.1 Santé

La politique du Gouvernement dans le secteur de la Santé consiste principalement à garantir l'accès aux soins de santé de qualité pour tous en vue d'augmenter l'espérance de vie du Congolais.

Pour la période 2026-2028, les principales actions à mener dans le sens de cette politique sont les suivantes :

- Rétablissement des services sociaux de base endommagés dans les provinces touchées par la guerre, par la reconstruction et réhabilitation des hôpitaux et centres de santé ;
- Poursuite des projets spécifiques des provinces et ETD dans le cadre du PDL-145 T ;
- Appui au Programme National de la lutte contre malnutrition ;
- Poursuite de la réfection et l'équipement des hôpitaux généraux de référence des chefs-lieux des provinces ;

- Approvisionnement du CHUR de Renaissance (HGP ex-maman Yemo), Hôpital Sendwe, Hôpital de la Muya et le Centre de chirurgie du Camp Kokolo, nouvellement effective ; construits/réhabilités, en kit de médicaments essentiels et intrants spécifiques pour leur mise en service ;
- Appui aux Hôpitaux généraux de référence, au Centre national de Lutte contre le cancer et à la Croix rouge du Congo et aux autres structures pour la prise en charge des maladies chroniques ;
- Equipement des centres de santé ;
- Opérationnalisation du centre des opérations d'urgences pour la couverture des actions d'urgences et d'épidémies dans le délai ;
- Construction et équipement d'un laboratoire pour la lutte contre la Drépanocytose ;
- Construction des hôpitaux publics.

III.5.2.2 Education

Dans le secteur de l'éducation, pour la période 2026-2028, le Gouvernement entend poursuivre son objectif de mettre en place un système éducatif performant, inclusif et équitable afin de construire un système éducatif devant contribuer efficacement au développement du pays, à la citoyenneté et à la promotion de l'éthique du travail.

III.5.2.2.1 Education nationale (EPST)

Dans le sous-secteur de l'EPST, le Gouvernement poursuivra, pour la période 2026-2028, la politique de gratuité de l'enseignement de base qui sera complétée par des efforts pour améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des enseignants.

Les actions à mener s'articule autour des axes ci-après : (i) Infrastructures scolaires, (ii) Réforme des programmes, (iii) Gestion éducative, (iv) Renforcement du corps enseignant, et (v) Transformation du système éducatif.

Il s'agit des principales des actions suivantes :

- Rétablissement des services sociaux de base endommagés dans les provinces touchées par la guerre, par la reconstruction et réhabilitation des infrastructures écolières ;
- Construction des écoles dans le pays dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du PDL-145 Territoires ;
- Acquisition des équipements éducatifs ;

- Construction des centres de ressource pour la formation continue des enseignants en provinces ;
- Appui aux cantines scolaires ;
- Prise en charge de frais de minerval dans le cadre de la poursuite de la gratuité de l'enseignement ;
- Prise en charge et accompagnement psychosociale des élèves traumatisés marqués par divers troubles dans les zones en conflit et/ou post-conflit ;
- Poursuite du programme de mise à la retraite des enseignants.

III.5.2.2.2 Enseignement Supérieur et Universitaire

L'action du Gouvernement sur la période 2026-2028 dans ce sous-secteur vise à moderniser et améliorer la qualité de l'éducation à travers plusieurs axes stratégiques. Elle met l'accent sur le renforcement de l'assurance qualité avec l'ANAQ-ESU, l'harmonisation des standards académiques, et la numérisation du système éducatif pour faciliter l'accès aux ressources pédagogiques.

A cet effet, les principales actions à mener sont les suivantes :

- Construction, réhabilitation et équipement des établissements de l'Enseignement supérieur et universitaire ;
- Construction d'un amphithéâtre et d'une bibliothèque à l'université de Bandundu dans la province du Kwilu ;
- Construction d'un bâtiment de 3 Auditoriums, 2 bureaux administratifs et des latrines au profit de l'ISTA LUKULA dans la Province de Kongo Central ;
- Construction des salles de cours au profit de l'IBTP Kisangani ;
- Rénovation du CNPP des Universités de Kinshasa, Kisangani et Lubumbashi.

III.5.2.2.3 Recherche scientifique

Sur la période 2026-2028, le Gouvernement poursuit ses efforts pour booster la recherche scientifique, en consolidant son cadre institutionnel, en modernisant les infrastructures et en valorisant les innovations pour un impact accru sur le développement national.

Pour ce faire, il entend mener les principales actions suivantes :

- Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures immobilières des Institutions de Recherche ;
- Construction d'un centre de diagnostic multidisciplinaire et radiothérapie ;
- Acquisition des équipements technico-scientifiques des institutions ciblées ;

- Réhabilitation de l'INERA, OVG, CRGM ;
- Acquisition d'équipements pour la modernisation et le redémarrage du réacteur du centre nucléaire de Kinshasa ;
- Acquisition d'équipements pour la modernisation des cartes monographiques ;
- Mise à jour des cartes de 145 territoires et modernisation des Atlas ;
- Acquisition d'équipements pour la modernisation des cartes monographiques, mise à jour des cartes de 145 territoires et modernisation des Atlas ;
- Acquisition d'un satellite ;
- Appui au programme AISTIADUA-NEPAD et à l'Observatoire des mouvements des volcans (OVG).

III.5.2.2.4 Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat (FPMA)

Dans ce secteur, le Gouvernement poursuit sa politique accentuée sur la création de formations adaptées aux besoins du marché du travail. L'objectif est de développer une main-d'œuvre qualifiée pour soutenir la croissance économique et réduire le chômage.

Les principales actions à mettre en œuvre pour la période 2026-2028 afférentes à cet objectif sont les suivantes :

- Construction et renforcement des centres de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers pour contribuer à l'éradication de la délinquance et du chômage des jeunes ;
- Acquisition des équipements et des mobiliers pour les infrastructures de formation professionnelle dans les provinces ciblées ;
- Construction de manière progressive des centres de Formation Professionnelle dans les provinces ciblées : Kasai-Oriental, Kasai-Central, Equateur, Kwilu, Tshuapa, Nord-Ubangi, Mongala, Haut-Katanga et Lualaba ;
- Acquisition d'équipements didactiques de formation et de matériels adéquats ;
- Construction des centres de formation professionnelle (Hangar) au centre de rééducation à Luzumu dans le Kongo Central et au CPRK de Kinshasa/Makala ;
- La formation continue ou recyclage des formateurs, des inspecteurs aux TIC, formation ambulatoire dans les sites des déplacés de guerres et Programme National d'Appuis aux dépendants militaires et policiers (PNADMP) ;
- Collecte des données statistiques et production de la cartographie de la formation professionnelle.

III.5.2.3 Protection sociale

Dans le cadre de la protection sociale, l'action du Gouvernement est axée sur la réduction des inégalités homme-femme et les violences faites aux femmes, la promotion de l'emploi décent, de la sécurité sociale pour tous et la gestion des risques ainsi que l'insertion sociale et l'entrepreneuriat des jeunes défavorisés.

III.5.2.3.1. Genre et Famille

La politique du Gouvernement dans ce secteur, poursuit sa vision de promouvoir l'égalité des genres, renforcer la protection des droits des femmes et des enfants, et améliorer l'inclusion sociale.

Les actions prioritaires à entreprendre pour atteindre cet objectif au cours de la période 2026-2028 sont les suivantes :

- Promotion et protection des droits de l'enfant et de la femme ainsi que de la famille
- Construction des centres de suivi des Violences Basées sur le Genre et installation des antennes provinciales de l'AVIFEM ;
- Mise en œuvre du Plan d'action de la stratégie nationale de la lutte contre les violences basées sur le Genre (implantation des CISM, opérationnalisation de l'AVIFEM) ;
- Appui aux structures spécialisées ;
- Poursuite de l'autonomisation des femmes entrepreneures ;
- Poursuite de la mise en œuvre du projet relatif à la violence sexuelle et basée sur le genre et la santé des femmes dans la région des Grands lacs ;
- Appui à la base des données sociales pour la collecte, le traitement et l'exploitation des indicateurs statistiques Genre en vue de publier l'annuaire statistiques Genre.

III.5.2.3.2. Emploi et Travail

La vision du Gouvernement dans le domaine de l'Emploi consiste à faire de ce dernier un puissant levier transversal devant contribuer à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et au développement durable.

Les principales actions à mener pour la période 2026-2028 sont les suivantes :

- Renforcement de la couverture de l'ONEM par l'implantation des maisons d'emplois dans les 145 territoires ;
- Subvention de l'embauche du premier jeune sortant d'un programme de formation professionnelle et financée par le budget de l'Etat ;

- Promotion des créations d'emploi des jeunes grâce à la mise en place des incubateurs d'emploi ;
- Suivi de la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- Mise en place d'un système d'information et d'analyse du marché du travail et création d'une base de données emplois.

III.5.2.3.3 Affaires sociales

En ce qui concerne les Affaires sociales, la mise en œuvre de la politique du secteur pour la période 2026-2028, passe par les actions ci-après :

- Acquisition des équipements et des mobiliers pour les centres de promotion sociale (centres de rattrapage scolaire, centres d'apprentissage des métiers et centres d'alphabétisation) ;
- Construction et réhabilitation des centres de rattrapage scolaire, d'apprentissage des métiers et d'alphabétisation ;
- Prise en charge des personnes de troisième âge ;
- Mise en place des filets sociaux en faveur des personnes et ménages en situation d'extrême pauvreté et de vulnérabilité ;
- Inclusion économique des personnes et ménages pauvres et vulnérables
- Promotion et encadrement des activités commerciales des personnes vulnérables particulièrement celles vivant avec handicap ;
- Mise en place du Registre social unique.

III.5.2.3.4. Prévoyance sociale

Pour la Période 2026-2028, le Gouvernement entend poursuivre, dans le cadre de la prévoyance sociale, la mise en œuvre des mesures visant l'extension de la couverture sociale à toutes les couches de la population, notamment la couverture santé universelle.

Ainsi, les principales actions suivantes sont envisagées :

- Poursuite de la mise en œuvre de la couverture santé universelle, notamment par la continuité de la gratuité des soins des femmes enceintes, des accouchements et du nouveau-né ainsi que l'appui aux structures de sa facilitation ;
- Mise en œuvre du régime d'assistance médicale des personnes indigentes et vulnérables.

III.3.2.4. Fonction Publique

S'agissant de la Fonction Publique, le Gouvernement vise à moderniser l'administration publique, améliorer les conditions des agents de l'État et renforcer l'efficacité des services publics de la république.

Ainsi, pour la période 2026-2028, les actions du secteur se résument comme suit :

- Définition d'une nouvelle politique salariale plus équitable, rationnelle et inclusive ;
- Poursuite de l'identification biométrique et la mise à jour du fichier de référence de l'Administration publique ;
- Mécanisation des Agents de carrière des services publics de l'Etat non payés ;
- Promotion de l'innovation et de la gouvernance électronique dans l'Administration publique ;
- La poursuite de la mise à la retraite des cadres et agents éligibles ;
- Renforcement de la gestion du système de sécurité sociale du personnel de carrière des services publics.

III.3.2.5. Sports

Dans le secteur des Sports, le Gouvernement entend poursuivre la promotion des sports comme l'un des leviers du rayonnement du pays et de l'amélioration de la santé du congolais. Ainsi, l'objectif est de moderniser les infrastructures sportives et de renforcer la compétitivité des athlètes congolais.

Pour la période 2026-2028, le Gouvernement entend mener les principales actions suivantes :

- Poursuite de la construction et de la modernisation des infrastructures sportives ainsi que des loisirs dans toutes les provinces ;
- Appui au centre national de médecine du sport, au comité national antidopage congolais et à l'Association des Fédérations Africaines de Basketball ;
- Acquisitions d'équipements médico-sportifs ;
- Appui aux 12 fédérations sportives ;
- Relance des jeux congolais et provinciaux ;
- La formation des inspecteurs de loisirs à Kinshasa et dans les chefs-lieux des provinces.

III.3.2.6. Culture et Arts

Durant la période 2026-2028, le Gouvernement entend donner un nouvel élan au secteur de la Culture et des arts à travers une politique axée sur l'innovation et la préservation du patrimoine. Cette stratégie inclut la modernisation des infrastructures, la promotion de la culture et le développement des industries culturelles.

Pour ce faire, les principales actions à mener sont les suivantes :

- Promotion de la production des films, les rencontres artistico-culturelles en vue du marketing de l'image positive du pays ;
- Construction d'un marché moderne national des œuvres d'art ;
- Réhabilitation de la salle MONGITA ;
- Inventaire des biens culturels dans les 26 provinces de la RDC ;
- Construction d'une école de la Rumba ;
- Construction d'une librairie et d'une imprimerie francophone ;
- Réhabilitation et réfection d'édifices et d'immeubles du centre culturel congolais le Zoo ;
- Construction des Centres de formation des langues Nationales.

III.5.3 Secteur de souveraineté

Face aux menaces systémiques pesant sur l'intégrité du territoire national, le Gouvernement entend consolider les Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Cette consolidation devra passer notamment par :

- (i) La poursuite de la montée en puissance des Forces de Défense et de Sécurité ;
- (ii) La poursuite de l'éradication des groupes armés opérant dans le pays, plus particulièrement à l'Est ;
- (iii) Le renforcement de la coordination, de l'intégration et du système de défense et de sécurité ;
- (iv) Le renforcement de la cohésion communautaire pour une paix durable.

En outre, le Gouvernement envisage d'améliorer la gouvernance sécuritaire et judiciaire afin de garantir une meilleure sécurité à la population face à la criminalité, au banditisme et au terrorisme. A cet effet, il entend poursuivre l'amélioration de la gouvernance judiciaire.

III.5.3.1 Défense

Dans le secteur de la Défense, en conformité avec les axes stratégiques établis dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2024-2028, les principales initiatives retenues pour la période 2026-2028 sont les suivantes :

- Désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation pour la réinsertion sociale des démobilisés ainsi que la lutte contre la prolifération des armes incontrôlées dans le cadre du programme DDRCS ;
- Poursuite de la formation des militaires par l'instruction, l'entraînement, la spécialisation et le perfectionnement des troupes, des officiers et sous-officiers ainsi que des instructeurs et formateurs militaires ;
- Dotation des FARDC des équipements et matériels militaires adaptés aux menaces actuelles et futures ;
- Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures militaires ;
- Intensification des opérations militaires ciblées contre les groupes armés ;
- Dégagement et recrutement des militaires ;
- Mise en œuvre des programmes de réconciliation et de reconstruction pour favoriser la stabilisation des régions touchées par les conflits ;
- Renforcement de la productivité du corps de génie militaire ;
- Poursuite de la réhabilitation des bases militaires ;
- Création d'une industrie militaire.

III.5.3.2 Sécurité intérieure

En ce qui concerne la sécurité intérieure, les principales actions suivantes devront être menées pour la période 2026-2028 :

- Identification proprement dite pour la constitution du fichier général de la population ;
- Modernisation des services de l'Etat civil en RDC ;
- Installation des comités locaux de sécurité (CLS) dans les 145 territoires, en vue de renforcer la gouvernance sécuritaire ;
- Construction des centres pilotes de formation en provinces ;
- Construction des foyers d'accueil des victimes des catastrophes et leur suivi ;
- Acquisition des équipements de vidéo surveillance pour la sécurisation des Villes (Kinshasa, Kongo central et Haut Katanga) ;

- Construction et réhabilitation des quartiers généraux, des camps, des casernes et des structures médicales pour la PNC dans l'optique d'assurer la police de proximité ;
- Construction des commissariats dans toutes les provinces ;
- Réhabilitation de l'école De M'vula Matadi ;
- Construction atelier d'habillement et 5 hangars ;
- Construction de la base opérationnelle GMI Kongo-Central ;
- Construction bâtiment administratif Police fluviale ;
- Construction hôpital de référence dans la Province de Sankuru et de Mongala ;
- Formation régulière des policiers au sein des écoles de police et de l'académie de police;
- La poursuite d'appui à la réforme de la police dans sa troisième phase ;
- Acquisition des équipements, des outils de surveillance modernes et de la logistique au profit de la PNC ;
- Acquisition du matériel médical pour la Polyclinique ANR ;
- Acquisition d'équipement télégraphiques, fax, radio et cellulaires pour l'Agence Nationale de Renseignement (ANR) ;
- Identification des étrangers, le contrôle de séjour, le rapatriement des clandestins et irréguliers ;
- Informatisation de la gestion des flux migratoires ;
- Renforcement des moyens logistiques et sécurisation de l'outil de travail ;
- Construction des casernes pour sapeurs-pompiers.

III.5.3.3 Justice et Pouvoir judiciaire

Pour la période 2026-2028, Gouvernement dans le secteur de la Justice, entend poursuivre l'amélioration de la gouvernance judiciaire, par la garantie de l'accès au droit et à une justice de qualité pour tous et par l'amélioration de la performance de l'administration de la justice.

Ainsi, les principales actions suivantes sont envisagées :

- Acquisition du Palais de justice de Kindu (paiement du solde) ;
- Acquisition des équipements informatiques et divers ;
- Réhabilitation des hôpitaux des prisons centrales (Makala,...) ;
- Construction et réhabilitation des prisons (pavillons 3, 4 et 6 de la prison centrale de Makala,...) ;
- Poursuite de construction des tribunaux de commerce dans les chefs-lieux des provinces.

IV. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2026-2028

Ce point décline l'évolution des finances publiques sur la période 2026-2028, qui résulte de la prise en compte des objectifs macroéconomiques 2026-2028 et des politiques publiques et budgétaires préconisées sur la période telles que résumées au point III du présent document.

IV.1 Evolution des dépenses

La programmation budgétaire 2026-2028 situe les dépenses totales du Pouvoir central à **188.006,2 milliards de FC** dont **56.804,7 milliards de FC** pour 2026. Prenant en compte les dépenses des Provinces et des ETD, les dépenses globales se situeraient à **221.690,2 milliards de FC** au cours de la période.

Tableau 11 : Dépenses totales par niveau de gouvernance de 2026-2028 (en milliards de FC)

Niveau de Pouvoir	2025		2025		2026		2027		2028		Total 2026 - 2028	Moyenne 2026 - 2028
	LF	% PIB	LFR	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB		
Pouvoir Central (<i>hors dettes</i>)	50 173,5	23,5	49 182,2	20,5	56 804,7	21,1	62 614,3	20,8	68 587,5	20,3	188 006,5	62 668,8
Provinces	7 725,2	3,6	7 725,2	3,2	10 197,2	3,8	11 013,1	3,7	11 115,1	3,3	32 325,5	10 775,2
Entités Territoriales Décentralisées (ETD)	361,1	0,2	361,1	0,2	422,5	0,2	452,1	0,1	483,7	0,1	1 358,3	452,8
Total	58 259,8	27,3	57 268,5	23,9	67 424,4	25,1	74 079,4	24,6	80 186,4	23,7	221 690,2	73 896,7

Source : DGPPB, Ministère du Budget

IV.1.1 Evolution des dépenses du Pouvoir Central

Comme le montre le tableau 12 ci-après, les dépenses totales cumulées du Pouvoir Central se chiffrent à **188.006,2 milliards de FC**, sur la période 2026-2028, dont **170.573,8 milliards de FC** du budget général.

Tableau 12 a. Evolution des dépenses du Pouvoir central de 2026 à 2026 (en milliards de FC)

Nature	2025				2026		2027		2028		CUMUL 2026 - 2028	Moyenne 2026 - 2028
	LF	% PIB	LFR	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB		
A. BUDGET GENERAL	45 419,7	21,3	44 240,0	18,5	51 438,2	19,1	56 872,2	18,8	62 443,4	18,4	170 753,8	56 917,9
DEPENSES COURANTES	21 267,1	10,0	21 457,7	9,0	26 371,6	9,8	29 224,7	9,7	32 548,7	9,6	88 144,9	29 381,6
Frais financiers	331,4	0,2	1 175,4	0,5	1 220,9	0,5	1 474,4	0,5	1 722,0	0,5	4 417,3	1 472,4
Rémunération	10 132,5	4,7	11 478,7	4,8	12 800,0	4,8	14 100,0	4,7	15 991,9	4,7	42 891,9	14 297,3
Fonctionnement	5 104,5	2,4	5 230,3	2,2	6 540,6	2,4	6 973,9	2,3	7 462,0	2,2	20 976,5	6 992,2
Transferts et interventions de l'Etat	5 698,8	2,7	3 573,2	1,5	5 810,2	2,2	6 676,4	2,2	7 372,8	2,2	19 859,3	6 619,8
DEPENSES EN CAPITAL	22 659,6	10,6	16 972,3	7,1	19 102,7	7,1	24 661,8	8,2	26 580,1	7,9	70 344,6	23 448,2
sur ressources propres	10 523,3	4,9	4 836,0	2,0	5 739,9	2,1	10 976,6	3,6	12 732,3	3,8	29 448,8	9 816,3
sur ressources extérieures	12 136,3	5,7	12 136,3	5,1	13 362,8	5,0	13 685,3	4,5	13 847,8	4,1	40 895,8	13 631,9
DEPENSES EXCEPTIONNELLES	1 492,9	0,7	5 810,0	2,4	5 963,9	2,2	2 985,7	1,0	3 314,7	1,0	12 264,2	4 088,1
C. BUDGETS ANNEXES	903,0	0,4	903,0	0,4	962,3	0,4	1 029,6	0,3	1 101,7	0,3	3 093,6	1 031,2
D. COMPTES SPECIAUX	3 850,9	1,8	4 039,2	1,7	4 404,2	1,6	4 712,5	1,6	5 042,4	1,5	14 159,1	4 719,7
DEPENSES POUVOIR CENTRAL	50 173,5	23,5	49 182,2	20,5	56 804,7	21,1	62 614,3	20,8	68 587,5	20,3	188 006,5	62 668,8

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Tableau 12 b. Evolution des dépenses du Pouvoir central de 2026 à 2028 (en pourcentage)

Pilier	2025			2026			2027			2028		
	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes
A. BUDGET GENERAL	90,5	25,4	141,0	90,6	13,3	147,7	90,8	10,6	141,3	91,0	9,8	135,8
DEPENSES COURANTES	42,4	26,4	66,0	46,9	24,0	75,7	46,7	10,8	72,6	47,5	11,4	70,8
Frais financiers	0,7	50,5	1,0	2,1	268,5	3,5	2,4	20,8	3,7	2,5	16,8	3,7
Remuneration	20,2	24,7	31,5	22,5	26,3	36,7	22,5	10,2	35,0	23,3	13,4	34,8
Fonctionnement	10,2	25,8	15,8	11,5	28,1	18,8	11,1	6,6	17,3	10,9	7,0	16,2
Transfertetinterventiondel'Etat	11,4	28,9	17,7	10,2	2,0	16,7	10,7	14,9	16,6	10,7	10,4	16,0
DEPENSES EN CAPITAL	45,2	22,0	70,3	33,6	-15,7	54,8	39,4	29,1	61,3	38,8	7,8	57,8
surressources propres	21,0	47,6	32,7	10,1	-45,5	16,5	17,5	91,2	27,3	18,6	16,0	27,7
surressourcesexterieures	24,2	6,0	37,7	23,5	10,1	38,4	21,9	2,4	34,0	20,2	1,2	30,1
DEPENSES EXCEPTIONNELLES	3,0	82,1	4,6	10,5	299,5	17,1	4,8	-49,9	7,4	4,8	11,0	7,2
C. BUDGETS ANNEXES	1,8	25,3	2,8	1,7	6,6	2,8	1,6	7,0	2,6	1,6	7,0	2,4
D. COMPTES SPECIAUX	7,7	32,8	12,0	7,8	14,4	12,6	7,5	7,0	11,7	7,4	7,0	11,0
DEPENSES POUVOIR CENTRAL	100,0	25,9	155,7	100,0	13,2	163,1	100,0	10,2	155,6	100,0	9,5	149,1

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Les dépenses courantes seraient de **88.144,9 milliards** de FC sur la période, soit une moyenne annuelle de **29.381,6 milliards de FC**. Ces dépenses devront couvrir principalement la rémunération qui devra accroître de **11,7%** l'an. Cette enveloppe de rémunération représenterait **4,7%** du PIB sur la période 2026-2028.

Quant aux dépenses de fonctionnement des ministères, elles accroissent de **9,8%** l'an, justifié par la prise en compte de l'amélioration de dépenses de fonctionnement de principaux secteurs prioritaires, notamment l'intérieur, la défense, les affaires étrangères et les secteurs sociaux. En terme nominal, elles passeraient de **3.509,4 milliards de FC** en 2026 à **4.017,9 milliards de FC** en 2028.

Les dépenses en capital devront être orientées principalement vers les secteurs sociaux, des infrastructures et autres secteurs porteurs de croissance suivant le Programme d'Actions du Gouvernement, en vue de relever le défi de développement du Pays.

Globalement, elles représenteraient **7,7%** du PIB au cours de la période. En terme nominal, elles devraient passer de **19.102,6 milliards de FC** en 2026 à **26.580,1 milliards de FC** en 2028.

Les dépenses en capital financées sur ressources propres représenteraient **3,2%** du PIB sur la période 2026-2028. En terme nominal, elles devraient se situer à **29.448,8 milliards de FC** sur la période et à **5.739,9 milliards de FC** en 2026.

Dans le souci de restaurer la sécurité dans la partie Est du pays et de sécuriser la population et leurs biens, les dépenses sécuritaires devraient se situer **9.518,5 milliards de FC** sur la période et à **5.389,3 milliards de FC** en 2026.

Quant aux dépenses liées à l'organisations des élections en 2028, elles devraient se situer à **1.736,2 milliards de FC** sur la période et à **1.040,5 milliards de FC** en 2028.

Les dépenses des budgets annexes et des comptes spéciaux connaîtraient des accroissements respectifs de **7,0%** et **10,1%** l'an sur la période 2026-2028.

IV.1.2 Evolution des dépenses des Provinces

La projection des dépenses des provinces sont estimées à **32.325,5 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **10.775,2 milliards de FC**.

Elles sont composées des dépenses du Budget général de **31.275,8 milliards de FC** et des dépenses des Budgets annexes de **1.049,7 milliards de FC**. En 2026, elles se situeraient à **10.197,2 milliards de FC**.

Ces dépenses sont contenues dans les tableaux 13 ci-dessous qui renseigne sur leur évolution au cours de la période 2026-2028. Il en résulte que les dépenses en capital des Provinces se situeraient à **6.079,0 milliards de FC** en moyenne sur la période prévisionnelle. Les dépenses courantes, quant à elles, devraient se chiffrer en moyenne à **4.696,1 milliards de FC**.

Tableau 13.A : Evolution des dépenses des provinces de 2026-2028 (en milliards de FC)

Pilier	2025	2026	2027	2028	Total 2026 - 2028	Moyenne 2026 - 2028
	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.		
BUDGET GENERAL	7 473,8	9 865,4	10 652,5	10 758,0	31 275,8	10 425,3
Dépenses courantes	3 374,9	4 454,9	4 841,5	4 791,9	14 088,3	4 696,1
Dépenses en capital	4 350,2	5 742,3	6 171,6	6 323,2	18 237,1	6 079,0
BUDGETS ANNEXES	251,4	331,9	360,6	357,2	1 049,7	349,9
TOTAL DEPENSES PROVINCES	7 725,2	10 197,2	11 013,1	11 115,1	32 325,5	10 775,2

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Tableau 13.B : Evolution des dépenses des provinces de 2026-2028 (en pourcentage)

Pilier	2025			2026			2027		
	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes
BUDGET GENERAL	96,7	35,1	113,9	96,7	12,0	106,2	96,7	8,2	106,2
Dépenses courantes	43,7	41,5	51,4	43,7	12,0	48,0	44,0	8,9	48,3
Dépenses en capital	56,3	38,2	66,3	56,3	12,0	61,8	56,0	7,7	61,5
BUDGETS ANNEXES	3,3	36,9	3,8	3,3	12,0	3,6	3,3	8,8	3,6
TOTAL DEPENSES PROVINCES	100,0	35,1	117,7	100,0	12,0	109,8	100,0	8,2	109,8

Source : DGPPB, Ministère du Budget

IV.1.3 Evolution des dépenses des Entités Territoriales Décentralisées (ETD)

Les dépenses totales des ETD se situeraient à **1.358,3 milliards de FC** au cours de la période 2026-2028, à raison de **422,5 milliards de FC** en 2026, **452,1 milliards de FC** en 2027 et **483,7 milliards de FC** en 2028.

Les dépenses courantes devraient s'évaluer à **180,1 milliards de FC** en moyenne sur la période prévisionnelle et celles en capital à **272,7 milliards de FC**.

Le tableau 14 A ci-dessous renseigne sur leur évolution au cours de la période de 2026 à 2028.

Tableau 14.A : Evolution des dépenses des ETD de 2026-2028 (en milliards de FC)

Pilier	2024	2025	2026	2027	2028	Total 2026-2028	Moyenne 2026-2028
	Historique	Projection	Projection	Projection	Projection		
BUDGET GENERAL	222,0	361,1	422,5	452,1	483,7	1 358,3	452,8
Dépenses courantes	87,0	143,6	168,0	179,8	192,4	540,3	180,1
Dépenses en capital	134,9	217,5	254,4	272,2	291,3	818,0	272,7
TOTAL DEPENSES ETDs	221,95	361,1	422,5	452,1	483,7	1 358,3	452,8

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Tableau 14.B : Evolution des dépenses des ETD de 2026-2028 (en pourcentage)

Pilier	2025			2026			2027			2028		
	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes
BUDGET GENERAL	100,0	62,7	85,5	100,0	17,0	93,5	100,0	7,0	100,0	100,0	7,0	100,0
Dépenses courantes	39,8	65,0	34,0	39,8	17,0	37,2	39,8	7,0	39,8	39,8	7,0	39,8
Dépenses en capital	60,2	61,2	51,5	60,2	17,0	56,3	60,2	7,0	60,2	60,2	7,0	60,2
TOTAL DEPENSES ETDs	100,0	62,7	85,5	100,0	17,0	93,5	100,0	7,0	100,0	100,0	7,0	100,0

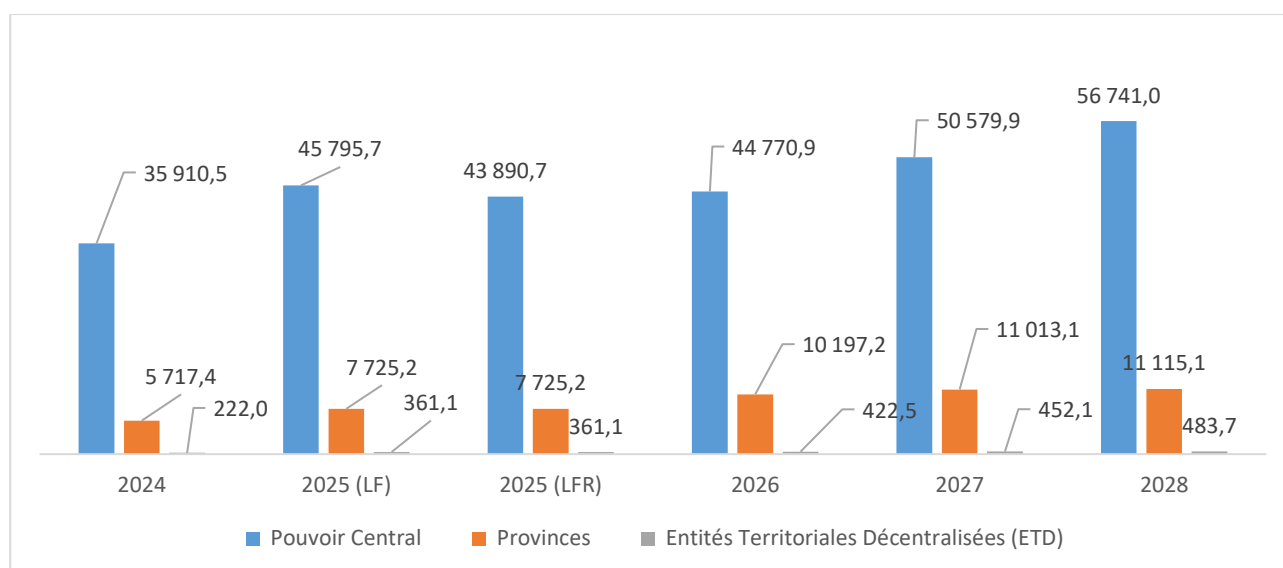
Source : DGPPB, Ministère du Budget

IV.2 Evolution des recettes (recettes propres et dons)

Au cours de la période 2026-2028, les recettes du Pouvoir central seraient de **152.091,8 milliards de FC**, dont **44.770,9 milliards de FC** pour l'exercice 2026. Considérant les montants de **32.325,5 milliards de FC** pour les Provinces et **1.358,3 milliards de FC** pour les ETD, les recettes globales au cours de la période se situeraient à **185.775,6 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **61.925,2 milliards de FC**.

L'évolution de ces recettes sur la période de 2026-2028 est illustrée dans le graphique 9 ci-après.

Graphique 9 : Evolution de recettes par niveau de gouvernance de 2026 à 2028



Source : DGPPB, Ministère du Budget.

IV.2.1 Evolution des recettes du Pouvoir Central

Les recettes du Pouvoir Central se situeraient à **152.091,8 milliards de FC**, dont **134.839,2 milliards FC** des recettes du Budget général, **3.093,6 milliards de FC** des budgets annexes et **14.159,1 milliards de FC** des comptes spéciaux.

La mise en œuvre de la politique fiscale et douanière préconisée sur la période permettrait un accroissement des recettes fiscales et non-fiscales de **15,4%** l'an sur la période. La pression fiscale devrait se situer à **13,6%** en 2028. Cette politique fiscale et douanière consisterait notamment à poursuivre les réformes amorcées, élargir la taille des assujettis à certains impôts directs et à poursuivre le contrôle de gestion.

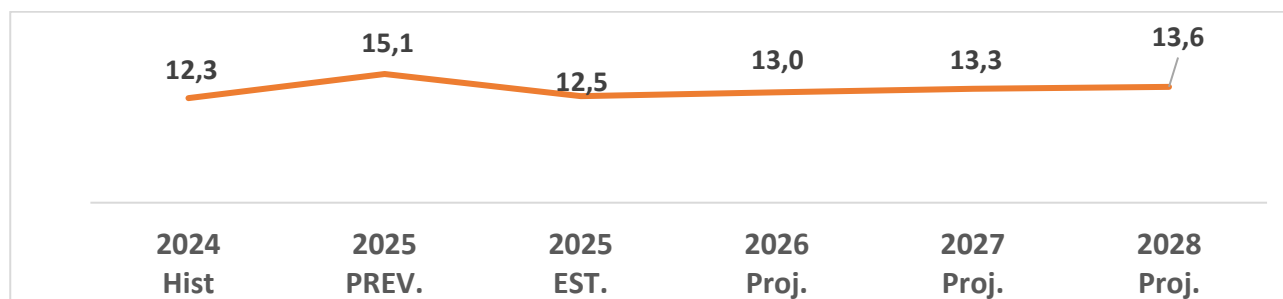
S'agissant des recettes minières, elles devraient se chiffrer à **47.233,1 milliards de FC** sur la période 2026-2028 et à **15.019,5 milliards de FC** en 2026.

Quant aux recettes de pétroliers producteurs, elles devraient se situer à **1.561,0 milliards de FC** sur la période 2026-2028 et à **516,1 milliards de FC** en 2026.

Outre les recettes domestiques, le financement des politiques publiques préconisées sur la période 2026-2028 serait couvert par les dons attendus des partenaires au développement estimés à **13.768,6 milliards de FC** sur la période.

En ce qui concerne les recettes des budgets annexes et des comptes spéciaux, elles se situeraient respectivement en moyenne à **1.031,2 milliards de FC** et à **4.719,7 milliards de FC** sur la période 2026-2028.

Graphique 10 : Historique et projections de la pression fiscale



Source : DGPPB/BUDGET sur base des données CPCM

Tableau 15.A : Evolution des recettes et des dons du Pouvoir central de 2026 à 2028 (en milliards de FC)

Pilier	2025		2025		2026		2027		2028		Total 2026-2028	Moyenne 2026 - 2028
	LF	% PIB	LFR	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB		
A. BUDGET GENERAL	41 041,9	19,2	38 889,4	16,2	39 404,5	14,7	44 837,7	14,9	50 597,0	14,9	134 839,2	44 946,4
RECETTES COURANTES	32 215,6	15,1	29 898,8	12,5	34 835,0	13,0	40 249,2	13,3	45 986,4	13,6	121 070,5	40 356,8
Recettes des douanes et accises	7 769,1	3,6	6 693,1	2,8	7 472,5	2,8	9 761,4	3,2	11 176,6	3,3	28 410,6	9 470,2
<i>dont minières</i>	<i>2 761,7</i>	<i>1,3</i>	<i>2 411,7</i>	<i>1,0</i>	<i>2 706,9</i>	<i>1,0</i>	<i>3 101,6</i>	<i>1,0</i>	<i>3 391,9</i>	<i>1,0</i>	<i>9 200,5</i>	<i>3 066,8</i>
Recettes des impôts	16 279,1	7,6	16 138,7	6,7	20 046,7	7,5	22 150,2	7,3	25 300,4	7,5	67 497,3	22 499,1
<i>dont minières</i>	<i>8 807,9</i>	<i>4,1</i>	<i>8 692,9</i>	<i>3,6</i>	<i>10 046,6</i>	<i>3,7</i>	<i>10 110,1</i>	<i>3,4</i>	<i>10 834,3</i>	<i>3,2</i>	<i>30 991,0</i>	<i>10 330,3</i>
Recettes non fiscales	7 437,2	3,5	6 483,8	2,7	6 799,8	2,5	7 818,6	2,6	8 983,2	2,7	23 601,6	7 867,2
<i>dont minières</i>	<i>2 544,3</i>	<i>1,2</i>	<i>2 939,4</i>	<i>1,2</i>	<i>2 266,0</i>	<i>0,8</i>	<i>2 359,3</i>	<i>0,8</i>	<i>2 416,4</i>	<i>0,7</i>	<i>7 041,7</i>	<i>2 347,2</i>
Recettes des pétroliers producteurs	730,2	0,3	583,1	0,2	516,1	0,2	518,9	0,2	526,0	0,2	1 561,0	520,3
DONS	8 826,3	4,1	8 990,7	3,8	4 569,4	1,7	4 588,6	1,5	4 610,6	1,4	13 768,6	4 589,5
Dons budgétaires	44,3	0,0	208,7	0,1	72,0	0,0	32,1	0,0	0,0	0,0	104,1	34,7
Dons projets	8 782,0	4,1	8 782,0	3,7	4 497,4	1,7	4 556,5	1,5	4 610,6	1,4	13 664,5	4 554,8
C. BUDGETS ANNEXES	903,0	0,4	903,0	0,4	962,3	0,4	1 029,6	0,3	1 101,7	0,3	3 093,6	1 031,2
D. COMPTES SPECIAUX	3 850,9	1,8	4 039,2	1,7	4 404,2	1,6	4 712,5	1,6	5 042,4	1,5	14 159,1	4 719,7
RECETTES POUVOIR CENTRAL	45 795,7	21,4	43 831,6	18,3	44 770,9	16,6	50 579,9	16,8	56 741,0	16,8	152 091,8	50 697,3

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Tableau 15.B : Evolution des recettes et des dons du Pouvoir central de 2026 à 2028 (en pourcentage)

Pilier	2025			2026			2027			2028		
	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes
A. BUDGET GENERAL	89,6	27,1	127,4	88,0	-4,0	113,1	88,6	13,8	111,4	89,2	12,8	110,0
RECETTES COURANTES	70,3	31,1	100,0	77,8	8,1	100,0	79,6	15,5	100,0	81,0	14,3	100,0
Recettes des douanes et accises	17,0	26,8	24,1	16,7	-3,8	21,5	19,3	30,6	24,3	19,7	14,5	24,3
Recettes des impôts	35,5	17,9	50,5	44,8	23,1	57,5	43,8	10,5	55,0	44,6	14,2	55,0
Recettes non fiscales	16,2	85,8	23,1	15,2	-8,6	19,5	15,5	15,0	19,4	15,8	14,9	19,5
Recettes des pétroliers producteurs	1,6	17,0	2,3	1,2	-29,3	1,5	1,0	0,6	1,3	0,9	1,4	1,1
DONS	19,3	14,2	27,4	10,2	-48,2	13,1	9,1	0,4	11,4	8,1	0,5	10,0
Dons budgétaires	0,1	-78,5	0,1	0,2	62,5	0,2	0,1	-55,5	0,1	0,0		0,0
Dons projets	19,2	16,8	27,3	10,0	-48,8	12,9	9,0	1,3	11,3	8,1	1,2	10,0
C. BUDGETS ANNEXES	2,0	25,3	2,8	2,1	6,6	2,8	2,0	7,0	2,6	1,9	7,0	2,4
D. COMPTES SPECIAUX	8,4	32,8	12,0	9,8	14,4	12,6	9,3	7,0	11,7	8,9	7,0	11,0
RECETTES POUVOIR CENTRAL	100,0	27,5	142,2	100,0	-2,2	128,5	100,0	13,0	125,7	100,0	12,2	123,4

Source : DGPPB, Ministère du Budget

IV.2.2 Evolution des recettes des Provinces (recettes propres et dons)

Les recettes totales des Provinces projetées pendant la période 2026-2028 devraient se situer à **27.474,1 milliards de FC** et à **8.652,2 milliards de FC** en 2026. Elles ont été projetées en équilibre avec les dépenses correspondantes.

Les recettes spécifiques et d'intérêt commun, telles que renseignées aux tableaux 16 ci-dessous, se situeraient respectivement à **13.113,8 milliards de FC** et **10.230,4 milliards de FC** sur la période 2026-2028, soit une moyenne annuelle respective de **4.371,3 milliards de FC** et **3.410,1 milliards de FC**.

Tableau 16.A : Evolution des recettes des provinces de 2026 à 2028 (en milliards de FC)

Pilier	2025	2026	2027	2028	Total 2026 - 2028	Moyenne 2026 - 2028
	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.		
A. BUDGET GENERAL	7 473,8	9 865,4	10 652,5	10 758,0	31 275,8	10 425,3
RECETTES COURANTES	6 563,4	8 663,7	9 355,0	9 447,6	27 466,4	9 155,5
Recettes spécifiques aux provinces	3 687,1	4 866,9	5 255,2	5 307,3	15 429,4	5 143,1
Recettes d'intérêt commun	2 876,4	3 796,8	4 099,7	4 140,4	12 036,9	4 012,3
AUTRES RECETTES	910,3	1 201,6	1 297,5	1 310,3	3 809,5	1 269,8
Recettes exceptionnelles	640,6	845,6	913,1	922,1	2 680,8	893,6
Recettes extérieures (Dons)	269,7	356,0	384,4	388,2	1 128,7	376,2
B. BUDGETS ANNEXES	251,4	331,9	360,6	357,2	1 049,7	349,9
RECETTES DE PROVINCES	7 725,2	10 197,2	11 013,1	11 115,1	32 325,5	10 775,2

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Tableau 16.B : Evolution des recettes des provinces de 2026 à 2028 (en pourcentage)

Pilier	2025			2026			2027			2028		
	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes
A. BUDGET GENERAL	96,7	35,1	113,9	96,7	12,0	113,9	96,7	8,2	113,9	96,8	1,2	113,9
RECETTES COURANTES	85,0	35,1	100,0	85,0	12,0	100,0	84,9	8,2	100,0	85,0	1,2	100,0
Recettes spécifiques aux provinces	47,7	36,3	56,2	47,7	12,0	56,2	47,7	8,2	56,2	47,7	1,2	56,2
Recettes d'intérêt commun	37,2	33,7	43,8	37,2	12,0	43,8	37,2	8,2	43,8	37,2	1,2	43,8
AUTRES RECETTES	11,8	34,6	13,9	11,8	12,0	13,9	11,8	8,2	13,9	11,8	1,2	13,9
Recettes exceptionnelles	8,3	33,7	9,8	8,3	12,0	9,8	8,3	8,2	9,8	8,3	1,2	9,8
Recettes extérieures (Dons)	3,5	36,9	4,1	3,5	12,0	4,1	3,5	8,2	4,1	3,5	1,2	4,1
B. BUDGETS ANNEXES	3,3	36,9	3,8	3,3	12,0	3,8	3,3	8,8	3,9	3,2	-0,8	3,8
RECETTES DE PROVINCES	100,0	35,1	117,7	100,0	12,0	117,7	100,0	8,2	117,7	100,0	1,1	117,6

Source : DGPPB, Ministère du Budget

IV.2.3 Evolution des recettes des Entités Territoriales Décentralisées (recettes courantes)

Projetées en équilibre avec les dépenses correspondantes, les recettes des ETD constituées des recettes spécifiques, se situeraient à **1.358,3 milliards de FC** pendant la période 2026-2028, soit une moyenne de **452,8 milliards de FC**, comme l'indique le tableau 17 ci-dessous.

Tableau 17 : Evolution des recettes des ETD de 2026 à 2028 (en milliards de FC)

Pilier	2025	2026	2027	2028	Total 2026 - 2028	Moyenne 2026 - 2028
	<i>Projection</i>	<i>Projection</i>	<i>Projection</i>	<i>Projection</i>		
A. BUDGET GENERAL	361,1	422,5	452,1	483,7	1 358,3	452,8
RECETTES COURANTES	361,1	422,5	452,1	483,7	1 358,3	452,8
Recettes spécifiques aux ETD	361,1	422,5	452,1	483,7	1 358,3	452,8
RECETTES DES ETD	361,1	422,5	452,1	483,7	1 358,3	452,8

Source : DGPPB, Ministère du Budget

IV.3 Evolution du solde budgétaire et de son financement

La Programmation budgétaire 2026-2028 indique un solde nul pour les opérations financières des provinces, Etds, Budgets annexes et Comptes spéciaux. Pour le pouvoir central, l'évolution des recettes domestiques et des dépenses de 2026 à 2028 dégage un solde global négatif de **11.971,5 milliards de FC** l'an. Le solde budgétaire intérieur se situerait à **-2.479,6 milliards de FC** l'an.

Le financement de ce solde sur la période serait assuré par les emprunts (projets et programmes) à hauteur de **12.961,2 milliards de FC** l'an, à lever auprès des partenaires multi et bilatéraux et par l'émission des titres publics dans le cadre des obligations du trésor à hauteur de **1.530,4 milliards de FC** l'an. L'amortissement de la dette extérieure se situerait à **-720,0 milliards de FC** l'an et celui de la dette intérieure se situerait à **-1.800,0 milliards de FC** l'an. Le tableau ci-dessous renseigne sur les détails de différents soldes et leurs financements.

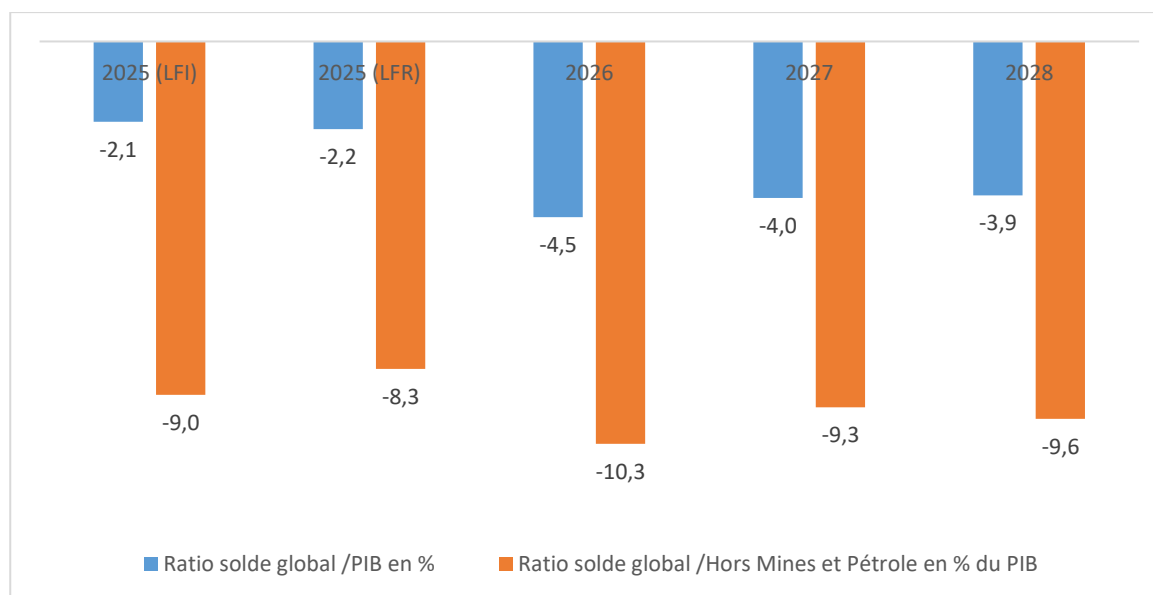
Tableau 18 : Evolution du solde et du financement de 2026 à 2028 (En milliards de FC, sauf indication contraire)

Rubrique	2025 (LF)	2025 (LFR)	2026	2027	2028
Recettes et dons	41 041,9	38 889,4	39 404,5	44 837,7	50 597,0
Recettes courantes	32 215,6	29 898,8	34 835,0	40 249,2	45 986,4
Dons	8 826,3	8 990,7	4 569,4	4 588,6	4 610,6
<i>Budgétaires</i>	44,3	208,7	72,0	32,1	0,0
<i>Projets</i>	8 782,0	8 782,0	4 497,4	4 556,5	4 610,6
Dépenses	58 259,8	57 268,5	67 424,4	74 079,4	80 186,4
Dépenses courantes	21 267,1	21 457,7	26 371,6	29 224,7	32 548,7
Rémunération	10 132,5	11 478,7	12 800,0	14 100,0	15 991,9
Frais financiers	331,4	1 175,4	1 220,9	1 474,4	1 722,0
<i>Intérieures</i>	222,1	1 012,4	968,4	1 069,3	1 175,9
<i>Extérieures</i>	109,3	163,0	252,6	405,0	546,1
Biens, mat et prestations	5 104,5	5 230,3	6 540,6	6 973,9	7 462,0
Transferts et subventions	5 698,8	3 573,2	5 810,2	6 676,4	7 372,8
Dépenses exceptionnelles	1 492,9	5 810,0	5 963,9	2 985,7	3 314,7
Dépenses en capital	22 659,6	16 972,3	19 102,7	24 661,8	26 580,1
<i>Sur ressources propres</i>	10 523,3	4 836,0	5 739,9	10 976,6	12 732,3
<i>Sur ressources extérieures</i>	12 136,3	12 136,3	13 362,8	13 685,3	13 847,8
Solde global	-4 377,8	-5 350,6	-12 033,7	-12 034,4	-11 846,5
Solde global /Hors Mines	-18 491,7	-19 394,6	-27 053,2	-27 605,5	-28 489,1
Solde global /Hors Mines et Pétrole	-19 221,9	-19 977,8	-27 569,3	-28 124,4	-29 015,2
Solde intérieur	-958,5	-2 042,0	-2 842,8	-2 532,7	-2 063,2
Solde intérieur /Hors Mines	-15 072,4	-16 086,0	-17 862,3	-18 103,8	-18 705,9
Solde intérieur /Hors Mines et Pétrole	-15 802,6	-16 669,1	-18 378,3	-18 622,7	-19 231,9
Financement	4 377,8	5 291,5	12 033,7	12 034,4	11 846,5
<i>Obligation du Trésor</i>	926,3	690,0	1 511,1	1 530,9	1 549,1
<i>Emprunts (Programme et Projets)</i>	4 831,5	6 111,1	12 738,5	13 018,3	13 126,8
<i>Amortissement de la dette ext</i>	-400,4	-505,0	-615,9	-714,8	-829,4
<i>Amortissement de la dette Intér</i>	-979,6	-1 004,6	-1 600,0	-1 800,0	-2 000,0
Gap de financement à rechercher	0,0	-59,1	0,0	0,0	0,0
<i>Ratio solde global /PIB en %</i>	-2,1	-2,2	-4,5	-4,0	-3,9
<i>Ratio solde global /Hors Mines PIB en %</i>	-8,7	-8,1	-10,1	-9,1	-9,4
<i>Ratio solde global /Hors Mines et Pétrole en % du PIB</i>	-9,0	-8,3	-10,3	-9,3	-9,6
<i>Ratio Solde intérieur /PIB en %</i>	-0,4	-0,9	-1,1	-0,8	-0,7
<i>Ratio Solde intérieur /Hors Mines PIB en % du PIB</i>	-7,1	-6,7	-6,6	-6,0	-6,2
<i>Ratio Solde intérieur /Hors Mines PIB et Pétrole en % du PIB</i>	-7,4	-7,0	-6,8	-6,2	-6,4

Source : DGPPB / Ministère du Budget

S'agissant particulièrement du solde budgétaire global hors ressources naturelles (Mines et pétrole), il se situerait à **-28.236,3 milliards de FC** l'an, soit **-9,7%** du PIB. En 2026, il devrait se chiffrer à **-27.569,3 milliards de FC**, soit **-10,3%** du PIB projeté en 2026.

Graphique 11 : Soldes budgétaires en % du PIB de 2026 à 2028



Source : DGPPB

L'analyse du solde budgétaire hors ressources naturelles revêt une importance capitale dans la programmation budgétaire. En effet, le modèle économique de notre pays est axé sur les ressources naturelles qui portent la croissance et contribuent significativement dans la mobilisation des recettes domestiques dont la part est estimée à autour de **40%**.

Au cours des quinze dernières années, la croissance économique de la RDC a connu trois chocs majeurs dont deux sont tributaires du comportement du reste du monde par rapport aux produits miniers : (i) les effets de la crise financière internationale de 2008/2009 dans un contexte de la baisse de la demande des produits miniers et (ii) la baisse des cours des produits miniers et pétroliers en 2016.

Ces chocs exogènes ont creusé l'activité économique et ont amenuisé les recettes domestiques conduisant même à une loi de finances rectificative en 2016. Ceci démontrant à suffisance combien la stabilité macro-économique du pays est vulnérable aux chocs économiques internationaux, des bases sur un nouveau modèle économique orienté notamment vers la diversification de l'économie ont été clairement posées à partir de 2019 par le gouvernement.

Dans l'entre-temps, partant des recommandations du FMI, des réflexions ont été lancées par le Ministère du Budget (DGPPB) sur comment inclure le solde budgétaire hors mines dans la documentation budgétaire, particulièrement dans le Cadre budgétaire à moyen terme.

Ce solde budgétaire devrait être une boussole de la gestion macro-budgétaire future pour garantir la mise en œuvre sans faille des politiques publiques, en cas de choc majeur sur les produits miniers ou de l'épuisement de ces derniers.

Particulièrement pour la période 2026-2028, le Cadre budgétaire a indiqué le solde budgétaire hors mines et pétrole, partant d'une projection des recettes minières et pétrolières se basant sur leurs élasticités, la production et le cours des produits miniers et pétroliers. Ce solde est **-27.569,3 milliards de FC (-10,3% du PIB)** en 2026.

Ce niveau de solde reflète le déficit global que les finances du pays accuseraient à l'épuisement des minerais du pays, ou à l'extrême lorsque le reste du monde se serait désintéressé pour une raison ou une autre à l'importation des produits miniers du pays.

Cela va impliquer un endettement à hauteur de ce solde, en l'occurrence **27.569,3 milliards de FC** contre **12.033,7 milliards de FC** actuellement pour le cas de 2026. Si le pays veut poursuivre sa politique d'endettement prudente pour ne pas augmenter le stock de la dette, maintenir son niveau de surendettement modéré et rester solvable, des coupes devront être opérées sur les dépenses à hauteur d'un peu plus de **14 milliards de FC** (si l'on veut rester dans les limites acceptables du solde, tout au plus **3%** du PIB). Ce qui risquerait de mettre à mal la résolution de certains défis de développement du pays et compromettre les cadres de planification et l'action du gouvernement, face à une capacité de mobilisation des recettes domestiques autour de **14%** du PIB.

Il convient de relever à ce sujet que certaines dépenses ont des implications socio-économiques et politiques de haute portée, notamment celles liées à la réunification du pays, au rétablissement de la paix, aux élections, à la protection sociale et celles visant l'équité dans l'accès des populations aux services publics.

De ce fait, il devient impérieux que les nouveaux instruments et un comportement différent dans la gestion des finances publiques soient insufflés dès maintenant pour garantir la soutenabilité de la politique budgétaire dans l'avenir.

Les nouveaux instruments de gestion budgétaire et financière devront permettre au gouvernement de gérer « l'après mines » de manière à continuer d'assurer sans faille ses objectifs de développement.

A cet effet, trois instruments sont proposés et sont en discussion, il s'agit de : (i) l'adoption d'une politique contracyclique, (ii) la création d'un fonds de stabilisation et (iii) la définition des règles sur certaines dépenses.

En ce qui concerne l'adoption d'une politique budgétaire contracyclique, plusieurs auteurs ont évoqué l'adoption d'une politique budgétaire procyclique par les pays d'Afrique, surtout ceux riches en ressources naturelles. Ces pays optent pour l'augmentation des dépenses au moment où la conjoncture économique est favorable et pour leur baisse dans les phases de récession. Ce qui est le cas de la RDC.

Une étude de l'analyse de la cyclicité de la politique budgétaire en RDC¹ a indiqué que la production a été au-dessus de son potentiel entre 2006 et 2008, entre 2024 et 2016 et en 2022. Et au cours de cette période, l'étude précise que la politique budgétaire a été procyclique, ce qui a conduit à une forte augmentation de dépenses, et le solde budgétaire corrigé des variations cycliques a atteint **8%** du PIB entre 2006 et 2008 et **5%** du PIB entre 2014 et 2016.

L'évitement d'une politique pro-cyclique (au profit d'une politique contra-cyclique) et d'une politique expansionniste est un facteur de gestion budgétaire prudentielle dans un contexte de volatilité des cours miniers. Pour ce faire, la discipline budgétaire devra être renforcée.

S'agissant de la création d'un fonds de stabilisation, corolairement à l'adoption d'une politique contra-cyclique, les recettes excédentaires résultants de l'embellie des cours des produits miniers pourraient être placées dans un compte séquestre et servir à financer les dépenses prioritaires en cas de baisse de l'activité (minière). Les modalités de création et de fonctionnement de ce fonds devront faire l'objet des discussions au sein du Gouvernement.

¹ Lukwasa Ndembe D. (2023). *Défis de développement, gouvernance politique et orientation de la politique budgétaire, Cas de la RDC*, Revue Française d'Economie et de Gestion, Vol.4, numéro 7, pp 426-445, Paris, France.

Pour ce qui est de la définition des règles budgétaires, celle-ci s'avère importante pour renforcer la rationalisation des dépenses publiques. La programmation budgétaire 2026-2028 maintien le ratio des dépenses de rémunération à tout au plus **5%** du PIB dans le cadre des règles budgétaires. Il en est de même de la mesure de réduction du train de vie des institutions et ministères, en vue de dégager des marges pour le financement des investissements.

IV.4 Allocations sectorielles 2026-2028

Le CDMT central 2026-2028 qui effectue les allocations des ressources aux différents secteurs du Pouvoir Central est repris en annexe III. Ces allocations ont servi de boucler les projets annuels de performance de l'exercice 2026.

IV.5 Allocations par grande fonction

Les allocations budgétaires par grande fonction sont renseignées dans le tableau 19 ci-dessous.

Tableau 19 : Allocations 2026-2028 par Grande fonction

Code Fonct.	Fonction	2026	% PIB	2027	% PIB	2028	% PIB
1	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	15 179	5,6	15 999	5,3	16 941	5,0
2	DEFENSE	7 930	2,9	8 358	2,8	8 809	2,6
3	ORDRE ET SECURITE PUBLICS	3 967	1,5	4 181	1,4	4 407	1,3
4	AFFAIRES ECONOMIQUES	11 972	4,5	13 254	4,4	14 770	4,4
5	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	474	0,2	699	0,2	737	0,2
6	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	337	0,1	855	0,3	1 701	0,5
7	SANTE	5 579	2,1	6 380	2,1	7 225	2,1
8	RELIGION, CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	493	0,2	520	0,2	548	0,2
9	ENSEIGNEMENT	6 657	2,5	7 517	2,5	8 423	2,5
10	PROTECTION SOCIALE	1 066	0,4	1 623	0,5	1 711	0,5
Total		53 654	20,0	59 387	19,7	65 273	19,3

Source : Ministère du Budget/DGPPB

V. COMPARAISON CBMT 2026-2028 ET CBMT 2025-2027

V.1 Rappel du Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2025-2027

La programmation budgétaire 2025-2027 reposait sur le cadrage macroéconomique en fonction de la production à fin juin 2024 qui situait l'activité économique à **5,7%** en 2026, à **6,5%** en 2027 et à **6,9%** en 2028. Elle reposait également sur le Programme d'Actions du Gouvernement 2024-2028, adossé au Plan National Stratégique de Développement 2024-2028.

Le cadrage budgétaire 2025-2027 situait les recettes courantes à **14,7%** du PIB en moyenne et dégageait un solde négatif global de **16.002,6 milliards de FC** imputable au Pouvoir Central.

Ce solde représentait **2,4%** du PIB en 2026 et en 2027 comme l'indique le tableau 20 ci-dessous :

Tableau 20 a : CBMT 2025-2027 (dépenses pouvoir central, en milliards de FC)

NATURE	2023	2024		2025	2026	2027	CUMUL 2025-2027	Moyenne 2025-2027
	LF	LF	APLFR	Proj.	Proj.	Proj.		
Budget Général (Hors dettes)	29 292,8	36 219,4	39 057,3	43 701,5	46 501,9	49 240,2	139 443,6	46 481,2
Dépenses courantes	16 450,2	16 824,4	17 590,1	20 288,9	22 148,9	24 152,4	66 590,1	22 196,7
Rémunérations	7 130,0	8 125,0	8 125,0	9 609,5	9 900,0	10 900,0	30 409,5	10 136,5
Biens, mat et Prestations (Fonct)	4 112,6	4 057,0	4 126,0	4 844,4	5 291,1	5 669,0	15 804,5	5 268,2
Transferts et interventions de l'Etat	4 577,0	4 422,2	4 637,3	5 503,6	6 090,6	6 556,0	18 150,2	6 050,1
Frais financiers	630,6	220,2	701,7	331,4	867,2	1 027,3	2 225,9	742,0
Intérieurs	449,9	132,2	606,6	222,1	574,3	639,4	1 435,8	478,6
Extérieurs	180,7	87,9	95,1	109,3	292,9	387,9	790,1	263,4
Dépenses en capital	11 618,5	18 575,0	20 338,1	21 964,7	22 954,4	23 777,9	68 696,9	22 899,0
Sur ressources propres	6 659,2	7 128,7	8 891,8	9 828,4	11 297,4	13 238,1	34 363,9	11 454,6
Sur ressources extérieures	4 959,4	11 446,4	11 446,4	12 136,3	11 657,0	10 539,8	34 333,1	11 444,4
Dépenses exceptionnelles	1 224,0	820,0	1 129,1	1 447,9	1 398,7	1 310,0	4 156,6	1 385,5
Sur ressources propres	1 224,0	820,0	1 129,1	1 447,9	1 398,7	1 310,0	4 156,6	1 385,5
Sur ressources extérieures	-	-	-	-	-	-	-	-
Budgets annexes	541,9	720,4	720,4	789,0	915,1	979,1	2 683,2	894,4
Comptes Spéciaux	1 615,2	2 899,3	2 899,3	3 680,8	3 892,6	4 165,1	11 738,5	3 912,8
Dépenses totales du pouvoir central (Hors dettes)	31 449,9	39 839,2	42 677,0	48 171,3	51 309,5	54 384,4	153 865,3	51 288,4

Source : CBMT 2025-2027

Tableau 20 b : CBMT 2025-2027 (recettes pouvoir central, en milliards de FC)

Pilier	2023	2024	2025	2026	2027	Total 2025-2027	Moyenne 2025 - 2027
	Hist.	LF	Proj.	Proj.	Proj.		
A. BUDGET GENERAL	24 557,4	32 290,8	39 619,2	40 701,9	43 120,1	123 441,1	41 147,0
RECETTES COURANTES	22 486,5	24 565,2	30 792,9	34 996,0	38 678,6	104 467,5	34 822,5
Recettes des douanes et accises	4 949,5	6 126,1	7 539,0	8 917,4	9 916,2	26 372,6	8 790,9
dont minières	1 008,9	1 295,7	2 690,8	2 987,8	3 414,0	9 092,6	3 030,9
Recettes des impôts	13 389,6	13 812,4	15 659,1	17 402,2	19 242,4	52 303,7	17 434,6
dont minières	8 524,3	7 541,6	8 807,9	9 738,1	10 787,5	29 333,4	9 777,8
Recettes non fiscales	3 532,0	4 002,6	6 905,7	7 889,4	8 712,0	23 507,1	7 835,7
dont minières	1 696,1	1 680,9	2 392,9	2 916,4	3 397,5	8 706,8	2 902,3
Recettes des pétroliers producteurs	615,4	624,1	689,0	787,1	808,0	2 284,1	761,4
DONS	2 070,9	7 725,5	8 826,3	5 705,8	4 441,5	18 973,6	6 324,5
Dons budgétaires	1 038,5	206,1	44,3	0,0	0,0	44,3	14,8
Dons projets	1 032,4	7 519,4	8 782,0	5 705,8	4 441,5	18 929,3	6 309,8
C. BUDGETS ANNEXES	541,9	720,4	789,0	915,1	979,1	2 683,2	894,4
D. COMPTES SPECIAUX	1 615,2	2 899,3	3 680,8	3 892,6	4 165,1	11 738,5	3 912,8
RECETTES POUVOIR CENTRAL	26 714,6	35 910,5	44 089,0	45 509,5	48 264,2	137 862,7	45 954,2

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Tableau 20 c : CBMT 2025-2027 (Soldes pouvoir central, en milliards de FC, sauf indication contraire)

	2023	2024			2025	2026	2027	CUMUL
	LF	LF	APLFR	Proj.	Proj.	Proj.		2025-2027
Solde Global	- 4 735,3	- 3 928,7	- 6 018,3	- 4 082,4	- 5 800,0	- 6 120,2	-	16 002,6
Solde Global Hors Mines	- 15 964,6	- 14 446,9	- 18 285,5	- 18 931,2	- 22 413,5	- 24 703,1	-	66 047,7
Solde Budgétaire intérieur	- 1 666,2	- 119,9	- 2 042,5	- 663,1	444,0	366,0	-	147,0
Solde Budgétaire hors mines	- 12 895,4	- 10 638,2	- 14 309,7	- 15 511,9	- 16 169,5	- 18 216,9	-	49 898,2
Solde primaire	- 4 104,7	- 3 708,5	- 5 316,6	- 3 751,0	- 4 932,8	- 5 092,8	-	13 776,7
Solde primaire hors mines	- 15 333,9	- 14 226,8	- 17 583,8	- 18 599,8	- 21 546,3	- 23 675,8	-	63 821,8
Financement	4 735,3	3 928,7	6 018,3	4 082,4	5 795,0	6 114,8	-	15 992,2
Contrat chinois-SICOMIN	-	-	840,8	-	-	-	-	-
Produits des emprunts intérieurs	300,0	881,4	881,4	926,3	950,9	1 204,8	-	3 081,9
Emprunts programmes	1 104,8	267,2	2 102,1	1 477,2	1 256,7	1 256,7	-	3 990,6
Emprunts projets	3 926,9	3 926,9	3 926,9	3 354,3	5 951,2	6 098,3	-	15 403,8
Allocations DTS	410,5	-	-	-	-	-	-	-
Amortissement de la dette extérieure	- 688,4	- 442,7	- 481,8	- 400,4	- 908,7	- 970,0	-	2 279,2
Dette intérieure	- 318,5	- 704,1	- 1 251,2	- 1 275,0	- 1 455,0	- 1 475,0	-	4 205,0
Gap à rechercher	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	5,4	-	10,4
Solde Global (en % du PIB)	- 3,1	- 2,2	- 3,0	- 1,9	- 2,4	- 2,4	-	6,7
Solde Global Hors Mines(en % du PIB)	- 10,5	- 8,1	- 9,1	- 8,9	- 9,3	- 9,6	-	27,8
Solde Budgétaire intérieur (en % du PIB)	- 1,1	- 0,1	- 1,0	- 0,3	0,2	0,1	-	0,0
Solde Budgétaire hors mines (en % du PIB)	- 8,5	- 5,9	- 7,1	- 7,3	- 6,7	- 7,1	-	21,1
Solde primaire (en % du PIB)	- 2,7	- 2,1	- 2,6	- 1,8	- 2,1	- 2,0	-	5,8
Solde primaire hors mines(en % du PIB)	- 10,1	- 7,9	- 8,7	- 8,7	- 9,0	- 9,2	-	26,9
Pour mémoire PIB (en milliards de FC)	151 553,40	179 338,30	201 905,16	213 544,37	240 013,06	257 814,66	-	

Source : CBMT 2025-2027

V.2 Analyse des écarts CBMT 2025-2027/2026-2028

L'analyse comparative du CBMT 2025-2027 et du CBMT 2026-2028 porte essentiellement sur leurs projections de 2026 et de 2027.

Le cadre macroéconomique qui sous-tend la programmation budgétaire 2026-2028 situe l'activité économique à **5,4%** en moyenne, alors que la programmation budgétaire 2025-2027 était postulée sur base d'une activité économique de **6,4%** l'an, soit une régression de **1** point de pourcentage.

5.1. Analyse des recettes

Le tableau 21 ci-dessous renseigne sur les écarts entre les projections des recettes des années 2026 et 2027 contenues respectivement dans le CBMT 2025-2027 et dans le CBMT 2026-2028.

S'agissant particulièrement du Pouvoir Central, il en ressort que les recettes courantes projetées pour 2026 dans la programmation budgétaire 2026-2028 accusent une régression de **0,5%** par rapport à celle de la même année de la programmation précédente. Pour 2027, elles accusent un accroissement de **4,1%**.

Tableau 21 : Ecart recettes entre le CBMT 2025-2027 et le CBMT 2026-2028
(en milliards de FC)

N°	Rubrique	2026 (CBMT 2025- 2027)	2026 (CBMT 2026- 2028)	Var	2027 (CBMT 2025- 2027)	2027 (CBMT 2026- 2028)	Var
I.	RECETTES						
A.	RECETTES POUVOIR CENTRAL	45 509,5	44 491,1	-2,2	48 264,3	50 280,4	4,2
	BUDGET GENERAL	40 701,9	39 404,5	-3,2	43 120,1	44 837,7	4,0
	Recettes et dons	40 701,9	39 404,5	-3,2	43 120,1	44 837,7	4,0
	Recettes internes	34 996,0	34 835,0	-0,5	38 678,6	40 249,2	4,1
	Recettes courantes	34 996,0	34 835,0	-0,5	38 678,6	40 249,2	4,1
	Dons	5 705,8	4 569,4	-19,9	4 441,5	4 588,6	3,3
	Budgétaires		72,0		0,0	32,1	
	Projets	5 705,8	4 497,4	-21,2	4 441,5	4 556,5	2,6
	BUDGETS ANNEXES	915,1	966,2	5,6	979,1	1 033,9	5,6
	COMPTES SPECIAUX	3 892,6	4 120,4	5,9	4 165,1	4 408,8	5,9
B.	PROVINCES	9 277,2	8 652,2	-6,7	10 028,6	9 359,9	-6,7
C.	ETDS	432,1	422,5	-2,2	467,1	452,1	-3,2
	TOTAL (1) RECETTES PROPRES	49 512,9	48 996,4	-1,0	54 318,4	55 503,8	2,2
	TOTAL (2) PROPRES ET DONS	55 218,7	53 565,8	-3,0	58 759,9	60 092,4	2,3

Source : Ministère du Budget, DGPPB (CBMT 2025-2027 et CBMT 2026-2028)

5.2. Analyse des dépenses

L'analyse des dépenses du CBMT 2026-2028 et du CBMT 2025-2027 est reprise dans le tableau 22 ci-dessous. En ce qui concerne particulièrement les dépenses courantes du Pouvoir Central, celle-ci indique que les dépenses projetées pour 2026 dans le CBMT 2026-2028 accusent un accroissement **23,9%** par rapport à celles de la même année, projetées dans le CBMT 2025-2027. Pour 2027, cet accroissement est de **26,4%**.

Tableau 22 : Ecart dépenses entre le CBMT 2025-2027 et le CBMT 2026-2028
(en milliards de FC)

N°	Rubrique	2026 (CBMT 2025- 2027)	2026 (CBMT 2026- 2028)	Var	2027 (CBMT 2025- 2027)	2027 (CBMT 2026- 2028)	Var
	DEPENSES						
A.	DEPENSES POUVOIR CENTRAL (HORS DETTE EXTERIEURE)	50 442,3	56 524,8	12,1	53 357,1	62 314,8	16,8
	BUDGET GENERAL	45 634,7	51 438,2	12,7	48 212,9	56 872,2	18,0
	Dépenses courantes	21 281,6	26 371,6	23,9	23 125,1	29 224,7	26,4
	Dépenses exceptionnelles	1 398,7	5 963,9	326,4	1 310,0	2 985,7	127,9
	Dépenses en capital	22 954,4	19 102,7	-16,8	23 777,9	24 661,8	3,7
	sur ressources propres	11 297,4	5 739,9	-49,2	13 238,1	10 976,6	-17,1
	sur ressources extér	11 657,0	13 362,8	14,6	10 539,8	13 685,3	29,8
	BUDGETS ANNEXES	915,1	966,2	5,6	979,1	1 033,9	5,6
	COMPTES SPECIAUX	3 892,6	4 120,4	5,9	4 165,1	4 408,8	5,9
B.	PROVINCES	9 277,2	8 652,2	-6,7	10 028,6	9 359,9	-6,7
C.	ETDS	432,1	422,5	-2,2	467,1	452,1	-3,2
	TOTAL	60 151,5	65 599,5	9,1	63 852,8	72 126,8	13,0

Source : Ministère du Budget, DGPPB (CBMT 2025-2027 et CBMT 2026-2028)

VI. LES RISQUES BUDGETAIRES

La programmation budgétaire déclinée dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2026-2028 peut être perturbée, tant en recettes qu'en dépenses, du fait de la survenance de certains événements aléatoires. Ces événements (facteurs) peuvent être d'origine externe ou interne au pays et nécessitent une analyse afin de mettre la programmation budgétaire 2026-2028 à l'abri des chocs éventuels qu'ils pourraient causer.

En effet, la survenance de ces risques peut entraîner notamment une pression sur certaines dépenses, une augmentation du stock de la dette publique, des difficultés de refinancement et une baisse des recettes fiscales et douanières.

L'analyse des risques budgétaires avec leur probabilité d'occurrence et les mesures de leur atténuation est reprise dans la Déclaration sur les Risques Budgétaires 2026-2028.

Toutefois, le tableau 23 ci-dessous en fait un résumé.

Tableau 23 : Résumé des risques budgétaires 2026-2028

Risques	Probabilité d'occurrence			
	Faible	Moyen	Elevé	
RISQUES MACROECONOMIQUES				
Risque lié à la baisse du taux de croissance économique				Politique de diversification de l'économie via : • La création de la valeur ajoutée aux activités minières en cours d'exploitation à travers la transformation des produits de base avant leur exportation ; • La mécanisation et l'industrialisation de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage ; • la promotion de l'agroforesterie ; • Le raffinage des hydrocarbures (pétrole, gaz naturel, etc.) ; • La création, la réhabilitation et la sécurisation des sites touristiques.
Risque lié à la baisse des cours mondiaux des principaux produits miniers et du pétrole brut				• A court terme, il est envisagé appliquer une politique budgétaire contracyclique (c.à.d. éviter d'augmenter les dépenses au même rythme que la hausse des recettes courantes), afin de mieux tirer profit des booms des cours des matières premières. • A moyen et long termes, la diversification de l'économie est préconisée face à la volatilité des cours de principaux produits miniers et du pétrole brut exportés par la RDC, en vue de juguler les effets de la baisse de ces cours sur les recettes publiques et de renforcer la résilience de l'économie congolaise face aux chocs exogènes.
Risque lié à la hausse du prix du baril				• Poursuivre la politique de la diversification de l'économie, notamment par la promotion des énergies renouvelables, la mise en place des entreprises de raffinage du pétrole brut ainsi que la diversification des sources d'énergie en vue de favoriser la création de la chaîne des valeurs ; • la réduction progressive des subventions énergétiques inefficaces et la mise en place des transferts sociaux ciblés, permettant de compenser la libéralisation des prix pour les populations les plus pauvres ; • la mise en place de politiques budgétaires prudentes pour maintenir la stabilité financière et réduire la dépendance à l'égard du pétrole ; • l'évaluation permanente des bénéfices et coûts de la subvention pétrolière et la communication régulière sur le sujet ; • l'adoption d'un mécanisme de tarification automatique, avec un plafond tributaire des cours internationaux et des variations des taux de change.

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
RISQUES MACROECONOMIQUES				
Risque lié à l'interruption de la production dans les usines chinoises				- Renforcer l'intégration régionale pour compenser la taille modeste des marchés nationaux ; - Accélérer la mise en œuvre des réformes visant à réduire le taux d'informalité de l'économie congolaise ; - Poursuivre l'amélioration du climat des affaires ; - Développer les activités locales de transformation des ressources naturelles.
Risque lié à la poursuite de laguerre russo- ukrainienne				- Renforcer la résilience de l'économie en termes d'accélération de sa diversification et de développement de son industrie agroalimentaire ; - Apurer les arriérés des pétroliers producteurs ; - Accélérer le processus de l'exploitation des blocs pétroliers et gaziers ainsi que leurs transformations (raffinage) au niveau national.
RISQUES LIES A LA DETTE PUBLIQUE				
Risque de refinancement				Allongement progressif de la maturité des instruments intérieurs en recourant plus aux Bons du Trésor de plus six mois et aux Obligations du Trésor à remboursement in fine.
Risque de taux d'intérêt				Poursuite de la préférence à l'endettement aux taux d'intérêts fixes par rapport à celui aux taux variables.
Risque de change				- Développement du marché domestique des titres publics par le recours aux instruments de financement intérieur du déficit ; - Recours aux prêts concessionnels libellés en dollars.
RISQUES LIÉS AUX ENTITÉS DU SECTEUR PUBLIC AUTRES QUE L'ÉTAT				
Risques liés aux entreprises publiques				- l'assainissement des charges d'exploitation notamment celles liées aux charges du personnel et aux conventions collectives ; - le renforcement du contrôle, suivi et audit externe des entreprises publiques via la Cour des Comptes, le Ministères du Portefeuille, le Ministère des Finances et l'IGF ; - le parachèvement du processus de la réforme des entreprises publiques dans son volet comptable et financier ; - l'amélioration du mode de désignation des mandataires actifs ou passifs ; - la finalisation du processus de règlement des dettes croisées ; - l'élaboration de la stratégie sectorielle ou la stratégie de l'Etat-actionnaire

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
Risques liés aux Partenariats Publics – Privés				- la finalisation du processus de recensement des projets de PPP ; - l'amélioration de la préparation et la structuration des projets de PPP ; - la publication des contrats PPP afin de permettre leur analyse et la prise en compte de leur impact financier sur le budget de l'Etat ; - la nécessité de conclusion des contrats PPP qui préservent les finances publiques et le renforcement des capacités des acteurs de PPP notamment dans l'analyse des risques budgétaires ; - la dotation des structures impliquées dans l'analyse des risques budgétaires liés au PPP, des instruments et/ou logiciels d'analyse des risques appropriés.
RISQUES FINANCIERS LIES AU SECTEUR BANCAIRE				
Risque lié à la baisse du crédit à l'économie				- Promouvoir les politiques publiques susceptibles de stimuler l'octroi du crédit aux ménages et aux entreprises ; - Encourager la concurrence bancaire en facilitant l'entrée de nouveaux acteurs ; - Promouvoir l'amélioration de la qualité du cadre réglementaire du secteur bancaire.
Risque de crédits				Encourager la mise en œuvre permanente des normes prudentielles de gestion du système bancaire.
Risque de liquidité				
Risque systémique				

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
AUTRES RISQUES SPECIFIQUES				
Risque lié aux catastrophes naturelles et autres calamités				• Renforcer les cadres institutionnels de la réduction des risques de catastrophes naturelles ; • Renforcer les capacités managériales et opérationnelles des Ministères impliqués en matière de réduction des risques de catastrophes et adaptation au changement climatique en fournissant des moyens humains, techniques et financiers nécessaires ; • Améliorer les connaissances techniques et pratiques d'identification et d'évaluation des risques, des vulnérabilités et des capacités et l'élaboration des guides de procédure ; • Elaborer la cartographie des zones à risque dans toutes les provinces de la RDC ; • Susciter les donateurs et autres partenaires dont les appuis financiers ou matériels sont indispensables à l'exécution de la réponse humanitaire ; • Allouer des dotations budgétaires spécifiques aux ministères concernés pour la prise en charge des catastrophes naturelles et calamités ; • Constituer une réserve de contingence pour faire face aux sinistres et chocs majeurs ; • Mettre en œuvre une assurance agricole via le PNDA ; • Renforcer la résilience climatique en mobilisant des instruments financiers pré-accordés et en exécutant le prêt REPAIR ; • Intégrer la budgétisation sensible au climat dans la planification des investissements publics à partir de 2026.
Risques sanitaires				• Conception, élaboration et mise en œuvre des politiques, stratégies, normes et directives relatives à la surveillance épidémiologique ainsi qu'à l'hygiène et à la salubrité publique ; • Opérationnalisation des COUSP (Centres d'Opérations d'Urgences en Santé Publique) pour assurer les interventions rapides en cas de survenance des épidémies ; • Assurance de la biosécurité et de la bio sûreté, de l'hémovigilance, ainsi que des normes analytiques des boissons et des denrées alimentaires et autres analyses toxicologiques ; • Renforcement de l'hygiène-salubrité publique et le contrôle sanitaire aux frontières des maladies chroniques transmissibles et non transmissibles ; • Poursuite ou intensification de la politique de la gratuité des soins des femmes enceintes, accouchements et nouveau nés.

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
Risques sécuritaires				- Promotion du dialogue social avec les communautés en conflit ; - Implication davantage des autorités coutumières et des communautés locales des zones concernées par le processus de pacification ; - Organisation des élections locales (ETD) ; - Recours aux instruments de justice transitionnelle pour bâtir le chemin de la réconciliation nationale et de la paix ; - Mise en œuvre des engagements de pacification régionaux et sous- régionaux.
Risques politiques				Renforcement du dialogue social
RISQUES INSTITUTIONNELS				
Risque lié à l'évolution de la masse salariale				- Amélioration de la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC) ; - Poursuite du recensement biométrique en vue d'assainir la base des données des fonctionnaires de l'Etat ; - Poursuite de la mise à la retraite devant dégager les postes d'emplois ; - Respect de la politique salariale des agents publics et fonctionnaires de l'Etat arrêtée dans le budget.
Risque lié à la retraite				
Risque lié à la faible mise en œuvre de la politique fiscale				Suivi et évaluation régulière du niveau de mise en œuvre des mesures fiscales et douanières par toutes les Administrations financières (DGI, DGDA et DGRAD) et la DGPPB ainsi que du cadre de performance établi entre les Administrations financières et le Ministère des Finances.
Risque lié à l'incertitude de l'aide extérieure				- Renforcement du contact entre le Ministère du Plan (PGAI), les ministères sectoriels et les PTF ; - Communication par les structures de façon permanente à la PGAI et CSPP des informations liées au décaissement de fonds.
Risque de non-respect du pacte de stabilité conclu entre le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo				Respect du pacte de stabilité conclu entre le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo
Risque lié au faible niveau de réalisation des investissements publics et privés				- Amélioration de la gestion des investissements dans son cycle complet (identification des besoins, formulation des projets, sélection des projets bancables, suivi-évaluation financier et physique des projets, etc.) ; - Organisation régulière des missions d'évaluation de la gestion des investissements, à l'instar de PIMA (Public Investment Management Assessment) pour diagnostiquer les faiblesses du système et mettre en place un plan d'action de son amélioration ; - Respect du dispositif législatif et réglementaire relatif aux procédures dérogatoires pour le paiement par anticipation (procédures d'urgences, les règles d'avance, etc.).
Risque lié à la mise en œuvre inefficace des politiques sectorielles				Financement de l'élaboration des stratégies sectorielles pour la plupart des secteurs et renforcement des capacités des acteurs sectoriels dans le processus de planification, programmation, budgétisation, suivi et évaluation.

Risques	Probabilité d'occurrence			Mesures d'atténuation
	Faible	Moyen	Elevé	
RISQUE LIE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE				
				• Promotion de l'intégration de la dimension climatique dans les politiques et stratégies sectorielles des ministères ; • Rationalisation du financement existant et trouver des financements supplémentaires à investir dans les projets durables et environnementaux ; • Elaboration des stratégies et des politiques sectorielles pour soutenir les objectifs nationaux en matière de changement climatique ; • Renforcement des capacités dans la gestion des risques des catastrophes naturelles ; • Renforcement de la chaîne de planification en vue de restaurer la connexion entre les priorités climatiques planifiées et celles budgétisées.

Légende :

 : risque faible

 : risque moyen

 : risque élevé

VII. CONCLUSION

Le cadre budgétaire 2026-2028 ainsi défini reflète les objectifs des politiques publiques et macroéconomiques du Gouvernement et tels que discutés dans le cadre du programme conclu avec le FMI.

L'atteinte des niveaux de ressources qu'il préconise relève de la mise en œuvre des politiques fiscales et douanières envisagées. Il en est de même des niveaux de dépenses qui requièrent le renforcement de la discipline budgétaire.

ANNEXES

ANNEXE 1 : INDICATEURS MACROECONOMIQUES 2025-2028

Cadrage macroéconomique		2025	2026	2027	2028
		LF	Est.	Proj.	Proj.
Taux de croissance	5,7%	5,3%	5,3%	5,4%	5,4%
Déflateur PIB	11,8	8,2	6,7	6,7	6,4
Taux d'inflation moyen	10,3%	8,8%	7,1%	7,0%	7,0%
Taux d'inflation fin période	9,2%	7,8%	7,0%	7,0%	7,0%
Taux de croissance mine	5,30%	8,2%	5,8%	4,7%	3,8%
Taux change moyen (FC/USD)	2 954,4	2 859,2	2 900,3	2 938,4	2 973,3
Taux change fin période (FC/USD)	2 976,6	2 880,5	2 920,1	2 956,6	2 989,9
PIB réel en milliards FC	18 036,1	29 206,1	40 136,1	45 033,1	52 894,3
PIB nominal en milliards FC	213 544,4	239 489,7	268 911,7	301 722,0	338 523,3

ANNEXE 1 : INDICATEURS MACROECONOMIQUES 2025-2028

N°	RUBRIQUES	2025										2026										2027										2028																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
		LF	% PIB	Taux Réal.	LFR	% PIB	Taux accr. LFI 2025	PREVISION LINEAIRE (6 MOIS)	REALISATIONS FIN JUIN	Proj.	% PIB	Taux accr. LFR 2025	Proj.	% PIB	Taux accr. LFR 2025	Proj.	% PIB	Taux accr. LFR 2025	Proj.	% PIB	Taux accr. LFR 2025	Proj.	% PIB	Taux accr. LFR 2025	Proj.	% PIB	Taux accr. LFR 2025	Proj.	% PIB	Taux accr. LFR 2025																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
I.	BUDGET GENERAL	46 799 683	356 267	21,9	29,4	45 749 605	315 914	19,1	-2,2	22 874 802	657 956,9	19 400 580	146 523	20,0	14,6	17,3	59 386 969	998 416	19,7	10,7	65 272 816	511 146	19,3	9,9	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446	001 685	14,0	13,8	45 986 356	701 685	13,6	14,3	40 249 150	897 209	13,3	15,5	45 986 356	701 685	13,6	14,3	41 780 057	297 209	13,8	15,0	47 535 446

ANNEXE 1 : INDICATEURS MACROECONOMIQUES 2025-2028

RUBRIQUES	2025										2026										2027										2028									
	LF	% PIB	LFR	Accr/LFR	2025	PREVISION LINEAIRE (6 MOIS)	EXECUTION FIN JUN	Proj.	% PIB	% RC	Accr/LFR	2025	Proj.	% PIB	% RC	Accr/LFR	2026	Proj.	% PIB	% RC	Accr/LFR	2027	Proj.	% PIB	% RC	Accr/LFR	2028	% PIB	% RC	Accr/LFR	2029	% PIB	% RC	Accr/LFR	2030	% PIB	% RC	Accr/LFR		
A. BUDGET GENERAL	46 799 683 356 267	21,9	45 749 605 315 914	19,1	-2,2	22 874 802 657 957	19 418 249 211 116	53 654 058 861 439	20,0	14,6	17,3	59 386 996 998 416	19,7	10,7	65 272 816 511 146	19,3	9,9	14,1	11,5	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1		
I. DETTE PUBLIQUE ET FRAIS FINANCIERS	1 711 357 138 343	0,8	2 684 990 249 537	1,1	56,9	1 342 495 124 769	1 089 015 230 972	3 436 165 577 164	1,3	9,9	100,8	3 989 176 674 068	1,3	16,1	4 551 363 910 056	1,3	9,9	14,1	11,5	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	
I.1. Dette inférieure	979 560 000 000 000	0,5	1 004 559 890 000	0,4	2,6	502 279 945 000	512 462 344 616	1 600 000 000 000	4,0	4,6	59,3	1 800 000 000 000	0,6	4,5	2 000 000 000 000	0,6	4,3	12,1	11,5	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
I.1.1. Dette inférieure (Principale)	400 436 611 125	0,2	505 000 000 000	0,2	26,1	252 500 000 000	249 575 126 802	615 856 000 536	0,2	1,8	53,8	714 818 042 732	0,2	16,1	829 375 203 235	0,2	1,8	16,0	15,5	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	
I.1.2. Frais financiers	331 360 527 218	0,2	1 175 430 359 537	0,5	254,7	587 715 179 769	326 677 669 564	1 220 909 668 626	0,5	3,5	268,5	1 474 361 631 336	0,5	3,7	1 721 988 706 820	0,5	3,7	16,8	15,5	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1		
I.2. Exérieurs	109 309 702 556	0,1	163 000 000 000	0,1	49,1	81 500 000 000	485 357 961 360	968 357 045 595	0,1	0,7	131,0	1 069 334 428 397	0,1	2,6	1 175 916 869 982	0,3	2,6	10,0	9,5	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1		
I.2.1. Intérieurs	222 050 824 560	0,1	1 012 430 359 537	0,4	355,9	506 215 179 769	474 245 709 194	1 245 709 194	0,4	2,8	136,1	1 474 361 631 336	0,4	3,7	1 721 988 706 820	0,5	3,7	16,8	15,5	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1		
I.2.2. Exérieurs	109 309 702 556	0,1	163 000 000 000	0,1	49,1	81 500 000 000	485 357 961 360	968 357 045 595	0,1	0,7	131,0	1 069 334 428 397	0,1	2,6	1 175 916 869 982	0,3	2,6	10,0	9,5	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1		
II. DEPENSES DE PERSONNEL (REMUNERATIONS)	10 132 496 650 000	4,7	11 478 736 097 224	4,8	13,3	5 739 368 048 612	5 247 597 553 097	12 800 000 000 000	4,8	36,7	26,3	14 100 000 000 000	4,7	35,0	15 991 867 340 014	4,7	34,8	13,4	12,5	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1		
2.1. Pouvoir Central	5 840 503 232 723	2,7	7 186 742 679 947	3,0	23,1	3 693 371 339 974	7 287 716 339 492	15 283 660 508	2,0	20,9	24,8	8 267 232 993 071	2,8	20,8	9 857 798 082 600	2,9	21,4	17,8	16,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1		
2.2. Provinces	4 291 993 417 277	2,0	4 291 993 417 277	1,8	0,0	2 145 996 708 636	5 226 843 045 672	5 512 283 660 508	2,0	15,8	28,4	5 732 775 006 929	1,9	14,2	6 134 069 257 414	1,8	13,3	7,0	6,6	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1		
III. BIENS, MATERIELS ET PRESTATIONS (FONCT.)	6 104 509 102 259	2,4	5 230 456 166 017	2,2	2,5	2 615 173 083 006	6 540 632 635 024	6 540 632 635 024	2,4	18,8	28,1	6 975 873 716 107	2,3	17,3	7 462 044 976 235	2,2	16,2	7,0	6,6	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1			
3.1. Fonctionnement des Institutions	1 765 710 209 897	0,8	1 549 811 957 753	0,8	-12,2	774 905 978 877	1 434 191 162 413	2 365 183 794 796	0,9	6,8	34,0	2 530 746 660 432	0,8	6,3	2 707 898 926 662	0,8	5,9	7,0	6,6	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1			
3.2. Fonctionnement des Ministères	2 697 692 874 741	1,3	3 038 477 192 356	1,3	12,6	1 519 238 596 178	3 083 820 826 649	3 509 394 759 373	1,3	10,1	30,1	3 755 052 392 530	1,2	9,3	4 017 906 060 007	1,2	8,7	7,0	6,6	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1			
3.3. Financement des réformes	153 383 333 333	0,1	153 383 333 333	0,1	0,0	76 691 666 667	167 406 243 873	144 120 166 666	0,1	-6,0	-6,0	154 208 578 333	0,1	0,4	166 003 178 816	0,0	0,4	7,0	6,6	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1		
3.4. Fonctionnement des Services Déconcentrés	26 731 250 000	0,0	26 731 250 000	0,0	0,0	13 365 625 000	28 602 437 500	28 602 437 500	0,0	0,1	7,0	30 604 608 125	0,0	0,1	32 746 930 694	0,0	0,1	7,0	6,6	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1			
3.5. Transferts et Subventions	460 992 034 288	0,2	3 573 227 080 466	1,5	-37,3	230 971 216 287	541 525 342 738	493 261 476 688	0,2	1,4	7,0	503 261 476 688	0,2	2,0	538 489 780 056	0,2	1,2	7,0	6,6	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1			
IV. TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	5 698 776 095 202	2,7	3 573 227 080 466	1,5	-37,3	1 786 613 540 233	2 185 119 239 749	5 810 153 195 247	2,2	16,7	2,0	6 676 416 708 377	2,2	16,6	7 372 764 662 442	2,2	15,0	10,4	9,5	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1			
4.1. Rétrocession aux Régions financières	1 780 118 340 250	0,8	1 042 758 216 927	0,4	-41,4	521 379 108 464	970 914 935 635	1 947 602 069 854	0,7	5,6	9,4	2 199 876 661 698	0,7	5,5	2 533 009 680 426	0,7	5,5	15,1	14,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1			
4.2. Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	1 095 828 106 539	0,5	945 828 106 539	0,4	-13,7	472 914 053 269	570 944 282 014	959 418 327 025	0,4	2,8	-12,4	1 465 724 358 684	0,5	3,6	1 671 944 338 712	0,5	3,6	15,6	14,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1			
4.3. Interventions économiques, soc., cult. et scient.	1 736 322 882 134	0,8	1 173 827 680 722	0,5	-32,4	586 913 840 361	536 261 263 586	1 838 960 948 585	0,7	5,3	5,9	1 967 688 214 986	0,7	4,9	2 105 426 390 035	0,6	4,6	7,0	6,6	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1			
4.4. Organismes Auxiliaires (y compris Services ex BPO)	381 051 000 541	0,2	131 051 000 541	0,1	-65,6	65 525 501 771	9 260 921 983	388 097 554 377	0,1	1,1	1,8	415 264 383 184	0,1	1,0	444 332 990 007	0,1	1,0	7,0	6,6	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1		
4.4.1. Fonctionnement des Organismes Auxiliaires	350 571 003 541	0,2	100 571 003 541	0,1	-71,3	50 285 501 771	9 260 921 983	388 097 554 377	0,1	1,1	10,7	415 264 383 184	0,1	1,0	444 332 990 007	0,1	1,0	7,0	6,6	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1		
4.4.2. Fonctionnement des Services ex-BPO	30 480 000 000	0,0	30 480 000 000	0,0	0,0	15 240 000 000	0	0	0,0	-100,0	-100,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
4.5. Bourses d'études	29 500 000 000	0,0	29 500 000 000	0,0	0,0	14 750 000 000	0	0	0,0	7,0	7,0	33 774 550 000	0,0	0,1	36 138 768 500	0,0	0,1	7,0	6,6	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1		
4.6. TVA remboursable	223 393 407 959	0,1	103 393 407 959	0,0	-53,7	51 696 703 979	27 634 783 378	244 509 295 405	0,1	0,7	9,5	207 832 901 095	0,1	0,5	176 657 965 930	0,1	0,4	-15,0	15,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1		
4.7. Mise à la retraite	146 868 664 778	0,2	146 868 664 778	0,1	-67,5	73 434 332 389	70 035 051 161	400 000 000 000	0,1	-11,6	17,4	405 264 828 832	0,1</																											

CODE SECTION	SECTION-RURRIQUES	HISTORIQUE LOIS DE FINANCES										BUDGET 2025										PROJECTIONS									
		2022	2023	2024	LF INITIALE	LF RETRACTATIVE	2026	2027	2028																						
10	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	570 186 869 816	530 054 973 105	665 209 695 863	957 998 325 608	864 634 154 234	1 499 144 154 234	1 571 357 470 341	1 680 726 531 333	Contrepartie des Projets	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	600 000 000	50 600 000 000	45 600 000 000	15 300 000 000	1 013 048 439 623	1 050 568 297 207	1 127 518 078 012	49 462 240 792	1 177 516 970 000	1 680 726 531 333	1 571 357 470 341	1 499 144 154 234	864 634 154 234	1 571 357 470 341	1 680 726 531 333			
11	PRIMAIRE	105 744 738 940	106 494 839 332	1 138 134 724 735	1 412 813 861 932	895 325 211 511	1 287 467 646 561	1 419 137 534 800	1 621 237 836 093	Fonctionnement des institutions	34 440 010 065	34 098 007 046	38 743 419 155	52 000 000 000	42 669 596 252	65 586 718 889	1 070 777 789 211	1 205 604 473 903	1 393 948 948 927	1 720 177 789 211	436 172 589 909	1 621 237 836 093	1 419 137 534 800	1 287 467 646 561	895 325 211 511	1 287 467 646 561	1 419 137 534 800				
12	VICE-PRIMAIRE	4 759 676 745	2 080 773 722	2 080 773 722	3 288 851 094	2 302 195 766	2 348 239 681	2 348 239 681	2 512 616 458	Rémunérations	65 379 850 291	68 791 566 004	87 619 575 076	122 252 324 104	116 292 394 977	123 262 938 676	130 666 134 997	138 506 103 096	138 506 103 096	138 506 103 096	436 172 589 909	1 621 237 836 093	1 419 137 534 800	1 287 467 646 561	895 325 211 511	1 287 467 646 561	1 419 137 534 800				
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	27 270 975 865	21 295 588 372	21 222 658 629	27 697 323 538	30 760 604 943	31 436 287 374	33 680 047 137	33 680 047 137	Fonctionnement des institutions	18 129 232 252	13 499 457 676	18 783 403 444	27 697 323 538	30 760 604 943	31 436 287 374	33 680 047 137	33 680 047 137	33 680 047 137	33 680 047 137	436 172 589 909	1 621 237 836 093	1 419 137 534 800	1 287 467 646 561	895 325 211 511	1 287 467 646 561	1 419 137 534 800				
16	ASSEMBLEE NATIONALE	541 466 753 530	728 574 087 627	782 603 707 300	876 400 118 994	778 478 015 559	933 814 089 230	1 006 700 699 452	1 076 640 655 798	Fonctionnement des institutions	340 859 631 756	497 548 640 133	556 729 511 030	558 412 564 328	481 243 805 177	583 929 411 992	633 945 815 212	678 322 022 277	678 322 022 277	678 322 022 277	436 172 589 909	1 621 237 836 093	1 419 137 534 800	1 287 467 646 561	895 325 211 511	1 287 467 646 561	1 419 137 534 800				
17	SENAI	196 448 527 619	276 306 729 663	291 691 124 493	336 002 245 476	304 376 598 440	351 364 048 653	383 027 433 414	409 027 433 414	Rémunérations	171 378 575 455	195 428 413 539	286 996 274 465	386 496 274 465	303 886 050 933	303 886 050 933	321 907 121 989	341 121 646 828	341 121 646 828	341 121 646 828	409 027 433 414	1 621 237 836 093	1 419 137 534 800	1 287 467 646 561	895 325 211 511	1 287 467 646 561	1 419 137 534 800				
19	ORGANISME EXECUTIF PROVINCIAL OU LOCAL	447 837 398 544	736 268 295 912	906 327 796 425	1 095 828 106 539	945 828 106 539	959 418 327 025	1 446 735 368 684	1 671 944 338 712	Mise à la retraite	51 444 730 480	67 098 524 081	85 693 451 145	89 638 058 114	90 835 058 114	96 285 161 707	102 062 271 409	1 671 944 338 712	1 671 944 338 712	1 671 944 338 712	1 671 944 338 712	1 671 944 338 712	1 671 944 338 712	1 446 735 368 684	959 418 327 025	1 446 735 368 684	959 418 327 025	1 671 944 338 712			
20	POUVOIR JUDICIAIRE	364 161 629 224	480 709 200 007	611 290 654 854	691 199 195 201	596 779 712 781	717 502 355 191	827 551 814 862	880 791 902 413	Transfert aux Provinces et CTD (Fonctionnement)	447 837 398 544	736 268 295 912	906 327 796 425	1 095 828 106 539	945 828 106 539	959 418 327 025	1 446 735 368 684	1 671 944 338 712	1 671 944 338 712	1 671 944 338 712	1 671 944 338 712	1 671 944 338 712	1 671 944 338 712	1 446 735 368 684	959 418 327 025	1 446 735 368 684	959 418 327 025	1 671 944 338 712			
21	SECTEUR GENERAL DU GOUVERNEMENT	91 306 609 154	97 298 337 463	120 000 537 807	134 583 722 307	128 179 843 356	137 407 595 414	141 554 405 304	150 750 166 076	Rémunérations	201 114 191 074	267 057 840 926	385 485 740 204	401 660 729 756	381 733 955 411	482 786 503 559	541 753 693 773	574 258 915 399	574 258 915 399	574 258 915 399	150 750 166 076	1 507 550 166 076	1 415 554 405 304	137 407 595 414	128 179 843 356	137 407 595 414	141 554 405 304	150 750 166 076			
22	AFFAIRES ETRANGERES	74 619 864 196	79 178 522 072	135 732 223 916	167 231 229 704	236 154 647 954	394 355 217 785	441 524 484 585	475 599 596 775	Rémunérations	45 584 964 036	61 080 572 410	76 814 834 592	80 329 004 880	64 263 203 904	68 118 935 906	72 506 504 061	76 538 504 061	76 538 504 061	76 538 504 061	475 599 596 775	1 507 550 166 076	1 415 554 405 304	137 407 595 414	128 179 843 356	137 407 595 414	141 554 405 304	150 750 166 076			
23	COOPERATION INTERNATIONALE	22 397 748 837	15 562 811 776	20 174 171 839	21 268 400 354	19 126 100 354	22 740 482 320	24 227 427 732	26 008 140 223	Fonctionnement des institutions	43 446 410 708	42 554 410 367	74 492 111 345	81 087 464 692	34 702 451 524	49 893 992 141	53 669 970 805	53 669 970 805	53 669 970 805	53 669 970 805	26 008 140 223	1 507 550 166 076	1 415 554 405 304	137 407 595 414	128 179 843 356	137 407 595 414	141 554 405 304	150 750 166 076			
24	DECENTRALISATION	520 945 535 025	955 555 146 461	15 894 268 199	13 171 221 625	12 656 271 717	17 625 077 717	18 769 721 717	20 130 730 659	Rémunérations	3 117 880 478	1 798 768 175	6 225 895 015	1 000 000 000	1 057 894 318	1 500 000 000	1 575 000 000	1 685 250 000	1 685 250 000	1 685 250 000	20 130 730 659	1 507 550 166 076	1 415 554 405 304	137 407 595 414	128 179 843 356	137 407 595 414	141 554 405 304	150 750 166 076			
	Fonds de Pérennisation	508 906 134 709	940 619 214 589	3 331 385 741	500 000 000	515 000 000	-	-	-	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	22 056 656 133	27 056 656 133	49 240 112 571	64 164 123 828	119 864 731 738	230 866 649 018	244 718 647 959	261 848 953 316	261 848 953 316	261 848 953 316	-	1 320 375 000	1 412 801 250	-	-	-	-	-			
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	22 056 656 133	27 056 656 133	49 240 112 571	64 164 123 828	119 864 731 738	230 866 649 018	244 718 647 959	261 848 953 316	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	22 056 656 133	27 056 656 133	49 240 112 571	64 164 123 828	119 864 731 738	230 866 649 018	244 718 647 959	261 848 953 316	261 848 953 316	261 848 953 316	261 848 953 316	261 848 953 316	261 848 953 316	261 848 953 316	261 848 953 316	261 848 953 316	261 848 953 316	261 848 953 316	261 848 953 316		

ANNEXE 3.1 : CDMT CENTRAL
Allocations des dépenses intersectorielles par rubrique 2026-2028 (FC)

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2022	2023	2024	LF INITIALE	LF RECTIFICATIVE	2026	2027	2028
		Investissements sur Ressources Propres	Investissements sur Ressources Propres	Investissements sur Ressources Propres	Investissements sur Ressources Propres	Investissements sur Ressources Propres	Investissements sur Ressources Propres	Investissements sur Ressources Propres	Investissements sur Ressources Propres
25	INTERIEUR ET SECURITE	Rémunérations	5 744 088 601	5 701 714 140	5 452 237 660	6 038 766 852	6 401 092 663	6 785 158 435	7 192 267 941
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	207 872 096	207 872 096	207 872 096	207 872 096	1 039 427 763	1 112 182 956	1 112 182 956
		Contrepartie des Projets	2 133 333 000	7 133 333 000	3 966 666 500	4 066 666 500	4 066 666 500	9 717 333 140	11 125 374 712
		Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	110 000 000 000	110 000 000 000	25 000 000 000	519 098 688 200	509 103 194 624	687 083 768 799	630 766 858
		Intervention des Ministères	82 552 648 884	125 238 497 858	188 453 474 185	259 798 573 202	301 433 765 525	313 519 791 456	441 886 176 858
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 303 933 888	24 493 932 329	24 493 932 329	24 493 932 329	30 626 022 287	30 626 022 287	32 770 272 917
		Investissements sur Ressources Externes	63 094 766 329	68 194 505 308	586 743 677 252	586 743 677 252	378 101 472 247	387 225 544 956	391 824 704 879
		Investissements sur Ressources Propres	33 574 077 809	64 237 421 650	63 777 288 846	70 095 741 340	76 546 331 568	88 028 281 303	102 993 089 125
		Mise à la Retraite		3 275 353 476					
		Rémunérations	525 824 423 256	614 916 448 025	667 720 418 364	796 166 371 883	1 631 130 674 056	1 782 198 514 499	1 989 130 425 369
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	Subventions aux Organismes Auxiliaires							
		Intervention des Ministères	5 744 211 791	5 565 980 686	5 640 644 172	6 779 915 070	5 312 631 663	7 157 548 792	8 184 549 711
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 674 852 673	355 740 370					
		Investissements sur Ressources Propres	2 644 021 614	3 764 302 812	4 063 399 918	4 190 962 984	4 442 420 763	4 708 966 009	5 073 932 324
		Rémunérations	1 644 021 614						
		Contrepartie des Projets	2 644 021 614						
		Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	339 938 936 376	547 984 602 466	567 984 602 466	624 783 062 713	751 193 216 553	796 264 809 546	852 003 346 214
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	467 308 847	13 467 308 847	39 145 569 865	10 145 569 865	61 363 537 085	64 431 713 939	68 941 933 915
		Investissements sur Ressources Externes	7 226 777 254	171 979 265 202	584 400 000 000	584 400 000 000	273 004 731 974	279 592 685 757	282 913 467 384
		Investissements sur Ressources Propres	350 000 000 000	405 649 186 664	161 045 352 040	100 000 000 241	131 381 663 701	151 737 116 546	177 117 116 546
27	DEFENSE	Subventions aux Organismes Auxiliaires	411 513 219 578						
		Intervention des Ministères	7 668 518 187	6 645 454 915	9 280 900 783	10 959 248 127	23 729 786 146	26 241 883 936	29 413 179 718
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 013 824 180	3 013 824 180	4 344 529 733	5 076 523 428	6 330 349 599	6 710 170 575	7 179 882 515
		Investissements sur Ressources Propres	3 705 739 202	2 386 619 899	954 647 960	1 819 426 291	12 093 426 291	13 906 291 270	16 270 243 786
		Rémunérations	948 963 805	1 245 010 836	3 981 723 090	4 063 298 408	5 307 096 312	5 625 522 091	5 963 053 416
		Contrepartie des Projets	400 020 000	400 020 000	400 010 000	400 010 000	424 010 600	449 639 342	485 449 736
		Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	339 938 936 376	547 984 602 466	567 984 602 466	624 783 062 713	751 193 216 553	796 264 809 546	852 003 346 214
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	467 308 847	13 467 308 847	39 145 569 865	10 145 569 865	61 363 537 085	64 431 713 939	68 941 933 915
		Investissements sur Ressources Externes	7 226 777 254	171 979 265 202	584 400 000 000	584 400 000 000	273 004 731 974	279 592 685 757	282 913 467 384
		Investissements sur Ressources Propres	350 000 000 000	405 649 186 664	161 045 352 040	100 000 000 241	131 381 663 701	151 737 116 546	177 117 116 546
28	ANCIENS COMBATTANTS	Subventions aux Organismes Auxiliaires	411 513 219 578						
		Intervention des Ministères	7 668 518 187	6 645 454 915	9 280 900 783	10 959 248 127	23 729 786 146	26 241 883 936	29 413 179 718
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 013 824 180	3 013 824 180	4 344 529 733	5 076 523 428	6 330 349 599	6 710 170 575	7 179 882 515
		Investissements sur Ressources Propres	3 705 739 202	2 386 619 899	954 647 960	1 819 426 291	12 093 426 291	13 906 291 270	16 270 243 786
		Rémunérations	948 963 805	1 245 010 836	3 981 723 090	4 063 298 408	5 307 096 312	5 625 522 091	5 963 053 416
		Contrepartie des Projets	400 020 000	400 020 000	400 010 000	400 010 000	424 010 600	449 639 342	485 449 736
		Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	339 938 936 376	547 984 602 466	567 984 602 466	624 783 062 713	751 193 216 553	796 264 809 546	852 003 346 214
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	467 308 847	13 467 308 847	39 145 569 865	10 145 569 865	61 363 537 085	64 431 713 939	68 941 933 915
		Investissements sur Ressources Externes	7 226 777 254	171 979 265 202	584 400 000 000	584 400 000 000	273 004 731 974	279 592 685 757	282 913 467 384
		Investissements sur Ressources Propres	350 000 000 000	405 649 186 664	161 045 352 040	100 000 000 241	131 381 663 701	151 737 116 546	177 117 116 546
29	ECONOMIE NATIONALE	Subventions aux Organismes Auxiliaires	411 513 219 578						
		Intervention des Ministères	7 668 518 187	6 645 454 915	9 280 900 783	10 959 248 127	23 729 786 146	26 241 883 936	29 413 179 718
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 013 824 180	3 013 824 180	4 344 529 733	5 076 523 428	6 330 349 599	6 710 170 575	7 179 882 515
		Investissements sur Ressources Propres	3 705 739 202	2 386 619 899	954 647 960	1 819 426 291	12 093 426 291	13 906 291 270	16 270 243 786
		Rémunérations	948 963 805	1 245 010 836	3 981 723 090	4 063 298 408	5 307 096 312	5 625 522 091	5 963 053 416
		Contrepartie des Projets	400 020 000	400 020 000	400 010 000	400 010 000	424 010 600	449 639 342	485 449 736
		Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	339 938 936 376	547 984 602 466	567 984 602 466	624 783 062 713	751 193 216 553	796 264 809 546	852 003 346 214
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	467 308 847	13 467 308 847	39 145 569 865	10 145 569 865	61 363 537 085	64 431 713 939	68 941 933 915
		Investissements sur Ressources Externes	7 226 777 254	171 979 265 202	584 400 000 000	584 400 000 000	273 004 731 974	279 592 685 757	282 913 467 384
		Investissements sur Ressources Propres	350 000 000 000	405 649 186 664	161 045 352 040	100 000 000 241	131 381 663 701	151 737 116 546	177 117 116 546
30	FINANCES	Subventions aux Organismes Auxiliaires	411 513 219 578						
		Intervention des Ministères	7 668 518 187	6 645 454 915	9 280 900 783	10 959 248 127	23 729 786 146	26 241 883 936	29 413 179 718
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 013 824 180	3 013 824 180	4 344 529 733	5 076 523 428	6 330 349 599	6 710 170 575	7 179 882 515
		Investissements sur Ressources Propres	3 705 739 202	2 386 619 899	954 647 960	1 819 426 291	12 093 426 291	13 906 291 270	16 270 243 786
		Rémunérations	948 963 805	1 245 010 836	3 981 723 090	4 063 298 408	5 307 096 312	5 625 522 091	5 963 053 416
		Contrepartie des Projets	400 020 000	400 020 000	400 010 000	400 010 000	424 010 600	449 639 342	485 449 736
		Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	339 938 936 376	547 984 602 466	567 984 602 466	624 783 062 713	751 193 216 553	796 264 809 546	852 003 346 214
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	467 308 847	13 467 308 847	39 145 569 865	10 145 569 865	61 363 537 085	64 431 713 939	68 941 933 915
		Investissements sur Ressources Externes	7 226 777 254	171 979 265 202	584 400 000 000	584 400 000 000	273 004 731 974	279 592 685 757	282 913 467 384
		Investissements sur Ressources Propres	350 000 000 000	405 649 186 664	161 045 352 040	100 000 000 241	131 381 663 701	151 737 116 546	177 117 116 546
31	BUDGET	Subventions aux Organismes Auxiliaires	411 513 219 578						
		Intervention des Ministères	7 668 518 187	6 645 454 915	9 280 900 783	10 959 248 127	23 729 786 146	26 241 883 936	29 413 179 718
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 013 824 180	3 013 824 180	4 344 529 733	5 076 523 428	6 330 349 599	6 710 170 575	7 179 882 515
		Investissements sur Ressources Propres	3 705 739 202	2 386 619 899	954 647 960	1 819 426 291	12 093 426 291	13 906 291 270	16 270 243 786
		Rémunérations	948 963 805	1 245 010 836	3 981 723 090	4 063 298 408	5 307 096 312	5 625 522 091	5 963 053 416
		Contrepartie des Projets	400 020 000	400 020 000	400 010 000	400 010 000	424 010 600	449 639 342	485 449 736
		Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	339 938 936 376	547 984 602 466	567 984 602 466	624 783 062 713	751 193 216 553	796 264 809 546	852 003 346 214
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	467 308 847	13 467 308 847	39 145 569 865	10 145 569 865	61 363 537 085	64 431 713 939	68 941 933 915
		Investissements sur Ressources Externes	7 226 777 254	171 979 265 202	584 400 000 000	584 400 000 000	273 004 731 974	279 592 685 757	282 913 467 384
		Investissements sur Ressources Propres	350 000 000 000	405 649 186 664	161 045 352 040	100 000 000 241	131 381 663 701	151 737 116 546	177 117 116 546
32	PLAN	Subventions aux Organismes Auxiliaires	411 513 219 578						
		Intervention des Ministères	7 668 518 187	6 645 454 915	9 280 900 783	10 959 248 127	23 729 786 146	26 241 883 936	29 413 179 718
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 013 824 180	3 013 824 180	4 344 529 733	5 076 523 428	6 330 349 599	6 710 170 575	7 179 882 515
		Investissements sur Ressources Propres	3 705 739 202	2 386 619 899	954 647 960	1 819 426 291	12 093 426 291	13 906 291 270	16 270 243 786
		Rémunérations	948 963 805	1 245 010 836	3 981 723 090	4 063 298 408	5 307 096 312	5 625 522 091	5 963 053 416
		Contrepartie des Projets	400 020 000	400 020 000	400 010 000	400 010 000	424 010 600	449 639 342	485 449 736
		Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	339 938 936 376	547 984 602 466	567 984 602 466	624 783 062 713	751 193 216 553	796 264 809 546	852 003 346 214
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	467 308 847	13 467 308 847	39 145 569 865	10 145 569 865	61 363 537 085	64 431 713 939	68 941 933 915
		Investissements sur Ressources Externes	7 226 777 254	171 979 265 202	584 400 000 000	584 400 000 000	273 004 731 974	279 592 685 757	282 913 467 384

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	HISTORIQUE LOIS DE FINANCES				BUDGET 2025	LF RECTIFICATIVE	2026	2027	PROJECTIONS
		2022	2023	2024	2024					
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	1 171 449 849 146	1 700 402 347 195	1 652 495 353 960	3 466 099 596 215	2 639 171 538 286	4 533 318 485 149	5 382 318 017 895	5 681 986 643 682	2 405 887 746 300
		Contrepartie des Projets	2 666 720 000 000	12 666 720 000 000	6 333 360 000 000	5 333 360 000 000	6 550 028 000 000	7 115 529 960	7 613 677 057	
		Fonctionnement des Ministères	15 244 524 715	25 254 524 715	30 000 524 715	45 270 511 177	47 986 574 848	47 986 574 848	51 345 813 777	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 731 777 534	15 231 777 534	16 979 747 679	17 759 140 109	1 400 000 000 000	1 690 500 000 000	1 808 835 000	
		Investissements sur Ressources Extérieures	314 835 000 270	990 797 181 394	820 089 390 176	1 172 106 882 200	2 997 625 264 442	3 696 961 800 729	3 106 424 388 139	
		Investissements sur Ressources Propres	668 929 132 567	412 940 409 707	174 304 902 807	145 745 458 852	84 076 328 601	145 806 565 796	347 575 107 149	
		Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	79 292 966 017		513 174 822 240	652 753 879 560	264 601 685 434	998 348 244 290	1 035 925 865 064	
		Investissements aux Organismes Auxiliaires			957 215 257 205	939 691 200 000	939 691 200 000	952 041 200 000	963 041 200 000	
		Rémunérations	82 788 058 446	87 840 026 764	90 986 019 965	112 412 903 638	119 157 677 857	155 307 138 528	165 685 566 840	
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 247 489 514	1 247 489 514	1 767 489 514	1 767 489 514	1 891 213 780	2 023 598 745	2 165 250 657	
43	URBANISME ET HABITAT	57 320 853 043	66 600 659 083	466 711 892 540	105 279 428 921	84 838 248 200	70 297 129 678	78 720 998 681	78 720 998 681	78 720 998 681
		Fonctionnement des Ministères	7 887 078 215	7 887 078 215	8 544 819 779	10 399 351 872	14 693 019 466	15 574 609 634	16 664 822 678	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	18 423 707 702	18 423 707 702	14 500 000 000 000	13 473 000 000 000	4 150 500 000 000	8 711 525 000	9 855 903 750	
		Investissements sur Ressources Extérieures	28 557 504 112	29 940 421 721	410 000 000 000 000	410 000 000 000 000	19 153 309 396	19 615 503 279	19 848 480 771	
		Investissements sur Ressources Propres	6 455 786 456	3 572 350 981	19 707 899 707	19 656 184 643	4 907 899 707	6 494 084 643	7 494 115 914	
		Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	172 879 277 927	558 219 113 506	557 140 811 024	643 093 675 425	181 440 625 284	152 636 092 419	495 242 071 519	
		Investissements aux Organismes Auxiliaires	34 691 834 415	26 263 481 729	162 311 957 114	27 799 295 093	48 605 418 384	55 896 231 142	65 998 590 436	
		Rémunérations	136 263 481 729	136 263 481 729	162 311 957 114	27 799 295 093	48 605 418 384	55 896 231 142	65 998 590 436	
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	606 363 558 201	1 467 509 162 882	1 516 407 917 539	1 516 407 917 539	1 516 407 917 539	857 122 585 285	888 635 783 711	
		Investissements sur Ressources Extérieures	260 352 124 008	606 363 558 201	1 467 509 162 882	1 516 407 917 539	1 516 407 917 539	857 122 585 285	888 635 783 711	
44	AGRICULTURE	684 650 027 478	1 534 657 101 054	2 467 015 167 338	3 073 927 303 176	2 287 631 779 563	1 522 957 574 307	2 266 495 114 853	2 474 783 324 322	2 474 783 324 322
		Contrepartie des Projets	1 887 951 600 000	1 887 951 600 000	2 000 000 000 000	2 000 000 000 000	2 000 000 000 000	2 247 000 000 000	2 404 290 000 000	
		Fonctionnement des Ministères	33 032 036 646	33 032 036 646	43 902 883 749	57 788 684 085	60 678 118 289	64 318 805 386	68 821 121 763	
		Fonds de Pérennisation	209 990 964 980	209 990 964 980	243 631 639 251	579 932 679 327	390 287 355 920	602 802 236 952	696 643 474 463	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	23 019 514 832	27 219 514 832	48 679 143 412	41 139 517 714	38 120 000 000 000	40 027 820 000 000	64 272 820 000 000	
		Investissements sur Ressources Extérieures	54 161 062 278	58 010 160 478	503 645 393 163	534 207 114 824	931 306 550 984	953 780 170 566	965 108 419 938	
		Investissements sur Ressources Propres	75 565 294 542	110 968 275 542	77 365 803 649	17 378 349 874	36 621 331 382	42 144 531 089	49 274 001 374	
		Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	402 385 650 633	746 874 763 351	746 874 763 351	771 718 812 759	204 338 401 700	580 605 991 282	670 991 282 351	
		Rémunérations	20 541 640 183	21 606 823 704	25 148 840 844	31 021 281 312	35 882 588 191	66 035 511 682	72 712 617 383	
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 544 075 896	3 544 075 896	3 544 075 896	3 544 075 896	3 792 161 209	4 057 612 494	4 341 645 368	
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	641 910 900 801	1 166 262 314 901	1 612 840 341 630	1 784 299 636 301	1 057 532 511 447	1 428 119 849 315	2 337 981 780 663	2 551 123 698 791	2 551 123 698 791
		Contrepartie des Projets	4 720 055 000	4 720 055 000	2 360 027 500	2 360 027 500	2 782 028 875	2 651 490 896	2 837 095 259	
		Fonctionnement des Ministères	18 491 475 914	18 491 475 914	29 071 511 802	40 423 309 517	47 668 008 708	60 808 088 708	64 986 317 654	
		Fonds de Pérennisation	209 990 964 980	209 990 964 980	243 631 639 251	579 932 679 327	390 287 355 920	602 802 236 952	696 643 474 463	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	23 019 514 832	27 219 514 832	48 679 143 412	41 139 517 714	38 120 000 000 000	40 027 820 000 000	64 272 820 000 000	
		Investissements sur Ressources Extérieures	54 161 062 278	58 010 160 478	503 645 393 163	534 207 114 824	931 306 550 984	953 780 170 566	965 108 419 938	
		Investissements sur Ressources Propres	75 565 294 542	110 968 275 542	77 365 803 649	17 378 349 874	36 621 331 382	42 144 531 089	49 274 001 374	
		Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	402 385 650 633	746 874 763 351	746 874 763 351	771 718 812 759	204 338 401 700	580 605 991 282	670 991 282 351	
		Rémunérations	20 541 640 183	21 606 823 704	25 148 840 844	31 021 281 312	35 882 588 191	66 035 511 682	72 712 617 383	
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 544 075 896	3 544 075 896	3 544 075 896	3 544 075 896	3 792 161 209	4 057 612 494	4 341 645 368	
46	INDUSTRIE	58 198 188 874	68 705 689 622	109 201 203 552	135 842 405 095	64 641 589 435	97 939 968 619	105 325 893 655	114 223 423 541	114 223 423 541
		Contrepartie des Projets	400 020 000 000	400 020 000 000	200 010 000 000	200 010 000 000	212 010 000 000	242 730 936	242 730 936	
		Fonctionnement des Ministères	2 369 388 936	12 636 388 936	5 389 117 184	6 828 028 302	6 072 039 641	7 375 641 623	8 365 452 729	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	24 786 738 936	17 468 738 936	24 487 495 358	21 222 120 319	2 000 000 000 000	15 575 500 000 000	17 938 512 500	
		Investissements sur Ressources Extérieures	18 767 000 000	20 027 520 493	17 624 218 034	17 624 218 034	16 512 507 699	16 808 565 732	17 008 201 596	
		Investissements sur Ressources Propres	1 629 091 804	7 310 091 804	41 424 036 723	58 161 298 557	24 615 272 236	28 307 846 562	33 119 848 971	
		Rémunérations	10 106 983 618	10 453 776 176	16 667 172 899	28 397 869 849	30 101 742 040	31 907 846 562	33 822 317 356	
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	409 153 354	409 153 354	3 409 153 354	3 409 153 354	3 647 794 089	3 903 193 675	4 176 359 452	
		COMMERCE EXTÉRIEUR	45 393 868 383	92 327 740 892	53 681 086 062	63 551 353 648	57 834 648 605	60 894 688 605	64 202 075 872	64 202 075 872
		Contrepartie des Projets	3 500 160 000 000	3 500 160 000 000	1 320 144 624	1 320 144 624	1 359 719 044	1 454 989 377	1 556 742 333	
47	MINES	33 596 709 196	38 198 393 747	36 732 498 517	35 236 786 626	38 523 202 242	38 523 202 242	41 065 490 087	43 911 584 319	43 911 584 319
		Fonctionnement des Ministères	4 514 462 422	18 131 411 250	6 859 915 892	10 506 957 249	4 661 500 000 000	4 900 875 000	5 243 966 250	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	17 756 035 473	18 947 945 903	16 674 192 395	16 674 192 395	15 527 798 957	15 902 504 630	16 091 382 050	
		Investissements sur Ressources Extérieures	6 476 512 244	34 995 399 941	7 450 000 000 000	7 450 000 000 000	2 000 000 000 000	2 000 000 000 000	2 691 000 000 000	
		Rémunérations	11 727 081 094	12 238 361 376	16 772 081 481	23 134 837 243	24 522 927 478	25 994 303 127	27 551 314	
		Investissements sur Ressources Propres	3 596 709 196	38 198 393 747	36 732 498 517	35 236 786 626	38 523 202 242	41 065 490 087	43 911 584 319	
		Fonctionnement des Ministères	4 514 462 422	18 131 411 250	6 859 915 892	10 506 957 249	4 661 500 000 000	4 900 875 000	5 243 966 250	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	17 756 035 473	18 947 945 903	16 674 192 395	16 674 192 395	15 527 798 957	15 902 504 630	16 091 382 050	
		Investissements sur Ressources Extérieures	6 476 512 244	34 995 399 941	7 450 000 000 000	7 450 000 000 000	2 000 000 000 000	2 000 000 000 000	2 691 000 000 000	
		Rémunérations	11 727 081 094	12 238 361 376	16 772 081 481	23 134 837 243	24 522 927 478	25 994 303 127	27 551 314	
48	MINES	33 596 709 196	38 198 393 747	36 732 498 517	35 236 786 626	38 523 202 242	38 523 202 242	41 065 490 087	43 911 584 319	43 911 584 319
		Fonctionnement des Ministères	4 514 462 422	18 131 411 250	6 859 915 892	10 506 957 249	4 661 500 000 000	4 900 875 000	5 243 966 250	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	17 756 035 473	18 947 945 903	16 674 192 395	16 674 192 395	15 527 798 957	15 902 504 630	16 091 382 050	
		Investissements sur Ressources Extérieures	6 476 512 244	34 995 399 941	7 450 000 000 000	7 450 000 000 000	2 000 000 000 000	2 000 000 000 000	2 691 000 000 000	
		Rémunérations	11 727 081 094	12 238 361 376	16 772 081 481	23 134 837 243	24 522 927 478	25 994 303 127	27 551 314	
		Investissements sur Ressources Propres	3 596 709 196	38 198 393 747	36 732 498 517	35 236 786 626	38 523 202 242	41 065 490 087	43 911 584 319	
		Fonctionnement des Ministères	4 514 462 422	18 131 411 250	6 859 915 892	10 506 957 249	4 661 500 000 000	4 900 875 000	5 243 966 250	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	17 756 035 473	18 947 945 903	16 674 192 395	16 674 192 395	15 527 798 957	15		

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2022	2023	2024	LF INITIALE	LF RECTIFICATIVE	BUDGET 2025		PROJECTIONS	
		2022	2023	2024	LF INITIALE	LF RECTIFICATIVE	2026	2027	2028	
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	Contrepartie des Projets	10 847 413 332	14 643 558 288	7 320 851 622	7 914 218 568	9 351 353	9 738 445 948	10 420 137 164	
		Financement des Ministères	3 981 827 817	3 981 827 817	4 061 464 374	4 061 464 374	11 316 353	11 995 325 821	12 934 998 628	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 761 000 790	7 245 124 790	34 898 049 892	26 442 093 122	6 277 093 778	6 585 696 778	7 046 696 623	
		Investissements sur Ressources Extérieures	283 648 413 425	302 688 897 028	555 104 750 298	555 104 750 298	1 692 072 336 014	1 732 904 208 292	1 753 486 279 102	
		Investissements sur Ressources Propres	93 681 303 499	56 512 372 901	106 408 466 852	226 269 110 220	202 481 934 807	317 225 150 106	367 643 425 624	
		Rémunérations	146 600 000 000	116 548 293 402	132 190 733 681	241 948 868 822	52 363 088 121	50 217 549 074	168 300 521 757	
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	10 000 000 000	10 000 000 000	36 346 596 909	36 346 596 909	39 857 521 373	42 647 547 869	45 632 876 220	
		Subventions aux Services Ek-BPO	903 423 065	903 423 065	903 423 065	903 423 065	-	-	-	
		Financement des Ministères	3 473 986 086	3 473 986 086	3 542 853 807	34 856 534 443	36 595 361 165	38 795 322 835	41 150 995 433	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 444 270 055	27 580 040 063	48 394 322 450	20 000 000 000	25 000 000 000	26 220 000 000	28 087 000 000	
52	POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PTNTIC)	Contrepartie des Projets	4 360 457 782	4 360 457 782	4 447 666 938	7 892 433 632	10 058 623 341	10 662 140 741	11 408 490 593	
		Financement des Ministères	4 360 457 782	4 360 457 782	4 447 666 938	7 892 433 632	10 058 623 341	10 662 140 741	11 408 490 593	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	355 560 032	1 455 560 032	1 582 219 013	1 629 465 583	9 225 274 991	9 686 538 741	10 364 596 452	
		Investissements sur Ressources Extérieures	38 184 843 000	40 744 877 804	95 512 273 724	105 512 273 724	118 646 893 596	121 509 593 074	122 953 195 056	
		Investissements sur Ressources Propres	7 405 474 279	5 086 360 926	16 197 837 429	3 317 038 504	5 364 594 279	6 169 283 420	7 218 061 602	
		Rémunérations	6 229 569 559	6 648 917 856	10 965 387 537	17 634 615 470	18 692 692 398	25 814 652 942	27 361 109 178	
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	249 491 565	249 491 565	878 872 489	878 872 489	4 804 133 811	5 140 423 178	5 500 252 801	
		Subventions aux Services Ek-BPO	3 610 972 194	3 610 972 194	3 610 972 194	3 610 972 194	-	-	-	
		Financement des Ministères	98 161 540 128	108 950 144 573	99 554 083 479	121 981 664 083	136 337 315 137	161 366 432 870	171 309 102 046	
		Contrepartie des Projets	666 720 000	666 720 000	666 720 000	666 720 000	-	-	-	
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	Contrepartie des Projets	1 763 348 334	9 863 120 840	2 683 574 499	1 614 081 734	20 427 902 149	24 666 691 845	26 393 360 274	
		Financement des Ministères	1 763 348 334	9 863 120 840	2 683 574 499	1 614 081 734	20 427 902 149	24 666 691 845	26 393 360 274	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	12 922 313 812	7 645 864 601	2 360 140 212	5 499 634 476	1 093 082 888	5 257 045 321	7 073 354 479	
		Investissements sur Ressources Propres	78 446 676 254	81 311 956 404	84 688 303 142	101 815 347 303	116 924 268 141	122 939 724 229	131 976 107 683	
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	383 337 835	383 337 835	383 337 835	383 337 835	1 000 000 000	2 247 290 000	2 572 590 300	
		Subventions aux Services Ek-BPO	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	-	-	-	
		Financement des Ministères	10 600 000 000	10 600 000 000	10 600 000 000	10 600 000 000	-	-	-	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 260 801 114	3 260 801 114	3 862 017 136	4 797 549 247	7 037 426 709	7 459 617 312	7 981 849 373	
		Investissements sur Ressources Extérieures	4 334 414 413	8 162 982 792	77 897 789 675	800 925 109	36 970 000 000	38 818 500 000	41 535 795 000	
		Investissements sur Ressources Propres	60 067 123	60 067 123	1 150 000 000	800 925 109	8 921 063 471	9 350 291 444	10 030 955 292	
55	AFFAIRES FONCIERES	Contrepartie des Projets	2 054 446 196	2 724 446 196	3 965 658 937	8 428 900 444	8 934 634 471	9 470 212 539	10 030 955 292	
		Financement des Ministères	15 897 202 929	18 613 325 849	25 886 088 807	31 689 344 229	32 080 340 017	34 157 951 131	36 449 323 161	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	833 978 455	2 000 000 000	800 000 000	600 000 000	600 000 000	689 999 999	775 214 999	
		Investissements sur Ressources Propres	10 943 191 460	12 193 320 072	16 127 692 695	21 042 816 669	22 305 385 987	23 643 709 146	25 060 331 695	
		Rémunérations	466 720 000	466 720 000	466 720 000	466 720 000	466 720 000	466 720 000	466 720 000	
		Contrepartie des Projets	466 720 000	466 720 000	466 720 000	466 720 000	466 720 000	466 720 000	466 720 000	
		Financement des Ministères	103 832 500 000	103 832 500 000	6 056 470 250	7 267 764 300	7 776 507 801	8 320 863 347	8 903 323 781	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 400 103 870	6 400 103 870	6 528 105 947	8 030 916 342	12 115 199 157	12 842 111 106	13 741 058 884	
		Investissements sur Ressources Extérieures	15 420 246 252	15 420 246 252	309 408 232 026	397 115 348	4 570 232 650	5 936 284 899	7 134 656 382	
		Investissements sur Ressources Propres	87 236 951 830	93 082 240 516	248 284 788 704	309 408 232 026	1 889 808 745	396 596 284 899	401 246 400 456	
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	Contrepartie des Projets	25 045 833 523	30 320 780 040	39 917 017 473	54 540 506 283	58 812 936 660	62 341 712 860	66 082 215 631	
		Financement des Ministères	25 045 833 523	30 320 780 040	39 917 017 473	54 540 506 283	58 812 936 660	62 341 712 860	66 082 215 631	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 000 000 000	6 000 000 000	3 993 530 532	3 557 716 448	2 230 000 000	2 345 405 000	2 505 405 000	
		Investissements sur Ressources Propres	8 139 006 562	7 499 999 999	11 203 700 437	11 821 892 225	7 095 176 059	8 139 452 468	9 546 595 387	
		Rémunérations	10 146 021 560	10 987 361 508	16 096 971 433	24 372 312 941	25 834 651 717	27 384 734 820	29 027 814 669	
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 204 432 956	4 204 432 956	2 413 389 189	2 413 389 189	2 081 069 695	2 081 069 695	2 081 069 695	
		Subventions aux Services Ek-BPO	4 204 432 956	4 204 432 956	2 413 389 189	2 413 389 189	2 081 069 695	2 081 069 695	2 081 069 695	
		Financement des Ministères	49 555 656 877	83 623 291 081	69 466 182 173	121 247 408 392	103 438 772 762	122 942 552 936	138 586 584 141	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 888 452 089	9 595 539 325	10 138 216 730	10 507 000 000	6 359 661 609	8 677 854 689	9 842 422 789	
		Investissements sur Ressources Propres	3 735 593 374	25 416 481 071	14 730 273 800	7 395 406 399	1 256 717 491	2 445 225 115	2 812 008 882	
58	CULTURE ET ARTS	Contrepartie des Projets	4 204 432 956	4 204 432 956	2 413 389 189	2 413 389 189	2 081 069 695	2 081 069 695	2 081 069 695	
		Financement des Ministères	4 204 432 956	4 204 432 956	2 413 389 189	2 413 389 189	2 081 069 695	2 081 069 695	2 081 069 695	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 888 452 089	9 595 539 325	10 138 216 730	10 507 000 000	6 359 661 609	8 677 854 689	9 842 422 789	
		Investissements sur Ressources Propres	3 735 593 374	25 416 481 071	14 730 273 800	7 395 406 399	1 256 717 491	2 445 225 115	2 812 008 882	
		Rémunérations	10 146 021 560	10 987 361 508	16 096 971 433	24 372 312 941	25 834 651 717	27 384 734 820	29 027 814 669	
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 204 432 956	4 204 432 956	2 413 389 189	2 413 389 189	2 081 069 695	2 081 069 695	2 081 069 695	
		Subventions aux Services Ek-BPO	4 204 432 956	4 204 432 956	2 413 389 189	2 413 389 189	2 081 069 695	2 081 069 695	2 081 069 695	
		Financement des Ministères	49 555 656 877	83 623 291 081	69 466 182 173	121 247 408 392	103 438 772 762	122 942 552 936	138 586 584 141	
		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 888 452 089	9 595 539 325	10 138 216 730	10 507 000 000	6 359 661 609	8 677 854 689	9 842 422 789	
		Investissements sur Ressources Propres	3 735 593 374	25 416 481 071	14 730 273 800	7 395 406 399	1 256 717 491	2 445 225 115	2 812 008 882	
		Contrepartie des Projets	4 204 432 956	4 204 432 956	2 413 389 189	2 413 389 189	2 081 069 695	2 081 069 695	2 081 069 695	

CODE SECTION	SECTION-RURRIQUES					HISTORIQUE LOIS DE FINANCES	2024	LF INITIALE	LF RECTIFICATIVE	BUDGET 2025	PROJECTIONS				
	2022	2023	2024	2025	2026						2027	2028			
59	Rémunérations	34 736 911 409	41 151 097 332	56 155 971 072	92 845 001 993	92 845 001 993				103 415 702 113	109 620 640 240	116 197 882 994	-	-	-
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 382 812 456	3 382 812 456	3 782 812 456	2 000 000 000	3 782 812 456				4 590 172 000	4 900 172 000	5 490 172 000	90 187 459 690	84 558 372 233	84 558 372 233
	Contratariat des Projets	666 720 000	666 720 000	333 360 000	400 000 000	400 000 000				416 000 000	1 515 120 000	1 621 178 400			
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	7 319 873 438	7 319 873 438	7 319 873 438	9 662 927 297	9 662 927 297				9 403 695 297	9 667 917 015	10 665 671 206	10 665 671 206	9 987 167 447	9 987 167 447
	Investissements sur Ressources Propres	1 557 699 038	1 557 699 038	1 557 699 038	1 370 772 513	1 370 772 513				2 732 565 061	2 732 565 061	2 831 743 797			
	Investissements sur Ressources Exterieures	5 776 882 721	5 776 882 721	5 000 000 000	5 290 428 773	5 290 428 773				1 404 521 145	1 615 199 317	1 889 783 201	1 889 783 201	1 889 783 201	1 889 783 201
	Rémunérations	16 499 712 446	17 110 775 424	17 854 466 544	23 935 939 609	23 935 939 609				27 251 094 107	28 886 159 754	30 619 329 339	2 572 590 300	2 572 590 300	2 572 590 300
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	658 851 623	658 851 623	1 958 851 623	2 100 000 000	2 100 000 000				2 447 290 000					
	SPORTS ET LOISIRS	32 942 336 627	44 940 684 154	37 402 361 523	51 765 870 870	48 144 525 815				115 452 509 888	122 375 013 630	131 012 945 141			
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	10 855 647 126	10 855 647 126	16 077 760 669	18 889 036 076	18 889 036 076				18 225 649 533	19 137 142 010	21 705 346 468			
60	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	7 493 873 438	7 493 873 438	7 493 873 438	9 662 927 297	9 662 927 297				9 403 695 297	9 667 917 015	10 665 671 206	10 665 671 206	9 987 167 447	9 987 167 447
	Investissements sur Ressources Exterieures	1 557 699 038	1 557 699 038	1 557 699 038	1 370 772 513	1 370 772 513				2 732 565 061	2 732 565 061	2 831 743 797			
	Investissements sur Ressources Propres	5 776 882 721	5 776 882 721	5 000 000 000	5 290 428 773	5 290 428 773				1 404 521 145	1 615 199 317	1 889 783 201	1 889 783 201	1 889 783 201	1 889 783 201
	Rémunérations	16 499 712 446	17 110 775 424	17 854 466 544	23 935 939 609	23 935 939 609				27 251 094 107	28 886 159 754	30 619 329 339	2 572 590 300	2 572 590 300	2 572 590 300
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	658 851 623	658 851 623	1 958 851 623	2 100 000 000	2 100 000 000				2 447 290 000					
	SPORTS ET LOISIRS	32 942 336 627	44 940 684 154	37 402 361 523	51 765 870 870	48 144 525 815				115 452 509 888	122 375 013 630	131 012 945 141			
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	10 855 647 126	10 855 647 126	16 077 760 669	18 889 036 076	18 889 036 076				18 225 649 533	19 137 142 010	21 705 346 468			
	Investissements sur Ressources Exterieures	1 557 699 038	1 557 699 038	1 557 699 038	1 370 772 513	1 370 772 513				2 732 565 061	2 732 565 061	2 831 743 797			
	Investissements sur Ressources Propres	5 776 882 721	5 776 882 721	5 000 000 000	5 290 428 773	5 290 428 773				1 404 521 145	1 615 199 317	1 889 783 201	1 889 783 201	1 889 783 201	1 889 783 201
	Rémunérations	16 499 712 446	17 110 775 424	17 854 466 544	23 935 939 609	23 935 939 609				27 251 094 107	28 886 159 754	30 619 329 339	2 572 590 300	2 572 590 300	2 572 590 300
61	Financement des Reformes	1 660 916 551	101 660 916 551	13 000 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000				16 400 000 000	17 548 000 000	18 776 360 000			
	Contratariat des Projets	553 846 156	553 846 156	276 923 078	276 923 078	276 923 078				293 538 463	314 086 155	336 072 186			
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	7 012 648 532	7 012 648 532	7 162 901 503	11 000 000 000	10 906 441 330				11 451 763 396	12 138 668 200	12 988 590 044			
	Investissements sur Ressources Exterieures	63 807 281 433	68 090 476 538	59 919 619 353	59 919 619 353	29 919 619 353				27 991 683 130	28 667 158 289	29 007 644 208			
	Investissements sur Ressources Propres	31 361 721 822	31 361 721 822	9 894 502 613	7 748 177 990	2 941 177 990				38 737 334 718	44 547 934 925	52 121 083 663			
	Mise à la Retraite	244 300 667 274	244 300 667 274	379 415 351 284	379 415 351 284	126 375 351 284				335 349 084 878	339 754 422 303	339 754 422 303			
	Rémunérations	124 572 877 601	119 911 802 972	161 624 859 137	347 628 564 273	347 628 564 273				368 486 278 129	504 595 454 817	614 871 182 106			
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	818 467 631	1 818 467 631	1 818 467 631	1 818 467 631	1 818 467 631				1 818 467 631	2 081 963 591	2 227 701 042			
	EMPLOI ET TRAVAIL	40 280 282 800	48 441 135 641	40 443 076 529	76 271 823 866	65 467 667 947				90 093 609 199	90 093 609 199	95 393 243 836			
	Contratariat des Projets	400 020 000	400 020 000	200 010 000	400 000 000	400 000 000				432 000 000	462 240 000	494 596 800			
62	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	9 736 996 577	16 813 405 874	8 490 268 735	8 490 268 735	4 199 981 155				4 358 268 331	4 850 403 431	5 190 403 541			
	Investissements sur Ressources Exterieures									2 482 978 328	2 607 127 244	2 789 626 152			
	Investissements sur Ressources Propres	6 918 281 817	20 598 407 212	20 244 806 616	57 863 891 613	57 863 891 613				64 335 725 110	68 195 668 617	72 287 620 734			
	Rémunérations	8 237 394 120	6 918 281 817	5 457 244 568	4 442 914 306	1 850 171 238				2 128 324 824	2 447 573 548	2 663 661 051			
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	9 736 996 577	16 813 405 874	8 490 268 735	8 490 268 735	4 199 981 155				4 358 268 331	4 850 403 431	5 190 403 541			
	Investissements sur Ressources Exterieures									2 482 978 328	2 607 127 244	2 789 626 152			
	Investissements sur Ressources Propres	6 918 281 817	20 598 407 212	20 244 806 616	57 863 891 613	57 863 891 613				64 335 725 110	68 195 668 617	72 287 620 734			
	Rémunérations	8 237 394 120	6 918 281 817	5 457 244 568	4 442 914 306	1 850 171 238				2 128 324 824	2 447 573 548	2 663 661 051			
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	9 736 996 577	16 813 405 874	8 490 268 735	8 490 268 735	4 199 981 155				4 358 268 331	4 850 403 431	5 190 403 541			
	Investissements sur Ressources Propres	6 918 281 817	20 598 407 212	20 244 806 616	57 863 891 613	57 863 891 613				64 335 725 110	68 195 668 617	72 287 620 734			
63	Subventions aux Organismes Auxiliaires	574 727 150	574 727 150	574 727 150	574 727 150	574 727 150				1 614 958 051	1 728 005 115	1 848 965 473			
	Contratariat des Projets	11 234 363 674	307 997 260 105	281 624 682 468	343 829 123 525	289 102 445 844				306 651 344 402	312 691 153 745	329 342 755 606			
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	7 463 973 341	7 463 973 341	18 760 370 675	18 686 025 340	19 667 879 550				3 261 911 483	3 425 007 057	3 664 757 551			
	Investissements sur Ressources Exterieures	216 487 689 698	216 487 689 698	190 509 163 628	214 958 541 028	194 086 541 028				200 580 612 826	205 420 879 870	207 660 870 228			
	Investissements sur Ressources Propres	3 357 009 642	3 357 009 642	3 357 009 642	3 402 775 328	4 436 821 019				8 102 344 172	9 317 695 798	10 301 740 083			
	Rémunérations	42 959 812 841	44 509 607 408	48 690 419 934	57 750 466 969	61 215 494 987				61 215 494 987	68 888 781 730	68 730 167			
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 807 839 674	1 807 839 674	1 807 839 674	1 807 839 674	1 934 388 451				2 069 795 643	2 164 681 338	2 214 681 338			
	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	265 491 350 652	73 486 841 842	185 279 405 280	197 258 854 252	174 025 883 532				178 553 190 558	178 553 190 558	183 105 871 559			
	Contratariat des Projets	1 900 000 000	1 900 000 000	595 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000				1 200 000 000	1 200 000 000	1 377 880 000			
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 987 897 023	4 987 897 023	5 587 654 963	7 046 420 459	6 537 528 130				6 864 404 537	7 276 268 809	7 785 607 626			
64	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	9 619 659 883	18 413 659 883	16 764 960 453	23 757 909 267	2 033 830 876				4 338 905 507	4 555 850 782	4 874 760 337			
	Investissements sur Ressources Exterieures	34 570 446 200	34 570 446 200	148 257 537 656	148 257 537 656	148 257 537 656				138 064 452 176	141 396 124 208	143 075 515 963			
	Investissements sur Ressources Propres	235 265 454 337	4 043 226 850	2 500 006 007	2 578 578 559	1 688 578 559				3 941 865 343	4 533 145 144	5 303 779 819			
	Rémunérations	8 338 126 714	9 053 722 848	10 346 357 163	13 280 519 273	13 280 519 273				17 077 350 429	18 101 991 455	19 188 110 942			
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 227 689 038	1 227 689 038	1 227 689 038	1 227 689 038	1 227 689 038				1 313 841 271	1 405 810 160	1 504 216 871			
	PERSONNES VIVANTS AVEC HANDICAP	6 772 542 628	18 599 345 722	24 313 015 173	51 726 705 059	61 541 050 959				65 621 771 701	65 621 771 701	70 998 908 022			
	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	9 619 659 883	18 413 659 883	16 764 960 453	23 757 909 267	2 033 830 876				4 338 905 507	4 555 850 782	4 874 760 337			
	Investissements sur Ressources Exterieures	34 570 446 200	34 570 446 200	148 257 537 656	148 257 537 656	148 257 537 656				138 064 452 176	141 396 124 208	143 075 515 963			
	Investissements sur Ressources Propres	235 265 454 337	4 043 226 850	2 500 006 007	2 578 578 559	1 688 578 559				3 941 865 343	4 533 145 144	5 303 779 819			
	Rémunérations	8 338 126 714	9 053 722 848	10 346 357 163	13 280 519 273	13 280 519 273				17 077 350 429					

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2022	2023	2024	LF INITIALE	LF RECTIFICATIVE	BUDGET 2025	PROJECTIONS	
		2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
70	ACTIONS HUMAINITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	Rémunérations	397 269 419	8 807 762 208	17 371 374 153	19 125 467 294	20 727 995 332	21 489 375 052	2 778 737 555
		Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	83 887 586 744	114 877 318 345	77 743 112 744	137 887 527 232	243 289 827 107	139 379 209 305	159 690 695 528
		Fonctionnement des Ministères	60 000 000 000	75 000 000 000	40 000 000 000	85 000 000 000	215 000 000 000	107 500 000 000	115 025 000 000
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 134 761 800	5 134 761 800	6 237 457 036	7 100 000 000	6 878 488 109	8 222 412 514	9 325 860 273
		Investissements sur Ressources Externes	22 489 896 680	22 489 896 680	21 141 627 412	31 775 876 234	7 900 000 000	9 085 000 000	10 206 997 500
		Investissements sur Ressources Propres	7 637 328 641	5 895 443 904	7 821 141 912	2 775 302 899	3 191 602 934	3 670 394 374	4 294 301 748
		Rémunérations	5 563 376 947	5 895 443 904	7 821 141 912	10 736 032 099	11 380 194 025	12 063 005 667	12 786 708 006
		NUMERIQUE	53 567 141 219	82 852 735 352	87 134 433 991	50 927 481 411	60 627 481 411	228 430 588 147	256 007 791 322
		Fonctionnement des Ministères	6 172 112 553	6 172 112 553	5 795 554 804	5 729 110 284	5 729 110 284	10 615 565 746	11 559 654 728
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	10 000 000 000	10 000 000 000	6 000 000 000	180 000 000	126 000 000	9 144 000 000	9 602 145 000
71	PORTFEUILLE	Investissements sur Ressources Propres	47 395 028 666	60 657 000 000	68 132 718 003	36 626 766 161	46 626 766 161	53 620 781 085	61 663 898 248
		Investissements sur Ressources Externes						145 015 000 000	150 578 334 650
		Rémunérations	6 023 622 799	6 023 622 799	6 206 161 184	8 145 604 966	10 634 341 264	11 272 401 740	11 948 745 844
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	29 168 682 357	24 017 705 821	62 315 233 894	222 165 363 334	157 021 704 338	252 633 447 211	284 949 016 763
		Fonctionnement des Ministères	3 053 160 462	3 053 160 462	4 614 223 671	13 000 000 000	12 935 107 472	15 581 862 846	17 672 948 840
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	679 208 609	3 369 208 199	22 137 683 361	165 925 179 183	201 126 625 911	211 182 957 207	225 965 764 211
		Investissements sur Ressources Propres	17 660 418 227	8 626 632 107	11 609 598 962	12 941 967 686	2 452 912 175	3 243 976 351	3 795 452 331
		Rémunérations	5 619 460 104	7 102 270 188	11 087 293 116	17 098 216 465	18 124 109 453	19 211 556 020	20 364 249 381
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 866 434 865	1 866 434 865	12 866 434 865	14 000 000 000	1 866 434 865	14 980 000 000	17 150 602 000
		COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA ST SYLVESTRE	4 593 026 166	3 840 096 975	3 840 096 975	4 815 782 853	2 996 027 376	3 139 278 508	3 477 390 765
76	COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA ST SYLVESTRE	Fonctionnement des Institutions	2 509 766 970	1 756 834 779	1 756 834 779	2 732 518 257	912 762 780	931 018 036	996 189 299
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques							
		Rémunérations	2 083 262 196	2 083 262 196	2 083 262 196	2 083 262 196	2 083 262 196	2 083 262 196	2 341 201 466
		COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	581 709 843 352	958 438 167 346	138 248 618 104	158 698 810 948	282 479 072 967	662 731 696 741	1 176 231 060 495
		Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	500 000 000 000	879 000 000 000	200 000 000 000	15 000 000 000	45 000 000 000	160 650 000 000	1 040 530 000 000
		Fonctionnement des Institutions	15 231 832 813	18 152 282 969	28 100 000 000	28 100 000 000	23 166 343 237	23 629 670 101	25 283 747 008
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	211 313 833	3 211 313 833	4 284 525 533	4 413 062 999	2 306 550 650	2 316 857 183	2 479 037 185
		Investissements sur Ressources Propres	42 055 222 176	33 864 099 148	8 295 868 168	519 271 783	369 610 093	489 237 380	489 237 380
		Rémunérations	24 210 471 396	57 223 880 910	90 216 282 022	90 216 282 022	95 629 107 850	101 367 071 850	107 449 038 921
		FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	65 090 341 301	131 984 109 202	134 231 356 895	191 694 933 544	107 855 956 943	139 336 635 611	152 166 434 078
78	FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	Fonctionnement des Ministères	17 019 778 546	45 917 158 424	45 917 158 424	52 913 699 788	56 088 458 175	60 014 650 248	60 014 650 248
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 400 200 300	25 194 215 796	17 077 486 018	1 358 627 207	3 562 421 388	3 740 542 352	4 002 380 317
		Investissements sur Ressources Externes							
		Investissements sur Ressources Propres	5 183 821 260	14 864 718 957	12 205 629 776	2 412 461 246	2 774 330 433	3 190 479 998	3 732 861 598
		Investissements sur Ressources Externes							
		Investissements sur Ressources Propres	22 604 398 105	21 308 558 661	24 199 413 307	15 124 940 366	11 350 054 763	86 326 313 774	42 559 250 126
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	10 561 884 800	14 138 319 360	18 461 025 414	23 307 127 955	22 742 394 790	22 742 394 790	24 334 362 426
		Fonctionnement des Institutions	292 292 425	2 200 550 000	5 380 200 000	1 541 600 000	1 859 343 150	1 859 343 150	1 889 497 171
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	9 986 456 492	6 029 119 584	7 000 000 000	8 050 000 000	9 257 500 000	10 831 275 000	10 831 275 000
		Rémunérations	8 153 686 242	10 056 460 048	23 218 260 867	34 149 219 393	36 198 172 557	38 370 062 910	40 672 266 685
80	CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	Fonctionnement des Institutions	4 153 993 510	6 640 155 257	8 962 862 311	12 500 000 000	10 757 456 722	15 100 067 279	16 157 071 989
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	83 122 114	1 083 122 114	1 433 248 846	1 600 000 000	534 566 812	840 000 000	898 800 000
		Investissements sur Ressources Propres	73 689 102	4 073 698 102	1 500 000 000	534 566 812	614 751 334	706 964 034	727 147 920
		Rémunérations	3 515 713 107	3 371 049 444	3 364 733 917	4 162 153 062	9 411 882 246	9 976 595 181	10 575 902 891
		COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	9 721 422 782	14 729 091 247	17 668 171 647	25 026 684 648	22 080 121 950	29 991 211 726	32 742 194 128
		Fonctionnement des Institutions	4 659 871 686	10 006 910 180	12 329 676 234	16 562 577 857	13 616 015 364	18 015 797 094	19 276 902 891
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques							
		Investissements sur Ressources Externes							
		Investissements sur Ressources Propres	38 563 943	38 563 943	38 462 748	38 462 748	1 000 000 000	1 050 000 000	1 230 500 000
		Investissements sur Ressources Externes							
81	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	Investissements sur Ressources Propres	4 659 871 686	10 006 910 180	12 329 676 234	16 562 577 857	13 616 015 364	18 015 797 094	19 276 902 891
		Fonctionnement des Institutions	10 348 303 314	10 348 303 314	20 765 475 750	24 400 000 000	24 217 597 754	26 954 186 301	28 840 392 342
		Fonds de Pédition	420 058 700 196	487 352 347 373	289 964 992 677	195 688 926 320	164 954 598 952	602 843 474 463	696 643 474 463
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 231 177 824	11 849 410 123	15 031 101 528	20 964 069 148	3 840 000 000	4 032 000 000	4 314 240 000
		PECHE ET ELVAGE	214 034 241 302	689 391 281 302	817 121 165 195	723 373 399 623	266 808 851 520	810 062 509 939	932 295 939 194
		Fonctionnement des Ministères	10 348 303 314	10 348 303 314	20 765 475 750	24 400 000 000	24 217 597 754	26 954 186 301	28 840 392 342
		Rémunérations	5 022 987 153	4 683 620 124	5 299 991 470	8 425 644 043	10 591 182 686	11 587 053 647	12 282 276 666
		Investissements sur Ressources Propres	38 563 943	38 563 943	38 462 748	38 462 748	1 000 000 000	1 050 000 000	1 230 500 000
		Investissements sur Ressources Externes							
		Investissements sur Ressources Propres	17 660 418 227	8 626 632 107	11 609 598 962	12 941 967 686	2 452 912 175	3 243 976 351	3 795 452 331
82	PECHE ET ELVAGE	Rémunérations	5 022 987 153	4 683 620 124	5 299 991 470	8 425 644 043	10 591 182 686	11 587 053 647	12 282 276 666
		Investissements sur Ressources Propres	38 563 943	38 563 943	38 462 748	38 462 748	1 000 000 000	1 050 000 000	1 230 500 000
		Investissements sur Ressources Externes							
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 231 177 824	11 849 410 123	15 031 101 528	20 964 069 148	3 840 000 000	4 032 000 000	4 314 240 000
		Fonds de Pédition	420 058 700 196	487 352 347 373	289 964 992 677	195 688 926 320	164 954 598 952	602 843 474 463	696 643 474 463
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 231 177 824	11 849 410 123	15 031 101 528	20 964 069 148	3 840 000 000	4 032 000 000	4 314 240 000
		Fonctionnement des Ministères	10 348 303 314	10 348 303 314	20 765 475 750	24 400 000 000	24 217 597 754	26 954 186 301	28 840 392 342
		PECHE ET ELVAGE	214 034 241 302	689 391 281 302	817 121 165 195	723 373 399 623	266 808 851 520	810 062 509 939	932 295 939 194
		Fonctionnement des Ministères	10 348 303 314	10 348 303 314	20 765 475 750	24 400 000 000	24 217 597 754	26 954 186 301	28 840 392 342
		Fonds de Pédition	420 058 700 196	487 352 347 373	289 964 992 677	195 688 926 320	164 954 598 952	602 843 474 463	696 643 474 463
83	AFFAIRES COUTUMIERES	Fonctionnement des Ministères	2 331 553 464	2 831 553 464	2 888 184 533	3 177 002 986	3 177 002 986	3 335 853 135	3 536 004 323
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	241 079 199						
		NUMERIQUE	53 567 141 219	82 852 735 352	87 134 433 991	50 927 481 411	60 627 481 411	228 430 588 147	256 007 791 322
		Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	83 887 586 744	114 877 318 345	77 743 112 744	137 887 527 232	243 289 827 107	139 379 209 305	159 690 695 528
		Fonctionnement des Institutions	4 575 598 482	8 807 762 208	17 371 374 153	19 125 467 294	20 727 995 332	21 489 375 052	22 778 737 555
		Investissements sur Ressources Propres	397 269 419	8 807 762 208	17 371 374 153	19 125 467 294	20 727 995 332	21 489 375 052	22 778 737 555
		ACTIONS HUMAINITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	83 887 586 744	114 877 318 345	77 743 112 744	137 887 527 232	243 289 827 107	139 379 209 305	159 690 695 528
		Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	60 000 000 000	75 000 000 000	40 000 000 000	85 000 000 000	215 000 000 000	107 500 000 000	115 025 000 000
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 134 761 800	5 134 761 800	6 237 457 036	7 100 000 000	6 878 488 109	8 222	

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2022		2023		2024		BUDGET 2025		PROJECTIONS		
		2022	2023	2024	LF INITIALE	LF RECTIFICATIVE	2026	2027	2028			
84	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	Investissements sur Ressources Propres	1 900 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	2 081 480 175	1 081 480 175	1 243 702 201	1 430 257 531	1 673 401 311		
		Rémunérations	17 141 440 411	24 242 746 944	27 219 162 258	27 354 272 277	28 995 528 614	30 735 260 331	32 579 375 951	34 322 752 710		
		Contrepartie des Projets	1 080 000 000	1 080 000 000	540 000 000	540 000 000	540 000 000	556 134 000	595 134 000	636 793 380		
		Fonctionnement des Ministères	2 416 131 118	2 416 131 118	7 569 556 925	8 326 506 803	8 648 874 467	9 167 808 935	9 809 553 420	10 521 307 803		
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 766 279 200	3 766 279 200	1 006 511 680	15 984 429 951	21 290 094 443	22 354 599 165	23 919 421 107	25 488 886 886		
		Investissements sur Ressources Propres	119 876 886	15 119 876 886	6 000 000 000	5 984 255 502	1 984 255 502	2 281 893 827	2 624 177 901	3 070 288 144		
		Rémunérations	1 789 464 158	3 635 972 116	7 095 668 489	10 012 669 543	10 012 669 543	10 613 429 716	11 250 235 499	12 925 249 629		
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 233 720 800	3 233 720 800	7 237 207 000	3 233 720 800	3 233 720 800	3 460 286 944	3 702 286 944	3 961 447 030		
		COUR DES COMPTES	22 021 352 885	87 011 081 823	117 250 447 657	130 747 587 207	109 127 151 758	120 855 548 291	126 991 626 921	139 081 667 345		
		Fonctionnement des Institutions	5 445 348 855	43 301 804 399	70 269 922 561	80 296 914 817	58 706 479 378	64 008 070 378	69 200 000 000	74 400 000 000	79 600 000 000	
		Investissements sur Ressources Propres	1 020 292 182	25 000 292 182	26 400 000 000	26 330 724 210	26 330 724 210	26 330 724 210	26 330 724 210	26 330 724 210	26 330 724 210	
		Rémunérations	15 555 625 848	18 708 985 242	20 580 525 096	24 119 948 180	24 119 948 180	26 567 145 071	29 030 000 000	31 500 000 000	34 000 000 000	
		ENTREPRENARIAT, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	172 902 005 910	178 043 475 313	168 416 990 342	231 842 430 754	183 422 908 925	200 783 547 827	209 970 185 504	220 734 081 878	231 485 536 929	
90	Fonctionnement des Ministères	4 392 444 667	4 392 444 667	4 980 293 560	8 028 322 916	8 028 322 917	8 429 739 063	8 935 523 407	9 561 010 045	10 187 000 000		
		Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 254 113 878	7 029 142 847	4 311 657 539	43 616 382 579	2 173 537 411	82 849 903 538	86 992 398 715	93 081 866 625	100 000 000 000	
		Investissements sur Ressources Exterieures	129 288 600 000	137 967 363 398	121 411 279 790	134 197 690 115	134 197 690 115	62 959 247 829	64 478 535 103	66 000 000 000	68 000 000 000	
		Investissements sur Ressources Propres	16 582 748 193	8 668 074 376	10 000 000 000	8 907 400 874	1 930 724 210	2 220 332 842	2 553 382 768	2 987 457 839	3 418 511 146	
		Mise à la Retraite	538 123 092									
		Rémunérations	16 770 876 387	18 835 104 148	27 100 536 668	36 479 411 485	41 668 176 174	44 168 266 744	46 678 535 103	49 188 866 625	51 699 000 000	
		Subventions aux Organismes Auxiliaires	613 222 785	613 222 785	613 222 785	613 222 785	613 222 785	2 656 148 380	2 842 078 767	3 028 148 380	3 213 288 144	
		OPOSITION POLITIQUE	783 034 669	548 124 267	548 124 267	602 936 694	422 055 686	430 496 800	430 496 800	460 631 576	480 631 576	
		Fonctionnement des Institutions	783 034 669	548 124 267	548 124 267	602 936 694	422 055 686	430 496 800	430 496 800	460 631 576	480 631 576	
		BUDGET GENERAL		20 408 330 686 833	30 299 631 685 019	37 366 273 942 286	46 799 683 356 268	45 749 605 315 914	53 654 058 861 439	59 386 969 998 416	65 272 816 511 146	

ANNEXE 3.2 : CDMT CENTRAL

Allocations des dépenses intersectorielles par Section 2026-2028 (en %) hors dettes, frais financiers, TVA et charges communes

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2022	2023	2024	LF INITIALE	LF RECTIFICATIVE	2026	2027	2028
		HISTORIQUE LOIS DE FINANCES				BUDGET 2025			
10	PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	3,05	1,88	1,88	2,16	2,03	3,03	2,87	2,80
11	PRIMATURE	0,56	0,38	3,21	3,18	2,11	2,60	2,60	2,70
12	VICE-PRIMATURES	0,03	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00
15	CHANCELIERIE DES ORDRES NATIONAUX	0,15	0,08	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06
16	ASSEMBLEE NATIONALE	2,89	2,59	2,21	1,97	1,83	1,89	1,84	1,79
17	SÉNAT	1,05	0,98	0,82	0,76	0,72	0,71	0,70	0,68
19	ORGANE EXÉCUTIF PROVINCIAL OU LOCAL	2,39	2,56	2,47	2,23	1,94	1,94	2,65	2,79
20	POUVOIR JUDICIAIRE	1,95	1,71	1,73	1,56	1,40	1,45	1,51	1,47
21	SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	0,49	0,35	0,34	0,30	0,26	0,28	0,26	0,25
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	0,40	0,28	0,38	0,38	0,56	0,80	0,81	0,79
23	COOPÉRATION INTERNATIONALE	0,12	0,06	0,06	0,05	0,05	0,05	0,04	0,04
24	DÉCENTRALISATION	2,78	3,40	0,04	0,03	0,03	0,04	0,03	0,03
25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	4,52	3,66	4,49	4,06	6,35	6,04	6,11	5,89
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	0,03	0,02	0,02	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01
27	DÉFENSE	6,31	7,60	7,17	7,67	18,44	15,87	8,61	8,46
28	ANCIENS COMBATTANTS	0,04	0,02	0,03	0,02	0,03	0,05	0,05	0,05
29	ÉCONOMIE NATIONALE	1,03	1,85	0,11	0,23	0,11	0,19	0,18	0,18
30	FINANCES	6,65	7,15	6,42	6,44	5,88	6,55	6,24	6,35
31	BUDGET	1,89	1,93	1,08	1,29	1,25	1,29	1,24	1,21
32	PLAN	1,42	1,02	0,61	0,75	0,70	1,17	2,20	2,27
33	RECONSTRUCTION	0,04	0,03	0,03	0,03	0,03	0,02	0,02	0,02
34	JUSTICE	0,37	0,27	0,27	0,32	0,23	0,29	0,29	0,28
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES	0,02	0,04	0,05	0,04	0,04	0,04	0,03	0,03
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	0,06	0,06	0,05	0,05	0,04	0,36	0,34	0,33
37	SANTÉ	9,23	9,93	14,90	13,42	12,87	11,09	11,11	11,14
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE	16,93	15,01	14,55	14,16	13,44	10,66	11,70	11,73
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	2,14	2,08	1,71	1,81	1,86	1,71	1,74	1,77
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	0,54	0,82	2,60	1,92	0,56	0,91	0,88	0,94
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	6,26	6,04	4,67	7,81	6,21	9,16	9,84	9,47
43	URBANISME ET HABITAT	0,31	0,24	1,32	0,24	0,20	0,14	0,14	0,13
44	AGRICULTURE	3,66	5,46	6,96	6,92	5,38	3,08	4,15	4,12
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	3,43	4,15	4,55	4,02	2,49	2,89	4,28	4,25
46	INDUSTRIE	0,31	0,24	0,31	0,31	0,15	0,20	0,19	0,19
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	0,24	0,33	0,15	0,14	0,12	0,12	0,11	0,11
48	MINES	0,18	0,14	0,10	0,09	0,08	0,08	0,08	0,07
49	HYDROCARBURES	0,13	0,06	0,04	0,03	0,03	0,06	0,06	0,07
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ÉLECTRICITÉ	2,99	1,86	2,51	2,51	2,53	4,09	4,21	4,01
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	2,33	0,90	0,88	1,81	0,70	1,39	1,47	1,51
52	POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INF	0,32	0,22	0,37	0,34	0,34	0,34	0,33	0,31
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	0,52	0,39	0,28	0,27	0,22	0,33	0,31	0,30
54	DROITS HUMAINS	0,05	0,05	0,25	0,16	0,10	0,11	0,11	0,11
55	AFFAIRES FONCIÈRES	0,08	0,07	0,07	0,07	0,06	0,06	0,06	0,06
56	ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	0,70	0,88	0,92	0,91	0,91	0,96	0,90	0,84
57	TOURISME	0,16	0,12	0,11	0,12	0,19	0,19	0,18	0,18

CODE SECTION	SECTION-RUBRIQUES	2022	2023	2024	LF INITIALE	LF RECTIFICATIVE	2026	2027	2028
		HISTORIQUE LOIS DE FINANCES			BUDGET 2025		PROJECTIONS		
58	CULTURE ET ARTS	0,27	0,30	0,25	0,27	0,24	0,25	0,24	0,23
59	JEUNESSE	0,20	0,17	0,13	0,15	0,09	0,10	0,15	0,15
60	SPORTS ET LOISIRS	0,17	0,16	0,11	0,12	0,11	0,23	0,22	0,22
61	FONCTION PUBLIQUE	1,49	2,18	1,57	1,96	1,27	1,64	1,76	1,80
62	EMPLOI ET TRAVAIL	0,22	0,17	0,11	0,17	0,15	0,17	0,16	0,16
63	PREVOYANCE SOCIALE	0,05	0,04	0,08	0,50	0,40	0,49	0,67	0,67
64	AFFAIRES SOCIALES	0,38	1,09	0,80	0,77	0,68	0,62	0,58	0,55
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	1,42	0,26	0,52	0,44	0,41	0,35	0,33	0,31
68	PERSONNES VIVANTS AVEC HANDICAP	0,04	0,07	0,07	0,10	0,12	0,12	0,12	0,12
69	INTEGRATION REGIONALE	0,04	0,06	0,09	0,07	0,06	0,06	0,06	0,06
70	ACTIONS HUMAINITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	0,45	0,41	0,22	0,31	0,57	0,28	0,27	0,27
71	NUMERIQUE	0,29	0,29	0,25	0,11	0,14	0,46	0,44	0,43
74	PORTEFEUILLE	0,16	0,09	0,18	0,50	0,37	0,51	0,49	0,47
76	COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA ST SYLVESTRE	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANT	3,11	3,41	0,83	0,31	0,37	0,57	1,21	1,96
78	FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	0,35	0,47	0,38	0,43	0,24	0,22	0,25	0,25
79	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	0,15	0,14	0,15	0,13	0,12	0,14	0,13	0,13
80	CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	0,04	0,05	0,04	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05
81	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	0,05	0,05	0,05	0,06	0,05	0,06	0,06	0,05
82	PECHE ET ELEVAGE	1,14	2,45	2,31	1,63	0,71	0,54	1,48	1,55
83	AFFAIRES COUTUMIERES	0,11	0,11	0,10	0,08	0,07	0,07	0,07	0,07
84	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	0,03	0,10	0,07	0,11	0,09	0,09	0,09	0,09
85	COUR DES COMPTES	0,12	0,31	0,33	0,29	0,26	0,24	0,23	0,23
90	ENTREPRENARIAT, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	0,92	0,63	0,48	0,52	0,43	0,41	0,38	0,37
93	OPPOSITION POLITIQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BUDGET GENERAL		100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

**'ANNEXE 4 : CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME PROVINCES 2026-2028 HORS RECETTES A CARACTERE
NATIONAL (en milliards de FC)**

N°	PROVINCES	PROJECTIONS			
		2025	2026	2027	2028
1	BAS UELE	20,09	27,53	29,74	30,01
2	EQUATEUR	48,67	64,24	69,38	70,03
3	HAUT-KATANGA	1130,97	1490,84	1613,42	1622,81
4	HAUT-LOMAMI	47,12	62,20	67,18	67,80
5	HAUT-UELE	112,79	149,90	162,99	165,62
6	ITURI	84,20	111,15	121,14	122,27
7	KASAI	36,31	47,93	51,76	52,24
8	KASAI-ORIENTAL	43,26	57,10	61,67	62,24
9	KONGO CENTRAL	672,09	869,82	941,62	960,35
10	KWANGO	125,15	166,22	180,61	182,29
11	KWILU	204,72	271,25	294,05	297,89
12	LOMAMI	30,90	40,79	44,05	44,46
13	LUALABA	1895,76	2508,52	2720,24	2789,90
14	KASAI CENTRAL	46,35	61,18	66,08	66,69
15	MAI-NDOMBE	85,75	113,19	123,35	124,49
16	MANIEMA	70,30	92,79	101,32	102,26
17	MONGALA	20,09	26,51	28,63	28,90
18	NORD-KIVU	506,77	652,62	699,33	666,91
19	NORD-UBANGI	11,59	15,30	16,52	16,67
20	SANKURU	139,83	184,57	200,44	203,41
21	SUD-KIVU	261,88	343,65	367,84	376,80
22	SUD-UBANGI	22,40	29,57	31,94	33,35
23	TANGANYIKA	122,83	169,27	177,31	180,07
24	TSHOPO	73,39	96,87	105,73	107,82
25	TSHUAPA	27,04	35,69	38,55	38,90
26	KINSHASA	1884,94	2508,52	2698,21	2700,98
TOTAL		7 725,18	10 197,24	11 013,10	11 115,15